103e ANNÉE
VOL. 103

N° 11
2287

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 13 mars 1971

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

Québec, Saturday, March 13, 1971

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday***, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
17 MAR 1971
PUBLICATIONS OFFICIELLES

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969 37883 — 1-52-o

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969 37883 — 1-52-o

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

Lettres patentes

Alexander The Great Products Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1970, constituant en corporation: George Christopoulos, marchand, 8420, avenue Outremont, Montréal, Roman Isganaitis, avocat, 126, de Touraine, et Diana Kleban, secrétaire, fille majeure, 972, boulevard Lafayette, ces deux derniers de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire le commerce de volailles et produits de volailles, sous le nom de « Alexander The Great Products Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 3453, avenue Colonial, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 5654-1970

Marius Amiot inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Marius Amiot, garagiste, Carmen Dionne, secrétaire, épouse dudit Marius Amiot, tous deux de 138, Lavoie, Rimouski, et Émilien Amiot, marchand, 739, boulevard Ste-Anne, Pointe-au-Père, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs ou autres machineries lourdes ainsi que des motos-neige, moteurs à bateau, machines agricoles, instruments aratoires et tous autres véhicules à moteur, sous le nom de « Marius Amiot inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 152, rue Lavoie, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-ó 5743-1970

Association de chasse et pêche de la Vallée du Richelieu inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Claude Roy, représentant, 666, Lemoyne, Henri Parent, directeur-adjoint, 171, Verchères, Éphrem Pitre,

Letters Patent

Alexander The Great Products Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George Christopoulos, merchant, 8420 Outremont Avenue, Montreal, Roman Isganaitis, advocate, 126 de Touraine, and Diana Kleban, secretary, spinster, 972 Lafayette Boulevard, the latter two of Longueuil, for the following purposes:

To deal in all kinds of poultry and poultry products, under the name of "Alexander The Great Products Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of the par value of $1 each and 2,500 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 3453 Colonial Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061-o 5654-1970

Marius Amiot inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marius Amiot, garage keeper, Carmen Dionne, secretary, wife of said Marius Amiot, both of 138 Lavoie, Rimouski, and Émilien Amiot, trader, 739 St. Anne Boulevard, Pointe-au-Père, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, trucks, tractors or other heavy machinery as well as snowmobiles, motors for boats, farm machinery, farming implements and all other motor vehicles, under the name of "Marius Amiot inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,500 common shares of a nominal value of $10 each and into 2,500 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 152 Lavoie Street, Rimouski, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 5743-1970

Association de chasse et pêche de la Vallée du Richelieu inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Claude Roy, representative, 666 Lemoyne, Henri Parent, assistant director, 171 Verchères, Éphrem

taxidermiste, 310, St-Jean Baptiste, Paul Prévost, mécanicien d'outillage, 329, Brousseau, Marie-Louis Prévost, menuisier, 300, Rainville, Aristide Guertin, ingénieur stationnaire, 554, Crémazie, Guy Renaud, plombier, 203, Montée des Trentes, tous sept de Beloeil, André Pion, 1067, de la Montagne, Mont-Saint-Hilaire, Michel Blondin, 626, Birch, Saint-Lambert, Denis Bienvenue, 790, Montée des Trentes, tous trois techniciens, Rhéo Harding, ingénieur stationnaire, 760, Maple, et Serge Vincent, conseiller, 25, boulevard Constable, ces trois derniers de McMasterville, pour les objets suivants:

Promouvoir la préservation et la restauration du poisson, du gibier, des animaux sauvages, des oiseaux et des eaux, sous le nom de « Association de chasse et pêche de la Vallée du Richelieu inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Beloeil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 3298-1970

taxidermist, 310 St-Jean Baptiste, Paul Prévost, tooling engineer, 329 Brousseau, Marie-Louis Prévost, carpenter, 300 Rainville, Aristide Guertin, stationary engineer, 554 Crémazie, Guy Renaud, plumber, 203 Montée des Trentes, all seven of Beloeil, André Pion, 1067 de la Montagne, Mont-Saint-Hilaire, Michel Blondin, 626 Birch, Saint-Lambert, Denis Bienvenue, 790 Montée des Trentes, all three technicians, Rhéo Harding, stationary engineer, 760 Maple, and Serge Vincent, counsellor, 25 Constable Boulevard, the latter three of McMasterville, for the following purposes:

To promote the preservation and restoration of fish, game, wild animals, birds and water, under the name of "Association de chasse et pêche de la Vallée du Richelieu inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess is limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at Beloeil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 3298-1970

Association des propriétaires du Lac Schryer et du Lac Vert inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Rolland Bédard, comédien, 1361, boulevard Maisonneuve est, Montréal, Lucien Richard, rentier, 219, Granville, Jacques Dubois, 44, West Park Drive, tous deux d'Ottawa, Jean-Paul Deschamps, 53, Lavallée, Hull, et André Robillard, 230, des Récollets, Laval, ces trois derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts des propriétaires du Lac Schryer et du Lac Vert, sous le nom de « Association des propriétaires du Lac Schryer et du Lac Vert inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 1361, boulevard Maisonneuve est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 5322-1970

Association des propriétaires du Lac Schryer et du Lac Vert inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Rolland Bédard, actor, 1361 Maisonneuve boulevard east, Montréal, Lucien Richard, annuitant, 219 Granville, Jacques Dubois, 44 West Park Drive, both of Ottawa, Jean-Paul Deschamps, 53 Lavallée, Hull, and André Robillard, 230 des Récollets, Laval, the latter three administrators, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way possible the interests of the proprietors of Lake Schryer and Lake Vert under the name of "Association des propriétaires du Lac Schryer et du Lac Vert inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or possess is limited is $50,000.

The head office of the corporation is at 1361 Maisonneuve boulevard east, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 5322-1970

L'Association des propriétaires du Mont Maribou inc.
Mont Maribou Proprietors Association Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de novembre 1970, consti-

L'Association des propriétaires du Mont Maribou inc.
Mont Maribou Proprietors Association Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorpo-

tuant en corporation sans capital-actions: Georges-Alfred Brabant, dentiste, 4637 ouest, rue Sherbrooke, Eric Schousboe, 4342, avenue Montrose, tous deux de Westmount, Bearce P. Campbell, 4846, Cedar Crescent, tous deux administrateurs, Pierre-A. Champagne, avocat, 1195, Berri, Robert G. Fraser, médecin, 343, avenue Carlyle, F. Victor Woodman, retraité, 4851, côte Saint-Luc, tous les quatre de Montréal, Douglas H. Gordon, 7400, avenue Mayrand, Mont-Royal, John Taylor, Casier postal 558, Saint-Sauveur-des-Monts, tous deux administrateurs, et John C. Allen, ingénieur professionnel, Mont Belvédère, Piedmont, pour les objets suivants:

Travailler au bien-être et à la santé des habitants de Mont-Maribou et de son district, sous le nom de « L'Association des propriétaires du Mont Maribou inc.— Mont Maribou Proprietors Association Inc. ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de $100,000.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Sauveur-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 136-1970

Association générale des étudiants de la Faculté des Arts de Sherbrooke

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Guy Morissette, 1568, St-Esprit, Jacques Beaudoin, résidence des étudiants, Université de Sherbrooke, et Luc Favreau, 337, Kennedy sud, tous trois étudiants, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts intellectuels, culturels, académiques, sociaux et matériels des membres, sous le nom de « Association générale des étudiants de la Faculté des Arts de Sherbrooke ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 306-1971

Robert Audette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Robert Audette, briqueteur, 82, rue Larin, Salaberry-de-Valleyfield, Léopold Landry, administrateur, 77, rue Leduc, et Pierrette Laberge,

rate a corporation without share capital: Georges-Alfred Brabant, dentist, 4637 Sherbrooke Street West, Eric Schousboe, 4342 Montrose Avenue, both of Westmount, Bearce P. Campbell, 4846 Cedar Crescent, both executives, Pierre-A. Champagne, advocate, 1195 Berri, Robert G. Fraser, medical doctor, 343 Carlyle Avenue, F. Victor Woodman, retired, 4851 Côte St. Luc, all four of Montreal, Douglas H. Gordon, 7400 Mayrand Avenue, Mount Royal, John Taylor, P.O. Box 558, Saint-Sauveur-des-Monts, both executives, and John C. Allen, professional engineer, Mont Belvédère, Piedmont, for the following purposes:

To act for and promote the general welfare and health of the community of Mont Maribou and district, under the name of "L'Association des propriétaires du Mont Maribou inc.— Mont Maribou Proprietors Association Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Sauveur-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 136-1970

Association générale des étudiants de la Faculté des Arts de Sherbrooke

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Guy Morissette, 1568 St-Esprit, Jacques Beaudoin, student's residence, University of Sherbrooke, and Luc Favreau, 337 Kennedy South, all three students, of Sherbrooke, for the following purposes:

To promote the intellectual, cultural, academic, social and material interests of its members, under the name of "Association générale des étudiants de la Faculté des Arts de Sherbrooke".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess is limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 306-1971

Robert Audette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Audette, brick-layer, 82 Larin Street, Salaberry-de-Valleyfield, Léopold Landry, administrator, 77 Leduc Street, and Pierrette Laberge,

secrétaire, fille majeure, 120, rue Ellice, ces deux derniers de Beauharnois, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs dans la pose de la brique, sous le nom de « Robert Audette inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 92-1971

Bégin, Charland & Valiquette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Paul-M. Bégin, 571, Kindersley, Mont-Royal, Roger Charland, 11905, boulevard l'Acadie, Montréal, et Francis Valiquette, 370, Outremont, Outremont, tous trois ingénieurs professionnels et évaluateurs agréés, pour les objets suivants:

Faire affaires comme évaluateurs, agents d'immeubles ou courtiers en immeubles, sous le nom de « Bégin, Charland & Valiquette inc. », avec un capital divisé en 60,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 340-1971

Boutique les Santons ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Allan B. Frank, Joyce Blond, épouse dudit Allan B. Frank, tous deux avocats, du 366, place Barberry, Dollard-des-Ormeaux, et Nicole Ducharme, secrétaire, épouse de Richard Ducharme, 7800, du Ronceray, app. 6, Anjou, pour les objets suivants:

S'établir marchands, faisant affaires dans un ou plusieurs grands magasins ou maisons de rabais, sous le nom de « Boutique les Santons ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 346 est, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 161-1971

secretary, spinster of the full age of majority, 120 Ellice Street, the latter two of Beauharnois, for the following purposes:

To do business as contractors in brick-laying, under the name of "Robert Audette inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of a nominal value of $10 each and 2,500 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 92-1971

Bégin, Charland & Valiquette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul-M. Bégin, 571 Kindersley, Mount Royal, Roger Charland, 11905 Acadie Boulevard, Montreal, and Francis Valiquette, 370 Outremont, Outremont, all three professional engineers and chartered appraisers, for the following purposes:

To carry on business as appraisers, real estate agents or brokers, under the name of "Bégin, Charland & Valiquette inc.", with a capital stock divided into 60,000 common shares without nominal value and into 4,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 340-1971

Boutique les Santons ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Allan B. Frank, Joyce Blond, wife of the said Allan B. Frank, both advocates, of 366 Barberry Place, Dollard-des-Ormeaux, and Nicole Ducharme, secretary, wife of Richard Ducharme, 7800 du Ronceray, Apt. 6, Anjou, for the following purposes:

To carry on the business of merchants of a department and/or discount store or stores, under the name of "Boutique les Santons ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 346 Notre-Dame Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061-o 161-1971

C L R construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Fernand Lalonde, 4902, Roslyn, Montréal, Claude-E. Leduc, 105, Beverley, Mont-Royal, et Michel Cogger, 376, Redfern, app. 36, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « C L R construction inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 500, Place d'Armes, suite 1200, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 68-1971

C L R construction inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Lalonde, 4902 Roslyn, Montreal, Claude-E. Leduc, 105 Beverley, Mount Royal, and Michel Cogger, 376 Redfern, Apt. 36, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "C L R construction inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 500 place d'Armes, Suite 1200, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 68-1971

Canadian Recreation Holdings Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Robert Vineberg, avocat, Godmanchester, Barbara Komornicki, 4353, Saint-Urbain, Montréal, et Maureen Montgomery, 30, place Côte Vertu, Saint-Laurent, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement, de portefeuille, d'administration et de développement, sous le nom de « Canadian Recreation Holdings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1440 ouest, Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 5406-1970

Canadian Recreation Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Vineberg, advocate, Godmanchester, Barbara Komornicki, 4353 St. Urbain, Montreal, and Maureen Montgomery, 30 Place Côte Vertu, Saint-Laurent, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a development, management, holding and investment company, under the name of "Canadian Recreation Holdings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 1440 St. Catherine West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 5406-1970

Carosseries Isothermes l'Igloo ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Germain Bélanger, ingénieur, 1125, St-Rodolphe, Drummondville, Charles Thiry, ingénieur, et Denise Clerk, secrétaire, épouse dudit Charles Thiry, ces deux derniers de 860, St-Clare, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Fabriquer des panneaux isolants ou non en matières plastiques de toutes espèces et en tous autres types de matériaux, sous le nom de « Carosseries Isothermes l'Igloo ltée », avec un capital total de $500,000, divisé en 300,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Carosseries Isothermes l'Igloo ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Germain Bélanger, engineer, 1125 St-Rodolphe, Drummondville, Charles Thiry, engineer, and Denise Clerk, secretary, wife of said Charles Thiry, the latter two of 860 St-Clare, Mont-Royal, for the following purposes:

To manufacture panels, insulating or not, in plastic of any kinds and in materials of any types, under the name of "Carosseries Isothermes l'Igloo ltée", with a total capital stock of $500,000, divided into 300,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 1400, avenue des Pins ouest, suite 605, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 4469-1970

Chartrand, Quinn, Senécal & Co. Ltd.
Chartrand, Quinn, Senécal & Cie ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Claude-H. Foisy, 24, Croissant Richard, Châteauguay-Centre, Pierrette Rayle, épouse de Simon Brossard, 315, Lansdowne, Saint-Bruno-de-Montarville, Maurice-A. Forget, 269, Les Érables, Laval, Michel-F. Gagnon, 5195, Coolbrook, Robert-P. Godin, 4222, Beaconsfield, tous deux de Montréal, Claude Lachance, 30, place Côte Vertu, Saint-Laurent, et Michel Lassonde, 612, Vauquelin, Beloeil, tous avocats, pour les objets suivants:

S'établir agents de change, négociants en valeurs, assureurs et promoteurs, sous le nom de « Chartrand, Quinn, Senécal & Co. Ltd. — Chartrand, Quinn, Senécal & Cie ltée », avec un capital divisé en 50,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 5721-1970

Le Club des loisirs Précieux Sang de l'Estrie

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Barbeau, professeur, 27, Belmont, Maurice Lussier, électricien, route rurale 1, et Jean Robidas, contremaître, 14, Belmont, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Le Club des loisirs Précieux Sang de l'Estrie ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporations, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est 27, Belmont, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 5635-1970

Club Social de la Vieille Grange inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1971, consti-

The head office of the company is at 1400 Pine Avenue West, suite 605, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 4469-1970

Chartrand, Quinn, Senécal & Co. Ltd.
Chartrand, Quinn, Senécal & Cie ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-H. Foisy, 24 Croissant Richard, Châteauguay-Centre, Pierrette Rayle, wife of Simon Brossard, 315 Lansdowne, Saint-Bruno-de-Montarville, Maurice-A. Forget, 269 Les Érables, Laval, Michel-F. Gagnon, 5195 Coolbrook, Robert-P. Godin, 4222 Beaconsfield, both of Montreal, Claude Lachance, 30 Place Côte Vertu, Saint-Laurent, and Michel Lassonde, 612 Vauquelin, Beloeil, all lawyers, for the following purposes:

To carry on business as investment dealers, stockbrokers, underwriters and promoters, under the name of "Chartrand, Quinn, Senécal & Co. Ltd. — Chartrand, Quinn, Senécal & Cie ltée ", with a capital stock divided into 50,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061-o 5721-1970

Le Club des loisirs Précieux Sang de l'Estrie

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Raymond Barbeau, professor, 27 Belmont, Maurice Lussier, electrician, Rural Route 1, and Jean Robidas, foreman, 14 Belmont, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

The organization of spare time activities, under the name of "Le Club des loisirs Précieux Sang de l'Estrie".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation as $40,000.

The head office of the corporation is at 27 Belmont, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 5635-1970

Club Social de la Vieille Grange inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorpo-

tuant en corporation sans capital-actions: Marcel Felx, commerçant, Yvette Brunet, ménagère, épouse dudit Marcel Felx, et Yves Marleau, gentilhomme, tous trois de Saint-Clet, pour les objets suivants:

Établir et administrer un club social et sportif, sous le nom de « Club social de la Vieille Grange inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Clet, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 3859-1970

rate a corporation without share capital: Marcel Felx, merchant, Yvette Brunet, housewife, wife of the said Marcel Felx, and Yves Marleau, gentleman, all three of Saint-Clet, for the following purposes:

To set up and operate a social and sports club, under the name of "Club social de la Vieille Grange inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or possess is limited is $10,000.

The head office of the corporation is at Saint-Clet, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 3859-1970

Club sportif la Grange Albert

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Jean, entrepreneur, Gérald Maher, ajusteur, Pierre Bergeron, Albert Blais, Camille Leblanc, tous cinq d'Ascot Corner, Bertrand Lacasse, 163, 12e Avenue sud, Sherbrooke, tous quatre hommes d'affaires, et Maurice Dorval, vendeur, chemin Ste-Catherine, Katevale, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un centre de loisirs, sous le nom de « Club sportif la Grange Albert ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est route rurale numéro 1, Ascot Corner, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 70-1971

Club sportif la Grange Albert

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gilles Jean, contractor, Gérald Maher, adjuster, Pierre Bergeron, Albert Blais, Camille Leblanc, all five of Ascot Corner, Bertrand Lacasse, 163, 12th Avenue South, Sherbrooke, all four businessmen, and Maurice Dorval, salesman, St. Catherine Road, Katevale, for the following purposes:

To set up and operate a recreational centre, under the name of "Club sportif la Grange Albert".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or possess is limited is $500,000.

The head office of the corporation is at Rural Road No. 1, Ascot Corner, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 70-1971

Le Comité des Loisirs de Ste-Marthe

Avis est donné que, en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a été accordé par le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, des lettres patentes en date du 14e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions, sous le nom de « Le Comité des Loisirs de Ste-Marthe », les membres actuels de « Le Comité des Loisirs de Ste-Marthe », déjà constituée en corporation le ou vers le 24 août 1966, en vertu de la Loi des clubs de récréation, et ce, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un centre de loisirs.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la nouvelle corporation peut acquérir et posséder est de $30,000.

Le Comité des Loisirs de Ste-Marthe

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation, without share capital, under the name of "Le Comité des Loisirs de Ste-Marthe", all the present members of "Le Comité des Loisirs de Ste-Marthe", all the present members of "Le Comité des Loisirs de Ste-Marthe", incorporated on or around the 24th day of August, 1966, under the Amusement Clubs Act, and such, for the following purposes:

To organize and operate a recreational centre.

The amount to which is limited the immovables which may be acquired and owned by the new corporation is $30,000.

Le siège social de la nouvelle corporation est à Sainte-Marthe, comté de Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 5636-1970

La compagnie électronique M.E.M. limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Gérard Morand, comptable, 1814, rue Radisson, Laval, Robert Ménard, technicien en électronique, 10967, rue Paris, et Denis Marin, technicien, 11610, rue Désy, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le service, la vente, la location, l'installation, la fabrication, la réparation d'appareils électroniques, sous le nom de « La compagnie électronique M.E.M. limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 5358-1970

Consol Transport inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Jean Cholette, 6240, Place des Pignerolles, Anjou, André Gagnon, 1072, avenue Dijon, Sainte-Foy, tous deux gérants, et Gilbert Bérubé, conseiller en transport, 290, boulevard Jean-Talon, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Consol Transport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1440, rue Semple, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 308-1971

Cresuco inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Benoît Bergeron, comptable, 300, Sapinière Dorion est, app. 1, Québec, André Cloutier, ingénieur civil, 5220, Henri Bourassa, Charlesbourg, et Maurice Fontaine, représentant, 5210, Des Sauges, app. 8, Orsainville, pour les objets suivants:

The head office of the new corporation is at Sainte-Marthe, county of Vaudreuil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 5636-1970

La compagnie électronique M.E.M. limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Morand, accountant, 1814 Radisson Street, Laval, Robert Ménard, electronic technician, 10967 Paris Street, and Denis Marin, technician, 11610 Désy Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To perform service, sale, location, installation, fabrication, reparation of electronical apparatus, under the name of "La compagnie électronique M.E.M. limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 5358-1970

Consol Transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Cholette, 6240 Place des Pignerolles, Anjou, André Gagnon, 1072 Dijon Avenue, St. Foy, both managers, and Gilbert Bérubé, transportation counsellor, 290 Jean-Talon Boulevard, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Consol Transport inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 1440 Semple Street, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 308-1971

Cresuco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoît Bergeron, accountant, 300 Sapinière Dorion East, Apt. 1, Québec, André Cloutier, civil engineer, 5220 Henri Bourassa, Charlesbourg, and Maurice Fontaine, representative, 5210 Des Sauges, Apt. 8, Orsainville, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Cresuco inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 9,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 300, Sapinière Dorion est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 4764-1970

Deco-Bec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1970, constituant en corporation: J.-Michel Loranger, Pointe-du-Lac, Michael H. Molesworth, 1850, Des Chenaux, tous deux hommes d'affaires, et Yves Laliberté, architecte, 1135, Dubé, ces deux derniers de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

La construction, la location et la vente de propriétés, entrepôts, ou espace de rangement; l'achat de terrains pour les fins ci-dessus, le financement de tels projets, sans restriction, la location de sites industriels, construits ou non, sous le nom de « Deco-Bec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3350, rue Bellefeuille, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 5550-1970

Les distributions Mini-Maxi inc.
Mini-Maxi Distributors Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Yolande Durfesne, commerçante, épouse de Paul Dufresne, 2730, Chicoutimi, Laval, Gilles Carrière, 10355, Bois de Boulogne, et Alonzo Maltais, 9128, 16e Avenue, ces deux derniers commerçants, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Les distributions Mini-Maxi inc. — Mini-Maxi Distributors Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2595, rue Fleury est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 165-1971

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of « Cresuco inc. », with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $10 each and into 9,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 300 Sapinière Dorion East, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 4764-1970

Deco-Bec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Michel Loranger, Pointe-du-Lac, Michael H. Molesworth, 1850 Des Chenaux, both businessmen, and Yves Laliberté, architect, 1135 Dubé, the latter two of Trois-Rivières, for the following purposes:

To effect the construction, location and sale of properties, warehouses or place for setting in order; purchase of lots of land for above mentioned purposes, the financing of such projects, without restrictions, location of industrial premises, built or not, under the name of "Deco-Bec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3350 Bellefeuille Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 5550-1970

Les distributions Mini-Maxi inc.
Mini-Maxi Distributors Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yolande Dufresne, trader, wife of Paul Dufresne, 2730 Chicoutimi, Laval, Gilles Carrière, 10355 Bois de Boulogne, and Alonzo Maltais, 9128, 16th Avenue, the latter two traders, of Montreal, for the following purposes:

To deal in products, articles and goods of all kinds, under the name of "Les distributions Mini-Maxi inc. — Mini-Maxi Distributors Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head of the company is at 2595 Fleury Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 165-1971

Distributrices Thibodeau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Fernand Thibodeau, 5415, boulevard Rosemont, Jean-Luc Thibodeau, 1880A, boulevard Rosemont, tous deux de Montréal, et Jacques Thibodeau, 7142, Dollier, Saint-Léonard, tous trois commerçants, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tabac, cigarettes, cigares, pipes, et divers articles de fumeurs, sous le nom de « Distributrices Thibodeau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1880, boulevard Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 5296-1970

Distributrices Thibodeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Thibodeau, 5415 Rosemont Boulevard, Jean-Luc Thibodeau, 1880A Rosemont Boulevard, both of Montreal, and Jacques Thibodeau, 7142 Dollier, Saint-Léonard, all three merchants, for the following purposes:

To manufacture and to deal in tobacco, cigarettes, cigars, pipes and other articles for smokers, under the name of "Distributrices Thibodeau inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 500 common shares of a nominal value of $10 each and 350 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 1880 Rosemont Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 5296-1970

Dominion Lapping Company Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Farid A. Cheftechi, 135, place Côte Vertu, app. 303, John Hamilton, fils, 5820, rue de Louisbourg, app. 26, et Ruby A. Oxner, 3555, chemin de la côte des Neiges, app. 401, tous trois commis en loi, de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de machines, machinerie, appareils, outils, instruments et équipement et accessoires, composantes, pièces, fournitures, attachements et matériaux, sous le nom de « Dominion Lapping Company Limited », avec un capital divisé en 500,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 266-1971

Dominion Lapping Company Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Farid A. Cheftechi, 135 Place Côte Vertu, Apt. 303, John Hamilton junior, 5820 Louisbourg Street, Apt. 26, and Ruby A. Oxner, 3555 Côte des Neiges Road, Apt. 401, all three law clerks, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of machines, machinery, apparatus, tools, implements and equipment and accessories, components, parts supplies, attachments and materials, under the name of "Dominion Lapping Company Limited", with a capital divided into 500,000 shares without par value.

The head office of the company is at Lachine, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 266-1971

Dugo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Denis Delorme, 458, rue Mariale, Jacques Beauchesne, 219, du Pont, Jean-Paul Forget, 564, Bellevue, tous trois gérants, Roger Forget, électricien, 572, Désormeaux, Guillaume Thibault, épicier, 654, rue Alix, et Réal Gaulin, imprimeur, 260, Chapleau, tous six de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de portefeuille, sous le nom de « Dugo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $1 chacune et en 396 actions privilégiées de $100 chacune.

Dugo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Delorme, 458 Mariale Street, Jacques Beauchesne, 219 du Pont, Jean-Paul Forget, 564 Bellevue, all three managers, Roger Forget, electrician, 572 Désormeaux, Guillaume Thibault, grocer, 654 Alix Street, and Réal Gaulin, printer, 260 Chapleau, all six of Mont-Laurier, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and holding company, under the name of "Dugo inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $1 each and into 396 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 614, de la Madone, Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 198-1971

Les écuries Suzie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Pierre-Paul Blais, notaire, 7412, Champchevrier, Anjou, Suzanne Blais, infirmière, fille majeure, et Fernand Blais, courtier d'assurance, ces deux derniers de 6343, 2e Avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce des chevaux de course et engager les personnes compétentes à cette fin, sous le nom de « Les écuries Suzie inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2659, rue Beaubien est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 5755-1970

Ellebee Holdings Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Earl S. Cohen, 4919, avenue Montclair, Yves L'Anglais, 4257, avenue Jean-Brillant, tous deux avocats, et Huguette Fournier, secrétaire, fille majeure, 8179, 10e avenue, tous les trois de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Ellebee Holdings Ltd. », avec un capital total de $200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur de $1 chacune, 2,000 actions privilégiées, catégorie « A », d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,970 actions privilégiées, catégorie « B », d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 6330, avenue Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 5533-1970

Engrenage provincial DRD inc.
DRD Provincial Gear inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Henri-Paul Dufour, gérant, 8785, rue des Longchamps, Fernand Deschênes, 83½, rue des Bouleaux, tous deux de Québec, et Maurice Robitaille,

The head office of the company is at 614 de la Madone, Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 198-1971

Les écuries Suzie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-Paul Blais, notary, 7412 Champchevrier, Anjou, Suzanne Blais, nurse, spinster of the full age of majority, and Fernand Blais, insurance broker, the latter two of 6343, 2nd Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in race horses and to hire people competent in this field, under the name of "Les écuries Suzie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2659 Beaubien Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 5755-1970

Ellebee Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Earl S. Cohen, 4919 Montclair Avenue, Yves L'Anglais, 4257 Jean-Brillant Avenue, both advocates, and Huguette Fournier, secretary, spinster, 8179, 10th Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Ellebee Holdings Ltd.", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each, 2,000 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 1,970 class "B" preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at 6330 Victoria Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061-o 5533-1970

Engrenage provincial DRD inc.
DRD Provincial Gear inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri-Paul Dufour, manager, 8785 des Longchamps street, Fernand Deschênes, 83½ des Bouleaux Street, both of Québec, and Maurice Robi-

35, rue St-André, Neufchâtel, ces deux derniers représentants, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits d'équipements mécaniques et de toutes pièces de machinerie, sous le nom de « Engrenage provincial DRD inc.— DRD Provincial Gear inc. », avec un capital total de $160,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 174, avenue Renaud, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 261-1971

taille, 35 St-André Street, Neufchâtel, the latter two representatives, for the following purposes:

To manufacture and to deal in parts belonging to mechanical equipment and in machinery parts of all kinds, under the name of "Engrenage provincial DRD inc. — DRD Provincial Gear inc.", with a total capital stock of $160,000, divided into 6,000 common shares of $10 each and 10,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 174 Renaud Avenue, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 261-1971

Les entreprises Prochan limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Guy Proulx, 192, Jean Bruchési, Boucherville, Maurice Duchaine, 5495, de Carignan, et Henri-Paul Nadeau, 5635, Wilderton, ces deux derniers de Montréal, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de « Les entreprises Prochan limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires de $100 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 220-1971

Les entreprises Prochan limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Proulx, 192 Jean Bruchési, Boucherville, Maurice Duchaine, 5495 de Carignan, and Henri-Paul Nadeau, 5635 Wilderton, the latter two of Montreal, all three administrators, for the following purposes:

To do business as general contractors, under the name of "Les entreprises Prochan limitée", with a total capital stock of $40,000 divided into 40 common shares of $100 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 220-1971

La fédération des associations de parents de Drummondville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Laliberté, ingénieur, 28, rue Millette, Gaétan Dionne, 620, Chassé, et Robert Lafrenière, 810, St-Omer, ces deux derniers professeurs, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Grouper en un seul organisme les différentes associations de parents ou autres organismes semblables afin de pouvoir étudier tous les problèmes de même que tous les sujets ayant trait à l'éducation en général, sous le nom de « La fédération des associations de parents de Drummondville inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

La fédération des associations de parents de Drummondville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gérard Laliberté, engineer, 28 Millette Street, Gaétan Dionne, 620 Chassé, and Robert Lafrenière, 810 St-Omer, the latter two professors, all three of Drummondville, for the following purposes:

To group together under a single organization the various parent associations and other similar bodies in order to study the many problems and subjects related to education in general, under the name of "La fédération des associations de parents de Drummondville inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or possess is limited is $40,000.

Le siège social de la corporation est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 244-1971

Fédération des mutuelles d'incendie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Romuald Paiement, Saint-Hermas, Marc-Émile Dorais, Sainte-Anne-de-la-Rochelle, tous deux courtiers, Lemire Fréchette, notaire, Baieville, Paul-Émile Maltais, Saint-Jérôme, Anatole Tessier, La Pérade, Fridolin Beaulieu, Saint-Urbain, J.-Robert Bélanger, Saint-Ulric, tous quatre cultivateurs, André Godbout, Saint-Gervais, et Armand Provencher, Kingsey, ces deux derniers secrétaires, pour les objets suivants:

Encourager le regroupement ou le fusionnement des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu de façon à les amener à donner à leurs membres une protection adéquate en les incitant à utiliser les moyens appropriés, sous le nom de « Fédération des mutuelles d'incendie inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $500,000.

Le siège social de la corporation est 2030, rue Père Lelièvre, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 5208-1970

Ferme Louis-Cyr inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise Valiquette, épouse de Jean-Georges Girard, 1681, Sauvé est, et Ginette Huneault, fille majeure, 7283, Berri, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'élevage, la vente, le transport et le commerce de porcs, bestiaux, volailles, chevaux, animaux domestiques et animaux de ferme de toutes espèces, sous le nom de « Ferme Louis-Cyr inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 160, rang St-Pierre, Saint-Jean-de-Matha, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 212-1971

The head office of the corporation is at Drummondville, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 244-1971

Fédération des mutuelles d'incendie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: J.-Romuald Paiement, Saint-Hermas, Marc-Émile Dorais, Sainte-Anne-de-la-Rochelle, both brokers, Lemire Fréchette, notary, Baieville, Paul-Émile Maltais, Saint-Jérôme, Anatole Tessier, La Pérade, Fridolin Beaulieu, Saint-Urbain, J.-Robert Bélanger, Saint-Ulric, all four farmers, André Godbout, Saint-Gervais, and Armand Provencher, Kingsey, the latter two secretaries, for the following purposes:

To promote the regroupment or amalgamation of mutual fire insurance companies in order to bring about adequate protection for their members by inciting them to use the suitable means, under the name of "Fédération des mutuelles d'incendie inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess is limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at 2030 Père Lelièvre Street, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 5208-1970

Ferme Louis-Cyr inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lalande, advocate, 1 Laval Place, Laval, Denise Valiquette, wife of Jean-Georges Girard, 1681 Sauvé-East, and Ginette Huneault, spinster of the full age of majority, 7283 Berri, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To do breeding, sale, transport and commerce of pigs, cattles, fowls, horses, domestic and farm animals of all kinds, under the name of "Ferme Louis-Cyr inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 160 St-Pierre Range, Saint-Jean-de-Matha, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 212-1971

Fiber-Coat Coverings Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1970, constituant en corporation: René-C. Desautels, manufacturier, 80, 9e Avenue, Bernard-E. Blanchard, avocat, 105, 3e Avenue sud, tous deux de Roxboro, et Micheline Mercier, secrétaire, fille majeure, 4760, Jean-Rivard, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes fournitures utilisées dans la construction, y compris équipement pour couvrir certaines surfaces de fibre de verre, flocons de nylon, quincaillerie, ciment, bois, recouvrement de planchers de toutes sortes, fournitures et équipment électrostatiques et autres produits du même genre, sous le nom de « Fiber-Coat Coverings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et 38,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 5272-1970

Filmo Flash Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Marie Racine, auteur, réalisateur, fille majeure, 3488, Hingston, Lise Picard, producteur, réalisateur et monteur en cinématographie, épouse de Claude Caron, 2272, Régent, toutes deux de Montréal, et Paulette Quintin, spécialiste en artisanat, épouse de Wilfrid Picard, 106, boulevard Léger, Laval, pour les objets suivants:

Créer, produire, réaliser, prendre à bail ou autrement acquérir, distribuer, vendre, louer ou autrement disposer de films, pièces de théâtres, textes d'émissions, scénarios ou autres travaux du même genre, sous le nom de « Filmo Flash Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 35,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 5623-1970

Five Wheels Truck Rental (Québec) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, Benoit Rivet, 3485, rue Papineau, tous

Fiber-Coat Coverings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René-C. Desautels, manufacturer, 80, 9th Avenue, Bernard-E. Blanchard, advocate, 105, 3rd Avenue South, both of Roxboro, and Micheline Mercier, secretary, spinster, 4760 Jean-Rivard, Saint-Léonard, for the following purposes:

To manufacture and deal in all supplies used in building and construction, including fibercoating equipment, nylon flock, hardware, cement, lumber, floor and well coverings of all kinds, electrostatic supplies and equipment and all other similar products, under the name of "Fiber-Coat Coverings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 38,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 5272-1970

Filmo Flash Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marie Racine, author and director, spinster of the full age of majority, 3488 Hingston, Lise Picard, film producer, director and film-editor, wife of Claude Caron, 2272 Régent, both of Montreal, and Paulette Quintin, handicraft specialist, wife of Wilfrid Picard, 106, Léger Boulevard, Laval, for the following purposes:

To create, produce, direct, lease or otherwise purchase, distribute, sell, rent or otherwise dispose of films, plays, texts for broadcasting, scripts or other similar works, under the name of "Filmo Flash Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $1 each and 35,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 5623-1970

Five Wheels Truck Rental (Québec) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, Benoit Rivet, 3485 Papineau Street, both

deux avocats, et Denise Paquette, secrétaire, fille majeure, 9915, Esplanade, ces deux dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans la circulation et la location d'omnibus de toutes sortes, sous le nom de « Five Wheels Truck Rental (Québec) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 11115, boulevard Ray-Lawson, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 5228-1970

Frontier Industrial Supply Co. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Gerald G. Freed, 1826, chemin Norway, Mont-Royal, Edward J. Druker, 5763, avenue McMurray, et Morden Lazarus, 5554, chemin Earle, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de machines, machinerie, pièces et accessoires, instruments, appareils, fournitures, attaches et équipement, sous le nom de « Frontier Industrial Supply Co. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 305, rue Hubert, Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 4548-1970

G.N.C. Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Marc Bourgeois, 69, Vivian, Gilles Bertrand, 147, Dunrae, tous deux de Mont-Royal, Jacques Vaillancourt, 107, de Picardie, Préville, Jean Guy, 5400, Louisbourg, tous quatre avocats, et Marc Johnson, étudiant, 4439, Oxford, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « G.N.C. Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 312-1971

lawyers, and Denise Paquette, secretary, spinster, 9915 Esplanade, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of running and leasing motor omnibuses of all kinds, under the name of "Five Wheels Truck Rental (Québec) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 11115 Ray Lawson Boulevard, Anjou, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 5228-1970

Frontier Industrial Supply Co. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gerald G. Freed, 1826 Norway Road, Mount Royal, Edward J. Druker, 5763 McMurray Avenue, and Morden Lazarus, 5554 Earle Road, the latter two of Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines, machinery, parts thereof, accessories, instruments, devices, supplies, attachements and equipment, under the name of "Frontier Industrial Supply Co. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 305 Hubert Street, Greenfield Park, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 4548-1970

G.N.C. Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Bourgeois, 69 Vivian, Gilles Bertrand, 147 Dunrae, both of Mount Royal, Jacques Vaillancourt, 107 de Picardie, Préville, Jean Guy, 5400 Louisbourg, all four advocates, and Marc Johnson, student, 4439 Oxford, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "G.N.C. Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 312-1971

Gaz propane de St-Hyacinthe inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Gaston Breton, industriel, 738, rue Principale, Granby, Yvon Breton, marchand, et Jeannine Breton, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de 4080, boulevard Laurier, Douville, pour les object suivants:

Faire le commerce du gaz propane, des huiles, pétroles, gazolines, gaz naturel et tous leurs produits, et sous-produits, sous le nom de « Gaz propane de St-Hyacinthe inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4080, boulevard Laurier, Douville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 5772-1970

Goodfellow Combustion (Québec) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Denis Tremblay, stagiaire, 2131, Chapdelaine, Raynold Langlois, 3849, Terrasse des Pins, tous deux de Sainte-Foy, Richard Gaudreau, 16, Dollard, Saint-Romuald-d'Etchemin, Guy Vaillancourt, 819, 19e avenue, Charny, tous trois avocats, et Nycole Pouliot, secrétaire, fille majeure, 395, Bouffard, Québec, pour les objets suivants:

Acquérir, construire, ériger, maintenir, fabriquer, changer et exploiter des incinérateurs et autres appareils de toutes sortes utilisés pour se débarrasser d'ordures de toutes sortes, sous le nom de « Goodfellow Combustion (Québec) Inc. », avec un capital divisé en 350,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 1,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 435, avenue Normand, Saint-Pierre, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 5593-1970

Graham Creative Sales Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Frank W. Graham, homme d'affaires, Kathleen P. Ward, ménagère, épouse dudit Frank W. Graham, tous deux du 579, Rockhill Crescent, Beaconsfield, Bernard J. Graham, homme d'affaires, et Grace Anne Berry, ménagère, épouse dudit Bernard J.

Gaz propane de St-Hyacinthe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Breton, industrialist, 738 Principale Street, Granby, Yvon Breton, merchant, and Jeannine Breton, secretary, spinster of the full age of majority, the latter two of 4080 Laurier boulevard, Douville, for the following purposes:

To deal in propane gas, oils, petroleum, gas, natural gas and all their products and by-products, under the name of "Gaz propane de St-Hyacinthe inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 400 common shares of a nominal value of $10 each and 3,600 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 4080 Laurier boulevard, Douville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 5772-1970

Goodfellow Combustion (Québec) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Tremblay, articled-student, 2131 Chapdeleine, Raynold Langlois, 3849 Terrasse des Pins, both of Sainte-Foy, Richard Gaudreau, 16 Dollard, Saint-Romuald-d'Etchemin, Guy Vaillancourt, 819, 19th Avenue, Charny, all three advocates, and Nycole Pouliot, secretary, fille majeure, 395 Bouffard, Québec, for the following purposes:

To acquire, build, erect, maintain, manufacture, alter and operate incinerators and other appliances of all kinds for the purpose of disposal of waste of all kinds, under the name of "Goodfellow Combustion (Québec) Inc.", with a capital stock divided into 350,000 common shares without par value and 1,500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 435 Normand Avenue, Saint-Pierre, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 5593-1970

Graham Creative Sales Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Frank W. Graham, businessman, Kathleen P. Ward, housewife, wife of the said Frank W. Graham, both of 579 Rockhill Crescent, Beaconsfield, Bernard J. Graham, businessman, and Grace Anne Berry, housewife, wife of the said Bernard J. Graham, the latter two

Graham, ces deux derniers du 40 Adèle, Dorion, pour les objets suivants:

Solliciter des contrats pour faire la promotion des ventes d'articles de toutes sortes, sous le nom de « Graham Creative Sales Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 439, rue McGill, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 4919-1970

Handy Helper Home Services Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Ralph H. Ordower, avocat, 4995, rue Iona, Andrée Fortier, secrétaire, fille majeure, 10200, Bois de Boulogne, et William Pencer, administrateur, 81, chemin Hampstead, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fournir, ou obtenir à titre d'agents, des services de constructeurs, entrepreneurs, commerçants, et des ouvriers pour la construction, la réparation, l'entretien, l'exploitation et la remise en état d'édifices de toutes sortes, ou de maisons privées, sous le nom de « Handy Helper Home Services Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 5729-1970

Hostess Appliances Corporation Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Pierre Legault, ingénieur, 1375A, Sauvé est, Claude Desjardins, technicien, 12044, Cousineau, tous deux de Montréal, et James E. Maxwell, directeur de publicité, 326, 2e Avenue, Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'accessoires pour fins domestiques, commerciales ou industrielles, sous le nom de « Hostess Appliances Corporation Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 5034-1970

of 40 Adèle, Dorion, for the following purposes:

To solicit contracts for sales promotion of articles of all kinds, under the name of "Graham Creative Sales Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 3,900 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 439 McGill Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 4919-1970

Handy Helper Home Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ralph H. Ordower, advocate, 4995 Iona Street, Andrée Fortier, secretary, fille majeure, 10200 Bois de Boulogne, and William Pencer, executive, 81 Hampstead Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of providing, or obtaining as agents, the services of builders, contractors, tradesmen and repairmen for the construction, alteration, maintenance, operation and repair of all classes of buildings and for any manner of household repairs and improvements, under the name of "Handy Helper Home Services Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 5729-1970

Hostess Appliances Corporation Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Legault, engineer, 1375A Sauvé East, Claude Desjardins, technician, 12044 Cousineau, both of Montreal, and James E. Maxwell, director of publicity, 326, 2nd Avenue, Laval, for the following purposes:

To manufacture and to deal in all kinds of accessories for domestic, commercial or industrial use, under the name of "Hostess Appliances Corporation Ltd.", with a total capital stock of $40,000 divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives,

39061 5034-1970

Hôtel Château du Lac de Magog inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jacques Langlois, hôtelier, Marie Ledoux, ménagère, épouse dudit Jacques Langlois, tous deux de 5, rue Payne, Granby, et Aubert Turgeon, gérant, 515, Merry sud, Magog, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Hôtel Château du Lac de Magog inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 5231-1970

Hôtel Château du Lac de Magog inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Langlois, hotel-keeper, Marie Ledoux, housewife, wife of the said Jacques Langlois, both of 5 Payne Street, Granby, and Aubert Turgeon, manager, 515 Merry South, Magog, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel Château du Lac de Magog, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Granby, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 5231-1970

Isothane inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Louis-R. Gaumond, vendeur, 3270, Ellendale, #507, Montréal, Carmen Gauthier, fille majeure, 1241, Labonté, Longueuil, et Muriel Forcier, épouse de Denis Forcier, 406, Crépeau, #106, Saint-Laurent, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Isothane inc. », avec un capital divisé en 6,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 5756-1970

Isothane inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis-R. Gaumond, salesman, 3270 Ellendale, No. 507, Montreal, Carmen Gauthier, spinster of the full age of majority, 1241 Labonté, Longueuil, and Muriel Forcier, wife of Denis Forcier, 406 Crépeau, No. 106 Saint-Laurent, the latter two secretaries, for the following purposes:

To do business as general builders contractors and to deal in all sorts of materials, under the name of "Isothane inc.", with a capital stock divided into 6,000 common shares of no nominal value and 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 5756-1970

J. J. G. A. sports inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Gilles Monchamp, électricien, 6130, Alphonse, Brossard, André Parent, marchand, 448, St-Georges, La Prairie, et Jacques Gagné, technicien, 267, Vivian, Greenfield Park, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'articles de sports, sous le nom de « J. J. G. A. sports inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

J. J. G. A. sports inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Monchamp, electrician, 6130 Alphonse, Brossard, André Parent, trader, 448 St-Georges, La Prairie, and Jacques Gagné, technician, 267 Vivian, Greenfield Park, for the following purposes:

To manufacture and deal in sporting goods, under the name of "J. J. G. A. sports inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 104, boulevard Churchill, Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 147-1971

JSA inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, Marie-Édith Lebrun, 6635, boulevard de Bruxelles, Brossard, et Céline Trudeau, 2132, rue Bossuet, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « JSA inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 7,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 29,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 446, avenue Beverley, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 33-1971

Joy Carpets Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Edward J. Druker, avocat, 5763, McMurray, Côte Saint-Luc, Rachel R. Sands, veuve de feu Samuel Sands, 8659, Terrasse des Rapides, Lasalle, et Fay Shepherd, épouse légalement séparée de Michael Shepherd, 2860, Provost, Lachine, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de recouvrement de planchers de toutes sortes, sous le nom de « Joy Carpets Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 4786-1970

Karim Productions Inc.
Les productions Karim inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

The head office of the company is at 104 Churchill Boulevard, Greenfield Park, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 147-1971

JSA inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Monet, advocate, 4681 Westmount Avenue, Westmount, Marie-Édith Lebrun, 6635 de Bruxelles Boulevard, Bróssard, and Céline Trudeau, 2132 Bossuet Street, Montreal, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "JSA inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $1 each, 7,000 class "A" preferred shares of a nominal value of $1 each and 29,000 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 446 Beverley Avenue, Mount-Royal judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 33-1971

Joy Carpets Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edward J. Druker, advocate, 5763 McMurray, Côte Saint-Luc, Rachel R. Sands, widow of the late Samuel Sands, 8659 des Rapides Terrace, Lasalle, and Fay Shepherd, wife legally separated of Michael Shepherd, 2860 Provost, Lachine, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in floor coverings of all kinds, under the name of "Joy Carpets Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

39061-o 4786-1970

Karim Productions Inc.
Les productions Karim inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1970, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 13e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Michael D. Worsoff, 7925, chemin Kingsley, Côte Saint-Luc, Irving Shapiro, 4957, avenue Isabella, tous deux avocats, et Adèle Candiotti, secrétaire, épouse de Isaac Candiotti, 4891, Vézina, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Réaliser, distribuer, importer, exporter, acheter, exploiter et montrer des films; faire affaires dans l'équipement et les accessoires de cinéma, de photographie et d'enregistrement sonore, et donner les services qui s'y rattachent, sous le nom de « Karim Productions Inc. — Les productions Karim inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 5378-1970

The Lamour Hosiery Mfg. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Aaron Lieberman, manufacturier, 55 ouest, rue Louvain, Edward Samuel Berger, Abe Slawner, tous deux avocats, et Helen Abramovitch, secrétaire, fille majeure, ces trois derniers du 1010 ouest, rue Sainte-Catherine, tous les quatre de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et la commerce de bas de soie et de nylon de toutes sortes pour dames, sous le nom de « The Lamour Hosiery Mfg. Inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 50,000 actions, classe « A », d'une valeur au pair de $1 chacune, 50,000 actions, classe « B », de $1 chacune et 400,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 5707-1970

Locus Designs Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Walter Kent, gérant, 519, de Gaspé, Verdun, Mary Ann Ryszkiewicz, 5507, 12e Avenue, Montréal, et Nicole Lauvernier, 534, avenue Lansdowne, Westmount, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de matières plastiques, articles et matériel fait de plastique, métaux, produits chimiques, minéraux, caoutchouc et produits du caoutchouc, peinture, verre, matériaux de construction, briques, blocs, meubles, boiseries, jouets et de toutes

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael D. Worsoff, 7925 Kingsley Road, Côte Saint-Luc, Irving Shapiro, 4957 Isabella Avenue, both advocates, and Adèle Candiotti, secretary, wife of Isaac Candiotti, 4891 Vézina, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business generally as producers, distributors, importers and exporters, owners, operators and displayers of motion pictures, television film, film, photographic and sound-recording equipment, services and supplies, under the name of "Karim Productions Inc. — Les productions Karim inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 5378-1970

The Lamour Hosiery Mfg. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Aaron Lieberman, manufacturer, 55 Louvain Street West, Edward Samuel Berger, Abe Slawner, both advocates, and Helen Abramovitch, secretary, spinster, the latter three of 1010 St. Catherine Street West, all four of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in ladies' silk and nylon stockings and ladies' stockings of all kinds, under the name of "The Lamour Hosiery Mfg. Inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 50,000 class "A" shares of the par value of $1 each, 50,000 class "B" shares of $1 each and 400,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 5707-1970

Locus Designs Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Walter Kent, manager, 519, Gaspé, Verdun, Mary Ann Ryszkiewicz, 5507, 12th Avenue, Montreal, and Nicole Lauvernier, 534 Lansdowne Avenue, Westmount, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastics and plastic goods and materials, metal, chemicals, minerals, rubber and rubber products, paints, glass, building materials and supplies, bricks, blocks, furniture, wood-work, toys and all kinds of household articles, under the name of

sortes d'articles ménagers, sous le nom de « Locus Designs Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1411, Crescent, bureau 405A, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 5184-1970

Les loisirs de Ste-Agathe inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Yvan Poulin, médecin, Gilles Delisle, épicier-boucher, Robert Fillion, opérateur, et Célestin Lehoux, soudeur, tous quatre de Sainte-Agathe, comté de Lotbinière, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les loisirs de Ste-Agathe inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Agathe, comté de Lotbinière, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 42-1970

Maison Anbar de Montréal Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Thérèse Garzia, secrétaire, fille majeure, 1060, avenue Fairmount, app. 1, Outremont, Antoine Paré, avocat, 695, Grosvenor, et Peter A. Howlett, étudiant en droit, 476, avenue Mountain, ces deux derniers de Westmount, pour les objets suivants:

Fournir aux hôpitaux, hôtels, maisons de convalescents, maisons de repos et autres institutions des services de buanderie, de traiteurs et les autres services et aménagements que requièrent ces établissements, sous le nom de « Maison Anbar de Montréal Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Pierre, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 298-1971

Le Manoir de Waterville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

"Locus Designs Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 1411 Crescent, Suite 405A, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 5184-1970

Les loisirs de Ste-Agathe inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Yvan Poulin, physician, Gilles Delisle, grocer-butcher, Robert Fillion, operator, and Célestin Lehoux, welder, all four of Ste-Agathe, county of Lotbinière, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Les loisirs de Ste-Agathe inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess is limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at Sainte-Agathe, county of Lotbinière, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 42-1970

Maison Anbar de Montréal Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Thérèse Garzia, secretary, spinster, 1060 Fairmount Avenue, Apt. 1, Outremont, Antoine Paré, lawyer, 695 Grosvenor, and Peter A. Howlett, law student, 476 Mountain Avenue, the latter two of Westmount, for the following purposes:

To provide hospitals, hotels, convalescent and nursing homes and other institutions with services and facilities including laundry services, catering services and all other services used by such establishments, under the name of "Maison Anbar de Montréal Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Pierre, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 298-1971

Le Manoir de Waterville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of Ja-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Lisette Drouin, ménagère, épouse de Robert Drouin, route rurale #5, East Angus, Louis-René Scott, avocat, 1156, Walton, et Diane Brault, secrétaire, épouse de Peter Brault, 584, Victoria, ces deux derniers de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Le Manoir de Waterville inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Waterville, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 155-1971

nuary, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lisette Drouin, housewife, wife of Robert Drouin, rural route No. 5, East Angus, Louis-René Scott, advocate, 1156 Walton, and Diane Brault, secretary, wife of Peter Brault, 584 Victoria, the latter two of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Le Manoir de Waterville inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Waterville, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 155-1971

Mathier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Paul Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, Lucille Roy, épouse de Jean-Claude Blais, 24, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, et Fernande Perreault, épouse de Paul Paquin, 5841, Chabot, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Mathier inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5 actions ordinaires de $100 chacune, 9,948 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 20 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2565, rue Payan, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 5337-1970

Mathier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Martel, advocate, 1301 Saint-Viateur West, Outremont, Lucille Roy, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, and Fernande Perreault, wife of Paul Paquin, 5841 Chabot, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Mathier inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5 common shares of $100 each, 9,948 class "A" preferred shares of $10 each, and 20 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 2565 Payan Street, St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 5337-1970

Menuiserie Desharnais inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Léon Desharnais, industriel, Yvonne Beaudoin, ménagère, épouse dudit Léon Desharnais, tous deux de 201, Monseigneur Poirier, Princeville, et Jules Allard, avocat, route rurale numéro 3, Victoriaville, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de portes, fenêtres et autres choses de même nature, sous le nom de « Menuiserie Desharnais inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 1,950 actions privilégiées de $100 chacune.

Menuiserie Desharnais inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léon Desharnais, industrialist, Yvonne Beaudoin, housewife, wife of the said Léon Desharnais, both of 201 Monseigneur Poirier, Princeville, and Jules Allard, advocate, Rural Route No. 3, Victoriaville, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of doors, windows and other similar objects, under the name of "Menuiserie Desharnais inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 1,950 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est au 170, rue Monseigneur Poirier, Princeville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 41-1971

Antonio Mercier limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Antonio Mercier, entrepreneur électricien, Marie-Cécile Léonne Bonenfant, ménagère, épouse dudit Antonio Mercier, tous deux de 101, Sacré-Coeur, Charlemagne, et Maurice Mercier, électricien, 221, Notre-Dame des Champs, Repentigny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; manufacturer et faire le commerce de tout appareil électrique soit commercial soit domestique, sous le nom de « Antonio Mercier limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 101, rue Sacré-Coeur, Charlemagne, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 5451-1970

Mini-Press Stamping Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Farid A. Cheftechi, 135, place Côte Vertu, app. 303, John Hamilton, fils, 5820, de Louisbourg, app. 26, et Ruby A. Oxner, 3555, chemin de la côte des Neiges, tous trois commis en loi, de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de machines, machinerie, appareils, outils, instruments et équipement, accessoires, composantes, pièces, fixations et matériaux, sous le nom de « Mini-Press Stamping Limited », avec un capital divisé en 500,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 268-1971

Pierre Moreault limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Raymond Crevier, 70, avenue Vivian, Mont-Royal, Jean-A. Savard, 218, avenue

The head office of the company is at 170 Monseigneur Poirier Street, Princeville, judicial district of Arthabaska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 41-1971

Antonio Mercier limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Antonio Mercier, electrical contractor, Marie-Cécile Léonne Bonenfant, housewife, wife of said Antonio Mercier, both of 101 Sacré-Coeur, Charlemagne, and Maurice Mercier, electrician, 221 Notre-Dame des Champs, Repentigny, for the following purposes:

To carry on business as electricians, to manufacture and deal in all electric appliances, whether commercial or domestic, under the name of "Antonio Mercier limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 101 Sacré-Coeur Street, Charlemagne, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 5451-1970

Mini-Press Stamping Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Farid A. Cheftechi, 135 Place Côte Vertu, Apt. 303, John Hamilton Junior, 5820 de Louisbourg, Apt. 26, and Ruby A. Oxner, 3555 Côte des Neiges Road, all three law clerks, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of machines, machinery, apparatus, tools, implements and equipment and accessories, components, parts, supplies, attachments and materials, under the name of "Mini-Press Stamping Limited", with a capital stock divided into 500,000 shares without par value.

The head office of the company is at Lachine, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061-o 268-1971

Pierre Moreault limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Crevier, 70 Vivian Avenue, Mont-Royal, Jean-A. Savard, 218 Berlioz Avenue, Verdun,

Berlioz, Verdun, et Claude Fontaine, 616, Victoria, Saint-Lambert, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les activités de distributeurs de bière et autres breuvages alcooliques et non alcooliques, sous le nom de « Pierre Moreault limitée », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 14,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 193, rue Montcalm, Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 91-1971

Motel Concorde inc.
Concord Motel Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1971, constituant en corporation: André Paquette, 337, St-Georges, Wilfrid Charron, tous deux hôteliers, et Madeleine Tessier, ménagère, épouse dudit Wilfrid Charron, ces deux derniers de 284, Hillcrest, tous trois de Brownsburg, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Motel Concorde inc.— Concord Motel Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 113-1971

N.R. automobiles inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Nelson Roy, vendeur, Jeanne d'Arc Rodrigue, ménagère, épouse dudit Nelson Roy, et Jacques Roy, commis, tous trois de Beauceville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines, et leurs accessoires et parties, sous le nom de « N.R. automobiles inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 150-1971

and Claude Fontaine, 616 Victoria, Saint-Lambert, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business and activities of distributors of ales and other alcoholic and non-alcoholic beverages, under the name of "Pierre Moreault limitée", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value and 14,000 preferred shares of of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 193 Montcalm Street, Hull, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 91-1971

Motel Concorde inc.
Concord Motel Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Paquette, 337 St-Georges, Wilfrid Charron, both hotel keepers, and Madeleine Tessier, housewife, wife of said Wilfrid Charron, the latter two of 284 Hillcrest, all three of Brownsburg, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Motel Concorde inc.— Concord Motel Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Lachute, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 113-1971

N.R. automobiles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nelson Roy, salesman, Jeanne d'Arc Rodrigue, housewife, wife of the said Nelson Roy, and Jacques Roy, clerk, all three of Beauceville, for the following purposes:

To do business as garage-owners and to deal in cars, motors, machinery and their parts and accessories, under the name of "N.R. automobiles inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Georges, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 150-1971

Naoum Fur Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Elias Kazamias, George Kazamias, tous deux manufacturiers, du 2470, rue Villeray, et Aurele Boni, secrétaire juridique, 982, rue Harvard, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir d'une façon générale dans le commerce de fourrures, en gros et au détail, sous le nom de « Naoum Fur Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 5461-1970

Odorex inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Yvan Asselin, ingénieur, 1336, avenue Lemoine, Sillery, Roch Giguère, technicien, 105, rue Sauriol, Beauport, et Normand Lessard, chimiste, 2986, avenue Laverdure, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Fabriquer, préparer, raffiner, acheter, transformer, vendre des produits chimiques, médicaux et pharmaceutiques, sous le nom de « Odorex inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions classe « A » de $1 chacune, 10,000 actions classe « B » de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sillery, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 201-1971

Osen limitée
Osen Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Denis Gilbert, entrepreneur, 7913, Bodinier, Anjou, Berthe Fecteau, épouse de Jean-Marie Grondin, 5544, Charleroi, Montréal-Nord, et Aline Pilote, fille majeure, 1450, Shevshenko, Lasalle, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou

Naoum Fur Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Elias Kazamias, George Kazamias, both manufacturers, of 2470 Villeray Street, and Aurele Boni, legal secretary, 982 Harvard Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally a wholesale and retail fur business, under the name of "Naoum Fur Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 5461-1970

Odorex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvan Asselin, engineer, 1336 Lemoine Avenue, Sillery, Roch Giguère, technician, 105 Sauriol Street, Beauport, and Normand Lessard, chemist, 2986 Laverdure Avenue, St. Foy, for the following purposes:

To manufacture, prepare, refine, purchase, transform and sell chemical, medical and pharmaceutical products, under the name of "Odorex inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 class "A" shares of $1 each, 10,000 class "B" shares of $1 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Sillery, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 201-1971

Osen limitée
Osen Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Gilbert, contractor, 7913 Bodinier, Anjou, Berthe Fecteau, wife of Jean-Marie Grondin, 5544 Charleroi, Montreal-North, and Aline Pilote, spinster of the full age of majority, 1450 Shevshenko, Lasalle, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise and articles made in whole or in part of metal or wood, under the

bois, sous le nom de « Osen limitée — Osen Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 5415-1970

Les pétroles Buissières ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1970, constituant en corporation: René Amyot, 1407, Oak, Sillery, Bruno Bernard, 3400, Place Rolland, et Gilles L'Écuyer, 3040, chemin St-Louis, ces deux derniers de Sainte-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Industrie et commerce des huiles, graisses, pétroles, et tous leurs produits, et du gaz naturel, sous le nom de « Les pétroles Buissières ltée », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Henri, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 5669-1970

Placebo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Jocelyn Delisle, comptable, 50, des Intendants, app. 19, Saint-Romuald-d'Etchemin, Serge Sirois, gérant, 374, des Lilas ouest, app. 9, et Roger Vadeboncoeur, médecin, 280, de la Colombière est, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Placebo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 203, rue Notre-Dame, Donnacona, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 286-1971

Place Dupuis inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Daniel Blanchette, 3, avenue Goya, Candiac, André Gauthier, 1990, des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, tous deux avocats, et

name of "Osen limitée — Osen Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 5415-1970

Les pétroles Buissières ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Amyot, 1407 Oak, Sillery, Bruno Bernard, 3400 Place Rolland, and Gilles L'Écuyer, 3040 St. Louis Road, the latter two of St. Foy, all three advocates, for the following purposes:

The oil, grease, petroleum and all their products and natural gas trades, under the name of "Les pétroles Buissières ltée", with a capital stock divided into 40,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Saint-Henri, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 5669-1970

Placebo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jocelyn Delisle, accountant, 50 des Intendants, Apt. 19, Saint-Romuald-d'Etchemin, Serge Sirois, manager, 374 des Lilas West, Apt. 9, and Roger Vadeboncoeur, physician, 280 de la Colombière East, the latter two of Québec, for the following purposes:

To do business as an investment company, under the name of "Placebo inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 203 Notre-Dame Street, Donnacona, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 286-1971

Place Dupuis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Blanchette, 3 Goya Avenue, Candiac, André Gauthier, 1990 des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, both advocates, and Pierre Poupart,

Pierre Poupart, étudiant en droit, 10567, de Lorimier, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Place Dupuis inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 100,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 40,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 323-1971

Les placements A.R.M.G. limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Lyse Meloche, 1883, Théodore, Andrée Laviolette, 7285, rue Fabre, et Hélène Duquette, 2715, rue Barclay, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion, sous le nom de « Les placements A.R.M.G. limitée », avec un capital total de $251,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 250,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 5685-1970

Placements Paperpic ltée
Papertic Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Paul Pichette, notaire, 525, boulevard Maloney est, Carmen Hurtubise, secrétaire, épouse de Omer Courtemanche, 613, Notre-Dame, tous deux de Gatineau, et Blanche Pichette, institutrice, épouse de Jean-Rhéal Bigras, 29, boulevard du Progrès, Pointe-Gatineau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Placements Paperpic ltée — Paperpic Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 182-1971

law student, 10567 de Lorimier, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Place Dupuis inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 100,000 common shares of a nominal value of $1 each and 40,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 323-1971

Les placements A.R.M.G. limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lyse Meloche, 1883 Théodore, Andrée Laviolette, 7285 Fabre Street, and Hélène Duquette, 2715 Barclay Street, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a management company, under the name of "Les placements A.R.M.G. limitée", with a total capital stock of $251,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 250,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 5685-1970

Placements Paperpic ltée
Papertic Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Pichette, notary, 525 Maloney Boulevard East, Carmen Hurtubise, secretary, wife of Omer Courtemanche, 613 Notre-Dame, both of Gatineau, and Blanche Pichette, professor, wife of Jean-Rhéal Bigras, 29, Progrès Boulevard, Pointe-Gatineau, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements Paperpic ltée — Paperpic Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Gatineau, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 182-1971

Les placements Rolland Hallé inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Gaétan Bélanger, 3414, Place Rolland, Roland Hallé, tous deux administrateurs, et Monique Lavergne, ménagère, épouse dudit Roland Hallé, ces deux derniers de 3018, de Louvigny, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion et de placement, sous le nom de « Les placements Rolland Hallé inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 12 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 38,788 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3018, de Louvigny, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 104-1971

Les productions sur scène limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Simon Bédard, administrateur, 221, Calixa-Lavallée, Boucherville, Rolland Commoy, 1420, Quenneville, Saint-Laurent, et André Bellerose, 3202, 4e Rue, Laval, ces deux derniers gérants, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de théâtre, de spectacles ou de récital, sous le nom de « Les productions sur scène limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2120, Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 168-1971

Rade Investments Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Joel A. Pinsky, 69, chemin Downshire, Harold Dizgun, 57, Aldred Crescent, Martin Gross, 190, Netherwood Crescent, tous trois de Hampstead, et Gordon Zelman, 447 nord, avenue Wolseley, Montréal-Ouest, tous les quatres avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Rade Investments Inc. », avec un capital

Les placements Rolland Hallé inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaétan Bélanger, 3414 Place Rolland, Roland Hallé, both administrators, and Monique Lavergne, housewife, wife of said Roland Hallé, the latter two of 3018 de Louvigny, all three of St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as a management and investment company, under the name of "Les placements Rolland Hallé inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,200 common shares of a nominal value of $1 each, 12 class "A" preferred shares of a nominal value of $1 each and into 38,788 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 3018 de Louvigny, St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 104-1971

Les productions sur scène limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Simon Bédard, administrator, 221 Calixa-Lavallée, Boucherville, Rolland Commoy, 1420 Quenneville, Saint-Laurent, and André Bellerose, 3202, 4th Street, Laval, the latter two managers, for the following purposes:

To operate a theatre, entertainment or musical recital agency, under the name of "Les Productions sur scène limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 2120 Sherbrooke East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 168-1971

Rade Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joel A. Pinsky, 69 Downshire Road, Harold Dizgun, 57 Aldred Crescent, Martin Gross, 190 Netherwood Crescent, all three of Hampstead, and Gordon Zelman, 447 Wolseley Avenue North, Montreal West, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Rade Investments Inc.", with a

total de $15,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hampstead, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 35-1971

A. T. Raschella inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Nicodemo Raschella, 10132, St-Charles, Annibale Raschella, tous deux hommes d'affaires, et Ghislaine Demers, ménagère, épouse dudit Annibale Raschella, ces deux derniers de 7422, Chambord, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « A. T. Raschella inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7422, rue Chambord, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 66-1971

Relais de la Grande Rivière inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Amédée Lizotte, cultivateur, Rose-Anna Gagnon, ménagère, épouse dudit Amédée Lizotte, et Robert Lizotte, employé de manufacture, tous trois de Saint-Onésime-d'Ixworth, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la moto-neige, sous le nom de « Relais de la Grande Rivière inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Onésime-d'Ixworth, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 241-1971

Jean L. Renaud et associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Louise Gagné, secrétaire, épouse de Pierre Primeau, 5840, rue Madore, Montréal, Jean-L. Renaud, 163, chemin Dufferin, Hampstead, et

total capital stock of $15,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each and 10,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Hampstead, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 35-1971

A. T. Raschella inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nicodemo Raschella, 10132 St-Charles, Annibale Raschella both businessmen, and Ghislaine Demers, housewife, wife of said Annibale Raschella, the latter two of 7422 Chambord, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "A. T. Raschella inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 7422 Chambord Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 66-1971

Relais de la Grande Rivière inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Amédée Lizotte, farmer, Rose-Anna Gagnon, housewife, wife of the said Amédée Lizotte, and Robert Lizotte, factory worker, all three of Saint-Onésime-d'Ixworth, for the following purposes:

To promote the sport of snowmobiling, under the name of "Relais de la Grande Rivière inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or possess is limited is $10,000.

The head office of the corporation is at Saint-Onésime-d'Ixworth, judicial district of Kamouraska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 241-1971

Jean L. Renaud et associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louise Gagné, secretary, wife of Pierre Primeau, 5840 Madore Street, Montreal, Jean-L. Renaud, 163 Dufferin Road, Hampstead, and Alphonse-

Alphonse-L. Thibodeau, 110, rue Frontenac, Saint-Bruno-de-Montarville, ces deux derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme consultants, courtiers et agents en matière d'assurances, de régimes de retraite, de sécurité sociale et de tous autres bénéfices, sous le nom de « Jean L. Renaud et associés inc. », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 36,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 800, boulevard Dorchester ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 192-1971

L. Thibodeau, 110 Frontenac Street, Saint-Bruno-de-Montarville, the latter two administrators, for the following purposes:

To carry on business as consultants, brokers and agents in insurance, superannuation funds, social security and other funds, under the name of "Jean L. Renaud et associés inc.", with a capital stock divided into 4,000 common shares without nominal value and 36,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 800 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 192-1971

Restaurant Mozart Traversy inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Mozart Traversy, Denis Traversy, tous deux restaurateurs, et Normand Traversy, étudiant, tous trois de 21, rue Maurault, Pierreville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Mozart Traversy inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10 actions ordinaires de $10 chacune, 398 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pierreville, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 186-1971

Restaurant Mozart Traversy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mozart Traversy, Denis Traversy, both restaurateurs, and Normand Traversy, student, all three of 21 Maurault Street, Pierreville, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Mozart Traversy inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10 common shares of $10 each, 398 class "A" preferred shares of $100 each and into 100 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Pierreville, judicial district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 186-1971

Gérard Robert inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Roland Gingras, industriel, 298, Roy, LeMoyne, Gérard Robert, commerçant, et Pierrette Gingras, secrétaire, épouse dudit Gérard Robert, ces deux derniers de 3335, boulevard Rosemont, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Gérard Robert inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3333-3335, boulevard Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 5542-1970

Gérard Robert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Gingras, industrialist, 298 Roy, LeMoyne, Gérard Robert, trader, and Pierrette Gingras, secretary, wife of the said Gérard Robert, the latter two of 3335 Rosemont Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and to deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Gérard Robert inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 3333 – 3335 Rosemont Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 5542-1970

S.A.T. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Gilles-G. Tessier, 445, Grenfell, Hugues Ferron, 17, Lazard, tous deux avocats, de Mont-Royal, et Jeannette Fournier, secrétaire, fille majeure, 3465, Hutchison, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'administration, sous le nom de « S.A.T. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 5121-1970

Safari Sportswear Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Sheldon Shafter, manufacturier, 44, Birchview, Dollard-des-Ormeaux, Saul Lehrer, commis, 5195, Mariette, Montréal, et Gerald Y. Green, avocat, 9, Linwood Crescent, Mont-Royal, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de vêtements et accessoires vestimentaires, sous le nom de « Safari Sportswear Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 44, Birchview, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 5595-1970

St. Lawrence Crémazie
Parking Service Inc.
Service de stationnement
St-Laurent Crémazie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Alexander Sandor Zoltan, comptable, Elizabeth Goldstein, ménagère, épouse dudit Alexander Sandor Zoltan, tous deux du 4097, MacKenzie, Montréal, et Gabor Altman, marchand, 805, rue Abbott, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Acquérir, entretenir et exploiter des garages et des parcs de stationnement pour l'entreposage et le stationnement de véhicules, sous le nom de « St. Lawrence Crémazie Parking Service Inc. — Service de stationne-

S.A.T. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles-G. Tessier, 445 Grenfell, Hughes Ferron, 17 Lazard, both advocates, of Mont-Royal, and Jeannette Fournier, secretary, spinster of the full age of majority, 3465 Hutchison, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a management company, under the name of "S.A.T. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 5121-1970

Safari Sportswear Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Shafter manufacturer, 44 Birchview, Dollard-des-Ormeaux, Saul Lehrer, clerk, 5195 Mariette, Montreal, and Gerald Y. Green, advocate, 9 Linwood Crescent, Mount Royal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel, under the name of "Safari Sportswear Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 44 Birchview, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 5595-1970

St. Lawrence Crémazie
Parking Service Inc.
Service de stationnement
St-Laurent Crémazie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alexander Sandor Zoltan, bookkeeper, Elizabeth Goldstein, housewife, wife of the said Alexander Sandor Zoltan, both of 4097 MacKenzie, Montreal, and Gabor Altman, merchant, 805 Abbott Street, Saint-Laurent, for the following purposes:

To acquire, maintain and operate garages and parking areas for the storage and parking of motor vehicles, under the name of "St. Lawrence Crémazie Parking Service Inc. — Service de stationnement St-Lau-

ment St-Laurent Crémazie inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 50, place Crémazie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 5475-1970

Service des données Asselin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Claudette Asselin, 1111, Fournier, Sainte-Foy, Louisette Boily, 350, 71e Rue est, Charlesbourg, toutes deux techniciennes, filles majeures, et Louis De Blois, avocat, 8, Côte de la Fabrique, Québec, pour les objets suivants:

Faire toutes les opérations de mécanographie, sous le nom de « Service des données Asselin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 109-1971

Société d'éditions générale SODEGE inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1971, constituant en corporation: André Carette, 3019, Larochelle, Cyrille Selz, 840, Lauzon, et Donald Ouellet, 1238, Carswell, tous trois homme d'affaires, de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Société d'éditions générale Sodege inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2060, boulevard Charest ouest, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 164-1971

Société maritime de Baillon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Jacques Taschereau, 315, avenue Laurier, François Rainville, 1348, Frontenac, tous deux de Québec, et Gilles Giroux, 1057, avenue Royale, Villeneuve, tous trois notaires, pour les objets suivants:

rent Crémazie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 50 Place Crémazie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 5475-1970

Service des données Asselin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claudette Asselin, 1111 Fournier, Sainte-Foy, Louisette Boily, 350, 71st Street East, Charlesbourg, both technicians, spinsters of the full age of majority, and Louis De Blois, advocate, 8 Côte de la Fabrique, Québec, for the following purposes:

To carry out all data-processing operations, under the name of "Service des données Asselin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 109-1971

Société d'éditions générale SODEGE inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Carette, 3019 Larochelle, Cyrille Selz, 840 Lauzon, and Donald Ouellet, 1238 Carswell, all three businessmen, of St. Foy, for the following purposes:

To do business as publishers, printers, engravers, book-binders and in other related businesses, under the name of "Société d'éditions générale Sodege inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 2060 Charest boulevard West, St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 164-1971

Société maritime de Baillon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Taschereau, 315 Laurier Avenue, François Rainville, 1348 Frontenac, both of Québec, and Gilles Giroux, 1057 Royale Avenue, Villeneuve, all three notaries, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Société maritime de Baillon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $10 chacune et en 385 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Joseph-de-la-Rive, district judiciaire de Saguenay.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 179-1971

To do business as a transport company, under the name of "Société maritime de Baillon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $10 each and 385 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Joseph-de-la-Rive, judicial district of Saguenay.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 179-1971

Société Parasol de Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, Charles Poirier, comptable, 4725, boulevard Rosemont, et Raymond Poirier, comptable agréé, 10835, Pasteur, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'offrir des amusements et divertissements au public et faire affaires comme compagnie de développements immobiliers, sous le nom de « Société Parasol de Montréal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune, 3,890 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 234-1971

Société Parasol de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Martel, advocate, 1301 St-Viateur West, Outremont, Charles Poirier, accountant, 4725 Rosemont Boulevard, and Raymond Poirier, chartered accountant, 10835 Pasteur, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To offer amusements and entertainment to the public and to carry on business as a real estate development company, under the name of "Société Parasol de Montréal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each, 3,890 class "A" preferred shares of $10 each and into 100 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 234-1971

Sofamec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Ezio Brignoli, estimateur, 5067, Samson, Laval, Normand St-Pierre, administrateur, 200, de Gaspé, #1515, Verdun, Henri Gfeller, homme d'affaires, 6343, Marquette, Montréal, et Michel Malheuvre, contremaître, 11735, L'Archevêque, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Fabriquer, produire, préparer, transformer, fondre, raffiner et faire le commerce de métaux et produits métalliques de toutes sortes et leurs sous-produits, sous le nom de « Sofamec inc. », avec un capital divisé en 1,500 actions sans valeur nominale et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 5666-1970

Sofamec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ezio Brignoli, estimator, 5067 Samson, Laval, Normand St-Pierre, administrator, 200 de Gaspé, #1515 Verdun, Henri Gfeller, businessman, 6343 Marquette, Montreal, and Michel Malheuvre, foreman, 11735 L'Archevêque, Montreal-North, for the following purposes:

To manufacture, produce, prepare, transform, melt, refine and deal in metals and metal products and their by-products of all kinds, under the name of "Sofamec inc.", with a capital stock divided into 1,500 shares without nominal value and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 5666-1970

Surgi-Groupe inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Farid A. Cheftechi, 135, Place Côte Vertu, app. 303, John Hamilton fils, 5820, de Louisbourg, app. 26, Ruby A. Oxner, fille majeure, 3555, Côte des Neiges, tous trois de Montréal, Michael P. Maloney, 203, Woodside Road, Beaconsfield, et Thomas H. Buck, 571, avenue Patricia, Greenfield Park, tous commis en loi, pour les objets suivants:

Exploiter et administrer un ou plusieurs bureaux médicaux et centres de chirurgie, sous le nom de « Surgi-Groupe inc. », avec un capital divisé en 400 actions ordinaires sans valeur nominale et en 360 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 267-1971

Surgi-Groupe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Farid A. Cheftechi, 135 Côte Vertu Place, Apt. 303, John Hamilton, Jr., 5820 de Louisbourg, Apt. 26, Ruby A. Oxner, spinster of the full age of majority, 3555 Côte des Neiges, all three of Montreal, Michael P. Maloney, 203 Woodside Road, Beaconsfield, and Thomas H. Buck, 571 Patricia Avenue, Greenfield Park, all legal clerks, for the following purposes:

To operate and manage one or several medical offices and centres for surgery, under the name of "Surgi-Groupe inc.", with a capital stock divided into 400 common shares of no nominal value and 360 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 267-1971

Thetford Suits Manufacturing Inc.
Manufacture d'habits Thetford inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Alfred Émond, marchand, Albert Guay, vendeur, tous deux de 470, King Est, Sherbrooke, et Nicole Collin, secrétaire, fille majeure, 280, Sapinière Dorion, app. 2, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs, sous le nom de « Thetford Suits Manufacturing Inc. — Manufacture d'habits Thetford inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford, district judiciaire de Mégantic.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 251-1971

Thetford Suits Manufacturing Inc.
Manufacture d'habits Thetford inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alfred Émond, merchant, Albert Guay, salesman, both of 470 King East, Sherbrooke, and Nicole Collin, secretary, spinster of the full age of majority, 280 Sapinière Dorion, Apt. 2, Québec, for the following purposes:

To carry on business as tailors, under the name of "Thetford Suits Manufacturing Inc. — Manufacture d'habits Thetford inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Thetford, judicial district of Mégantic.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 251-1971

Town Fur (1971) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Louis Steinberg, Goldie Koress, épouse dudit Louis Steinberg, tous deux fourreurs, du 707, avenue Alexis-Nihon, Saint-Laurent, et Philip Shrague Garonce, avocat, 6505, chemin de la côte Saint-Luc, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

S'établir exportateurs, importateurs, intermédiaires et expéditeurs et commerçants de toutes sortes de fourrures, peaux de fourrure, peaux d'animaux et cuirs

Town Fur (1971) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Steinberg, Goldie Koress, wife of the said Louis Steinberg, both furriers, of 707 Alexis-Nihon Avenue, Saint-Laurent, and Philip Shrague Garonce, advocate, 6505 Côte St. Luc Road, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on business as exporter, importer, jobber, and shipper of and dealer in all kinds of furs, fur pelts, and animal skins and leathers and hides, under the

de toutes sortes, sous le nom de « Town Fur (1971) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 366, rue Mayor, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 19-1971

name of "Town Fur (1971) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 366 Mayor Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 19-1971

Valleyfield Auto Spring Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1971, constituant en corporation: J.-Serge Gervais, comptable agréé, 100, rue Éthier, Châteauguay-Centre, Rodolphe Zeitouni, 8439, rue Réjane, Lasallle, Richard Marion, 294, rue Manning, et Réal Frenette, 1015, Egan, app. 4, ces deux derniers de Verdun, ces trois derniers comptables, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs. machines, autos-neige et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Valleyfield Auto Spring Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 370 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 327, chemin Larocque, Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 5599-1970

Valleyfield Auto Spring Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Serge Gervais, chartered accountant, 100 Éthier Street, Châteauguay-Centre, Rodolphe Zeitouni, 8439 Réjane Street, Lasalle, Richard Marion, 294 Manning Street, and Réal Frenette, 1015 Egan, Apt. 4, the latter two of Verdun, the latter three accountants, for the following purposes:

To do business as garage-owners and to deal in automobiles, motors, machinery, snowmobiles and all their parts and accessories, under the name of "Valleyfield Auto Spring Inc.", with a total capital stock of $40,000 divided into 30 common shares of a nominal value of $100 each and 370 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 327 Larocque road, Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 5599-1970

Lettres patentes supplémentaires

Arcadia Minerals Limited
(No personal liability)

Le lieutenant-gouverneur de la province donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 17e jour de novembre 1969, à la compagnie « Associated Arcadia Nickel Corporation Limited » (No personal liability), constituée par lettres patentes en date du 23e jour de février 1953, 1° changeant son nom en celui de « Arcadia Minerals Limited » (No personal liability); 2° diminuant son capital-actions de $7,500,000 à $1,500,000, par l'annulation de 6,000,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune; 3° augmentant son capital par la création de 6,000,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 4159-53

Supplementary Letters Patent

Arcadia Minerals Limited
(No personal liability)

Notice is given that, under Part I of the Companies Act and the Mining Companies Act, supplementary letters patent, dated the 17th day of November, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Associated Arcadia Nickel Corporation Limited" (No personal liability), incorporated by letters patent dated the 23rd day of February, 1953, 1. changing its name into that of "Arcadia Minerals Limited" (No personal liability); 2. reducing its capital from $7,500,000 to $1,500,000, by the cancellation of 6,000,000 shares of the par value of $1 each; 3. increasing its capital by the creation of 6,000,000 shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 4159-53

Automatic Electronic Systems Incorporated

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour de décembre 1970, à la compagnie « Automatic Electronic Systems Incorporated », 1° augmentant son capital de $10,000 à $260,000, par la création de 25,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° modifiant les droits se rattachant à ses actions privilégiées.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 896-64

Bardeaux Maibec inc.
Maibec Shingles Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de décembre 1970, à la compagnie « Bardeaux Maibec inc. — Maibec Shingles Inc. », réduisant son capital de $100,000 à $92,500 par l'annulation de 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 3880-65

J. C. Boulet, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 4e jour de décembre 1970, à la compagnie « J. C. Boulet, inc. », diminuant son capital de $175,000 à $144,320 par l'annulation de 6,136 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 11395-54

W. Brunet & Cie, limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de décembre 1970, à la compagnie « W. Brunet & Cie, limitée », augmentant son capital de $149,900 à $449,900 par la création de 30,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 411-17

Construction J.R.L. ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

Automatic Electronic Systems Incorporated

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Automatic Electronic Systems Incorporated", 1. increasing its capital from $10,000 to $260,000, by the creation of 25,000 preferred shares of the par value of $10 each; 2. modifying the rights attached to its preferred shares.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 896-64

Bardeaux Maibec inc.
Maibec Shingles Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Bardeaux Maibec inc. — Maibec Shingles Inc.", reducing its capital from $100,000 to $92,500 by the cancellation of 750 preferred shares of a par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 3880-65

J. C. Boulet, inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "J. C. Boulet, inc.", reducing its capital from $175,000 to $144,320 by the cancellation of 6,136 preferred shares of the par value of $5 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 11395-54

W. Brunet & Cie, limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "W. Brunet & Cie, limitée", increasing its capital from $149,900 to $449,900 by the creation of 30,000 preferred shares of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 411-17

Construction J.R.L. ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de décembre 1970 à la compagnie « Construction J.R.L. ltée », 1° redésignant les actions privilégiées en actions privilégiées classe « A »; 2° changeant le dividende cumulatif y afférent en dividende non cumulatif; 3° augmentant son capital par la création de 9,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et de 1,100 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 11286-61

Déménagement Paradis ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de décembre 1970, à la compagnie « Transport Jules Paradis, limitée », constituée par lettres patentes en date du 31e jour de janvier 1936, changeant son nom en celui de « Déménagement Paradis ltée ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 192-36

Eastern Claims Adjusters (Trois-Rivières) Ltd.
Agents de Réclamations de l'Est (Trois-Rivières) ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de décembre 1970, à la compagnie « Eastern Claims Adjusters (Trois-Rivières) Ltd. — Agents de Réclamations de l'Est (Trois-Rivières) ltée », 1° augmentant son capital de $30,000 à $70,000 par la création de 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° modifiant les privilèges afférents aux actions privilégiées.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 3252-65

Les Entreprises Argenteuil ltée
Argenteuil Enterprises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1970, à la compagnie « Les Entreprises Argenteuil ltée — Argenteuil Enterprises Ltd. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 10219-61

23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Construction J.R.L. ltée", 1. redesignating the preferred shares into Class "A" preferred shares; 2. changing the cumulative dividend related thereto into a non-cumulative dividend; 3. increasing its capital by the creation of 9,000 common shares of a par value of $10 each and 1,100 class "B" preferred shares of a par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 11286-61

Déménagement Paradis ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Transport Jules Paradis, limitée", incorporated by letters patent dated January 31, 1936, changing its name to that of "Déménagement Paradis ltée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 192-36

Eastern Claims Adjusters (Trois-Rivières) Ltd.
Agents de Réclamations de l'Est (Trois-Rivières) ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Eastern Claims Adjusters (Trois-Rivières) Ltd. — Agents de Réclamations de l'Est (Trois-Rivières) ltée", 1. increasing its capital from $30,000 to $70,000 by the creation of 4,000 preferred shares of a par value of $10 each; 2. amending the privileges attached to the preferred shares.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 3252-65

Les Entreprises Argenteuil ltée
Argenteuil Enterprises Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and cooperatives to "Les Entreprises Argenteuil ltée — Argenteuil Enterprises Ltd.", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 10219-61

Les Entreprises Godbout inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de décembre 1970, à la compagnie « Les Entreprises Godbout inc. », augmentant son capital de $40,000 à $100,000 par la création de 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et de 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 5134-67

Les Entreprises Godbout inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Entreprises Godbout inc.", increasing its capital from $40,000 to $100,000 by the creation of 300 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 5134-67

Fonds F-I-C- inc.
F-I-C Fund Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de décembre 1970, à la compagnie « Fonds F-I-C inc. — F-I-C Fund Inc. », réduisant son capital de $21,750,000 à $18,500,000 par l'annulation de 325,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 14212-62

Fonds F-I-C- inc.
F-I-C Fund Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Fonds F-I-C inc. — F-I-C Fund Inc.", reducing its capital from $21,750,000 to $18,500,000 by the cancellation of 325,000 preferred shares of a par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 14212-62

Industri-Aire Products (1970) Ltd.
Les Produits Industri-Aire (1970) ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 10e jour de décembre 1970, à la compagnie « Palmer Heating & Air Conditioning Inc. — Chauffage et Air Climatisé Palmer inc. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de janvier 1951, changeant son nom en celui de « Industri-Aire Products (1970) Ltd. — Les Produits Industri-Aire (1970) ltée ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 2045-51

Industri-Aire Products (1970) Ltd.
Les Produits Industri-Aire (1970) ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of December 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Palmer Heating & Air Conditioning Inc. — Chauffage et Air Climatisé Palmer inc.", incorporated by letters patent dated 29th day of January 1951, changing its name to that of "Industri-Aire Products (1970) Ltd. — Les Produits Industri-Aire (1970) ltée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061-o 2045-51

Institut Belletete inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de juin 1970, à la compagnie « Institut Belletete inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 13788-61

Institut Belletete inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Institut Belletete inc.", amending the provisions of its letters patent.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061 13788-61

Location Sanitaire Champlain ltée
Champlain Sanitary Leasing Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de décembre 1970, à la compagnie « Location Sanitaire Champlain ltée — Champlain Sanitary Leasing Ltd. », 1° subdivisant les 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° convertissant 39,700 actions ordinaires non émises d'une valeur au pair de $1 chacune en 39,700 actions privilégiées non émises d'une valeur au pair de $1 chacune; 3° modifiant les lettres patentes originales de la compagnie en y ajoutant des pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 1060-69

O'Marts Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour de décembre 1970, à la compagnie « O-Marts Ltd. », diminuant son capital de $50,500 à $20,500 par l'annulation de 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 1491-63

Pan Arkadian Brotherhood of Canada

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 4e jour de décembre 1970, à la compagnie « Pan Arkadian Brotherhood of Canada », augmentant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 10381-61

Paul's Plumbing & Heating Supplies Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er jour de décembre 1970, à la compagnie « Paul's Plumbing & Heating Supplies Ltd. », 1° diminuant son capital de $40,000 à $23,000 par l'annulation de 1,700 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° augmentant son capital de $23,000 à $63,000 par la création de 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 11286-54

Location Sanitaire Champlain ltée
Champlain Sanitary Leasing Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Location Sanitaire Champlain ltée — Champlain Sanitary Leasing Ltd.", 1. subdividing the 400 common shares of a par value of $100 each into 40,000 common shares of a par value of $1 each; 2. converting 39,700 unissued common shares of a par value of $1 each into 39,700 unissued preferred shares of a par value of $1 each; 3. amending the original letters patent of the company by adding powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 1060-69

O'Marts Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "O-Marts Ltd.", reducing its capital from $50,500 to $20,500 by the cancellation of 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 1491-63

Pan Arkadian Brotherhood of Canada

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Pan Arkadian Brotherhood of Canada", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 10381-61

Paul's Plumbing & Heating Supplies Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Paul's Plumbing & Heating Supplies Ltd.", 1. reducing its capital from $40,000 to $23,000 by the cancellation of 1,700 preferred shares of the par value of $10 each; 2. increasing its capital from $23,000 to $63,000 by the creation of 4,000 preferred shares of the par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 11286-54

Quevillon Estates Ltd.
Domaine Quévillon ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 31e jour de décembre 1970, à la compagnie « Quevillon Estates Ltd.— Domaine Quévillon ltée », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 5849-64

Rehau-Plastiks of Canada Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour de décembre 1970, à la compagnie « Rehau-Plastiks of Canada Limited », portant son capital de $1,050,000 à $3,050,000 par la création de 2,000,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 12421-52

Safeway Farm Equipment Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de décembre 1970, à la compagnie « Safeway Farm Equipment Co. Ltd. », 1° modifiant les droits afférents aux actions privilégiées; 2° subdivisant 5,240 actions ordinaires émises d'une valeur au pair de $10 chacune en 6,812 actions ordinaires sans valeur au pair; subdivisant 660 actions ordinaires non émises en 8,188 actions ordinaires sans valeur au pair dont la considération totale n'excédera pas $100,000; 3° augmentant son capital par la création de 10,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061-o 10260-60

J. T. Stone Cabinet Mfg. Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de décembre 1970, à la compagnie « J. T. Stone Cabinet Mfg. Co. Ltd. », diminuant son capital de $150,000 à $100,000 par l'annulation de 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 14526-52

Quevillon Estates Ltd.
Domaine Quévillon ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Quevillon Estates Ltd.— Domaine Quévillon ltée", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 5849-64

Rehau-Plastiks of Canada Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Rehau-Plastiks of Canada Limited", increasing its capital from $1,050,000 to $3,050,000 by the creation of 2,000,000 preferred shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 12421-52

Safeway Farm Equipment Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Safeway Farm Equipment Co. Ltd.", 1. amending the rights attached to the preferred shares; 2. subdividing 5,240 issued common shares of a par value of $10 each into 6,812 common shares without par value; subdividing 660 unissued common shares into 8,188 common shares without par value of which the aggregate consideration shall not exceed $100,000; 3. increasing its capital by the creation of 10,900 preferred shares of a par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061 10260-60

J. T. Stone Cabinet Mfg. Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "J. T. Stone Cabinet Mfg. Co. Ltd.", reducing its capital from $150,000 to $100,000 by the cancellation of 500 preferred shares of the par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39061-o 14526-52

Télécouleur Solaire inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 26e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Uni-Disc Incorporated », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de novembre 1968, changeant son nom en celui de « Télécouleur Solaire inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 5674-68

Télécouleur Solaire inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Uni-Disc Incorporated", incorporated by letters patent dated 28th day of November, 1968, changing its name to that of "Télécouleur Solaire inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061-o 5674-68

Western Québec Mines Co. Ltd. (No personal liability)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 11e jour de décembre 1970, à la compagnie « Western Québec Mines Co. Ltd. » (No personal liability), augmentant son capital de $3,000,000 à $5,000,000 par la création de 2,000,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 6537-44

Western Québec Mines Co. Ltd. (No personal liability)

Notice is given that, under Part I of the Companies Act and the Mining Companies Act, supplementary letters patent, dated the 11th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "Western Québec Mines Co. Ltd." (No personal liability), increasing its capital from $3,000,000 to $5,000,000 by the creation of 2,000,000 common shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061-o 6537-44

Ventes pour taxes

Ville de Rigaud

Avis est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que. les immeubles ci-dessous décrits, situés dans la ville de Rigaud, seront vendus à l'enchère publique à la salle du Conseil de l'Hôtel de Ville, 102 St-Pierre à Rigaud, JEUDI, le QUINZIÈME jour d'AVRIL, 1971, à ONZE heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt, plus les frais encourus ou qui pourront être encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Succession Paul-Émile Lefebvre, lot P.-114 (Fonderie).

Succession Paul-Émile Lefebvre, lot 125 (maison fonderie).

Taxes municipales dues plus intérêts: $1,470.14; taxes scolaires plus intérêts: $1398.76.

Donné à Rigaud, ce 15e jour de février, 1971.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier, greffier,*
BERNARD LALONDE.

38859-9-4-o

Sales for Taxes

Town of Rigaud

Notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the aforesaid municipality, that the immovables described hereunder, situated in the town of Rigaud, will be sold by public auction, in the Council Hall of the Town, 102 St-Pierre in Rigaud, on THURSDAY, the FIFTEENTH day of APRIL 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon, to satisfy with the payment of the municipal and school taxes, with interest, plus cost which have been or may be incurred, unless the said taxes, interests and cost be paid before sale.

Estate Paul-Émile Lefebvre, lot P.-114 (Foundry).

Estate Paul-Émile Lefebvre, lot 125 (House Foundry).

Municipal taxes plus interest: $1,470.14; school taxes plus interest: $1398.76.

Given at Rigaud, this 15th day of February, 1971.

(Seal) BERNARD LALONDE,
Town clerk, Secretary-Treasurer.

38859-9-4-o

Municipalité du comté d'Abitibi

Errata

(Vente des lots pour taxes)
Commission scolaire de Clericy

Dufresnoy 54 8 Ruben Bourgeois $290.17
et non tel que décrit antérieurement.

Le secrétaire-trésorier,
39033-10-2-o J.-P. GARIÉPY.

Municipality of the county of Abitibi

Errata

(Sale of lots for taxes)
School Commission of Clericy

Dufresnoy 54 8 Ruben Bourgeois $290.17
and not as formerly described.

J.-P. GARIÉPY,
39033-10-2 *Secretary-Treasurer.*

Corporation municipale du comté de Dorchester

Avis public est pour les présentes donné par Henri-Paul Bouffard, secrétaire-trésorier de la corporation municipale du comté de Dorchester, que les immeubles ci-dessous décrits seront vendus à l'enchère publique, pour taxes municipales ou scolaires dues et les frais encourus, JEUDI, le TREIZIÈME jour de MAI 1971, en la salle du conseil de comté, à Ste-Hénédine, à DIX heures de l'avant-midi, à moins que lesdites taxes et les frais aient été payés avant le jour ci-dessus indiqué.

La corporation du comté de Dorchester est autorisée à faire une énumération abrégée des numéros cadastraux d'immeubles à être vendus par ladite corporation pour non-paiement de taxes d'ici le 31 mai 1971, à condition que ladite énumération abrégée ne s'applique qu'aux numéros cadastraux d'immeubles qui sont consécutifs et qui appartiennent au même propriétaire, le tout conformément aux dispositions du dernier paragraphe de l'article 730 du Code municipal.

Municipal Corporation of the County of Dorchester

Public notice is hereby given by Henri-Paul Bouffard, Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the county of Dorchester, that the immovables hereunder described will be sold by public auction, for municipal or school taxes due and the costs incurred, on THURSDAY, the THIRTEENTH day of MAY, 1971, at the county seat, at Ste-Hénédine, at TEN o'clock in the forenoon, unless the said taxes and costs are paid before the date hereabove indicated.

The Corporation of the county of Dorchester is authorized to make an abbreviated enumeration of the cadastral numbers of the immovables to be sold by the said corporation for non-payment of taxes before May 31, 1971, on the condition that the said abbreviated enumeration apply only to the same owner, the whole in conformity with the provisions of the last paragraph of Section 730 of the Municipal Code.

Municipalité de Sainte-Aurélie — Municipality of Sainte-Aurélie

Nom Proprietor	Lot	Rang Range	Canton Township	Superficie Area	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
Henri Duchesne	P. 72-73	IX	Metgermette-Nord	3.18 mes. irr.	$ 6.00	$ 30.71	$ 3.50	$ 40.21

Municipalité de Saint-Anselme — Municipality of Saint-Anselme

Lorenzo Blais	P. 480	St-Paul		7.83	$ 1.60	$ 8.30	$ 1.09	$ 10.99
Raphaël Côté	P. 203				449.54	141.37	84.35	675.26

Municipalité de Saint-Odilon de Cranbourne — Municipality of Saint-Odilon de Cranbourne

Jean-Claude Poulin	250	V	Cranbourne		$140.46		$ 6.50	$ 146.96
Valère Boily	P. 255	V			137.27		6.75	144.02
	P. 258	V						
	392	VI						
Georgius Baillargeon	431, 432, 433	VIII	Cranbourne			$488.80		488.80

Municipalité de Saint-Nazaire — Municipality of Saint-Nazaire

Nom Proprieror	Lot	Rang Range	Canton Township	Superficie Area	Taxes muni. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
Odilon Fillion	P. 200 201, 202, 203, 204, 217, 218, 219.	III III III IV IV	Buckland		$195.23	$742.18	$ 70.36	$1,007.77

Municipalité de Saint-Prosper — Municipality of Saint-Prosper

Oliva Paquet, bâtisses seulement, terrain à la municipalité - building only, land to the municipality.	23-A 23-B	B B	Watford		$ 53.50	$ 35.20	$ 4.00	$ 92.70

Municipalité de Sainte-Rose — Municipality of Sainte-Rose

Raoul Gagnon	P. 61-62	I	Watford	74	$ 29.40	$ 89.25	$ 7.49	$ 126.14
Raoul Gagnon	60	I	Watford	66	9.80	29.75	0.28	39.83

Donné à Ste-Hénédine, ce 25e jour de février 1971.

Le secrétaire-trésorier,
HENRI-PAUL BOUFFARD.

38951-10-2-o

Given at Ste-Hénédine, this 25th day of February, 1971.

HENRI-PAUL BOUFFARD,
Secretary-Treasurer.

38951-10-2

Ville de Sainte-Thérèse-Ouest

Avis public est par le présent donné par le soussigné, M. Rosaire G. Brisson, secrétaire-trésorier de la ville de Sainte-Thérèse-Ouest, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère à l'Édifice Municipal de la ville de Saint-Thérèse-Ouest situé au 901 boulevard Ste-Thérèse-Ouest, le MERCREDI, TRENTE ET UNIÈME jour du mois de MARS 1971 à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts plus les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

La Commission municipale de Québec, par décision en date du 7 décembre 1970, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193, article 550).

Town of Sainte-Thérèse-Ouest

Public notice is hereby given by the undersigned, Mr. Rosaire G. Brisson, Secretary-Treasurer of the town of Sainte-Thérèse-Ouest, that the immovable properties hereunder described will be sold by public auction in the Municipal Building situed at 901 Boulevard Ste Thérèse Ouest, on WEDNESDAY, the THIRTY-FIRST day of MARCH 1971, at TEN o'clock in the morning to satisfy the payment of the municipal and school taxes with interest, plus the cost which have been or may be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before sale.

The Québec Municipal Commission by a decision dated December 7 1970, has authorized an abridged enumeration of the cadastral lots numbers under the authority of the Cities and Towns Act (SRQ 1964, chapter 193, article 550).

Fiches Roll	Noms des propriétaires Name of owners	Lots et cadastre Lots and cadastre
1-53	André Massy	79-30-20.
1-157	Saxony Holding Corporation	79-36P.

Un certain emplacement ayant 365 pieds de largeur par 150 pieds de profondeur; de là, s'élargissant à 465 pieds par une profondeur de 476 pieds avec une superficie totale de 252,840 pieds carrés; borné au nord-est par la Montée Sanche; au sud-est par les lots 79-36P et 79-36-104; au sud-ouest par une partie du lot 82 et au nord-ouest, par les lots 79-36-87 à 79-36-96, plus une partie du lot 79-36.

A certain emplacement measuring 365 feet width by 150 feet of depth; thereon, widening to 465 feet by a depth of 476 feet with a total area of 252,840 square feet; bounded to the northeast by the Montée Sanche; to the southeast by the lots 79-36P and 79-36-104; to the southwest, by a part of lot 82 and to the northwest, by lots 79-36-87 to 79-36-96, plus a part of lot 79-36.

Fiches Roll	Noms des propriétaires Name of owners	Lots et cadastre Lots and cadastre

1-307 Marc Blain ..... 82P.

Un certain emplacement ayant 50 pieds de largeur par 160 pieds de profondeur avec une superficie de 8,000 pieds carrés; borné au nord-est par la 4e Avenue; au sud-est par une partie du lot 82 à Jules d'Aoust; au sud-ouest par le lot 84 et au nord-ouest, par une partie du lot 82 à L. A. Legault avec bâtisse y érigée portant le numéro 16, 4e Avenue.

A certain emplacement measuring 50 feet width by 160 feet of depth with a total area of 8,000 square feet; bounded to the northeast by 4th Avenue; to the southeast, by a part of lot 82 belonging to Jules d'Aoust; to the southwest, by lot 84 and to the northwest by a part of lot 82 belonging to L. A. Legault with building thereon erected and bearing civic number 16, 4th Avenue.

1-317 Mme-Mrs. Mariette Tremblay ..... 82P.

Un certain emplacement ayant 50 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur avec une superficie totale de 5,000 pieds carrés; borné au nord par une partie du lot 82 appartenant à Dame Thérèse Tremblay Gratton; au sud par une partie du lot 82 appartenant à Dame Fernande Valiquet Bankley; à l'est, par une partie du lot 82 appartenant à Emilien Blais et *al.* et à l'ouest, par la 4e Avenue avec bâtisse y érigée portant le numéro 15, 4e Avenue.

A certain emplacement measuring 50 feet width by 100 feet of depth with a total area of 5,000 square feet; bounded to the north by a part of lot 82 belonging to Mrs. Thérèse Tremblay Gratton; to the south by a part of lot 82 belonging by Mrs. Fernande Valiquet Bankley; to the east by a part of lot 82 belonging to Mr. Emilien Blais et *al.* and to the west by the 4th Avenue. With building thereon erected and bearing civic number 15, 4th Avenue.

1-323 Guy Deveault ..... 82P.

Un certain emplacement ayant 85 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur avec une superficie totale de 8,500 pieds carrés et borné comme suit: au nord-est, par les lots 82-70 et P. 82; au sud-est, par le lot 82-86; au sud-ouest, par la 5e Avenue et au nord-ouest, par le lot 82-34 avec bâtisses y érigée portant les numéros 75 et 85, 5e Avenue.

A certain emplacement measuring 85 feet width by 100 feet of depth with a total area of 8,500 square feet and bounded to the northeast by lots 82-70 and P. 82; to the southeast by lot 82-86; to the southwest by the 5th Avenue and to the northwest by lot 82-34. With building thereon erected and bearing civic numbers 75 and 85, 5th Avenue.

1-335 Roger Langlois ..... 82P.

Un certain emplacement ayant 47 pieds de largeur par 85 pieds de profondeur avec une superficie totale de 3,995 pieds carrés et borné comme suit: au nord-est, par la 3e Avenue; au sud-est, par la 3e Avenue; au nord-ouest, par la rue Marie Rose et sud-ouest, par une partie du lot 82 appartenant à Emilien Blais et *al.*

A certain emplacement measuring 47 feet width by 85 feet of depth with a total area of 3,995 square feet and bounded to the northeast by the 3th Avenue; to the southeast by the 3th Avenue; to the northwest by Marie Rose Street and to the southwest by a part of lot 82 belonging to Mr. Emilien Blais et *al.*

2-A-164 Gaston Poirier ..... 943-P. 344, 943-345, 943-P. 346, 943-347.

3-64 Ernest Sirois ..... 101-34.
3-65 Ernest Sirois ..... 101-35.
3-209 Sport Togs Ltd ..... 102P.

Un certain emplacement à figure trapèze ayant une superficie totale de 1.22 arpents (ou 44,923 pieds carrés), mesurant au nord-ouest, 98-04 pieds; au sud-est, 95 pieds; au nord-est, 487 pieds et au sud-ouest, 458.75 pieds et borné comme suit: au sud-est, par le lot 102-227-2; au nord-est, par le lot 102-8; au nord-ouest, par le lot 102-299 et au sud-ouest, par les lots 108-89 à 108-94 et 108-133.

Un certain emplacement à figure irrégulière ayant une superficie totale de 6.484 arpents et mesurant au sud-est, 443 pieds et au sud-ouest, 125 pieds et 382 pieds et borné comme suit: au sud-ouest, par les lots 102-8, 102-268, 102-271; au nord-est, par une partie du lot 101; au sud-est, par une partie du lot 102 et par le lot 102-227-2 et au nord-ouest, par les lots 102-266, 102-284 à 102-286 inclusivement.

A certain emplacement with a trapezoidal figure with a total area of 1.22 arpents (or 44,923 square feet), measuring to the northwest, 98.04 feet; to the southeast, 95 feet; to the northeast, 487 feet and to the southwest, 458.75 feet and bounded to the southeast by lot 102-227-2; to the northeast by lot 102-8; to the northwest, by lot 102-299 and to the southwest by lots 108-89 to 108-94 and 108-133.

A certain emplacement with an irregular figure with a total area of 6.484 arpents and measuring to the southeast, 443 feet and to the southwest, 125 feet and 382 feet and bounded to the southwest by lots 102-8, 102-268, 102-271; to the northeast by a part of lot 101; to the southeast by lot 102-227-2 and to the northwest, by lots 102-266, 102-284 to 102-286 inclusively.

3-396 Entreprises Dubord Inc ..... 102-275.
3-397 Entreprises Dubord Inc ..... 102-276.
3-403 Entreprises Dubord Inc ..... 102-282.
3-404 Entreprises Dubord Inc ..... 102-283.
3-406 Entreprises Dubord Inc ..... 102-285.
3-407 Sport Togs Ltée ..... 102-286.
3-409 Entreprises Dubord Inc ..... 102-288.
3-410 Entreprises Dubord Inc ..... 102-289.
3-411 Entreprises Dubord Inc ..... 102-290.
3-412 Entreprises Dubord Inc ..... 102-291.

Fiches Roll	Noms des propriétaires Name of owners	Lots et cadastre Lots and cadastre
3-413	Entreprises Dubord Inc	102-292.
3-414	Entreprises Dubord Inc	102-293.
3-415	Entreprises Dubord Inc	102-294.
3-416	Entreprises Dubord Inc	102-295.
3-417	Entreprises Dubord Inc	102-296.
3-418	Entreprises Dubord Inc	102-297.
3-419	Entreprises Dubord Inc	102-298.
3-420	Sport Togs Ltée	102-299
3-467-2	Sport Togs Ltée	102-349.
3-467-3	Sport Togs Ltée	102-350.
3-467-4	Sport Togs Ltée	102-351.
3-467-5	Sport Togs Ltée	103-352.
3-467-6	Sport Togs Ltée	103-353.
3-467-7	Sport Togs Ltée	102-354.
3-467-8	Sport Togs Ltée	102-355.
3-467-9	Sport Togs Ltée	102-356.
3-467-10	Sport Togs Ltée	102-357.
3-467-11	Sport Togs Ltée	102-358.
3-467-12	Sport Togs Ltée	102-359.
5-182	Henry Scholten	157-192.
5-183	Henry Scholten	157-193.
5-220	Mme-Mrs. Pearl Levy	157-230.
5-221	Mme-Mrs. Pearl Levy	157-231.
5-222	Mme-Mrs. Pearl Levy	157-232.
5-223	Mme-Mrs. Pearl Levy	157-233.
5-326	Investment R.B. Ltée	P. 158.

Un certain emplacement ayant 282 pieds de largeur en front; 324-02 pieds en arrière; 584 pieds de profondeur dans une ligne et 451.99 pieds de profondeur dans une autre ligne avec une superficie totale de 154,196 pieds carrés (ou 4.19 arpents) et borné comme suit: au nord-est par le lot 184; au sud-ouest, par le lot 157; au sud-est, par le lot 158-127 et au nord-ouest, par le lot 158-126.

A certain emplacement measuring 282 feet width in front; 324.02 feet in back; 584 feet of depth on one side and 451.99 feet on the other side with a total area of 154,196 square feet (or 4.19 arpents) and bounded to the northeast by lot 184; to the southwest by lot 157; to the southeast by lot 158-127 and to the northwest by lot 158-126.

5-570	Ste Thérèse West Land	158-260.
5-571	Ste Thérèse West Land	158-261.
5-868	Mme-Mrs. Madeleine Thérien	162-106.
5-869	Mme-Mrs. Madeleine Thérien	162-107 et-and 188-6.
5-952	Entreprises Bella Inc	187P. et-and 189P.

Lot P187: un certain emplacement ayant une superficie totale de 27.57 arpents et borné comme suit: au nord, par le chemin de la Côte Sud; à l'est, par une partie du lot 189; au sud, par le Canadien Pacifique Railway et à l'ouest, par le lot 186.

Lot P189: un certain emplacement ayant une superficie totale de 18,167 arpents et borné comme suit: au nord, par le chemin de la Côte Sud; à l'est, par le boul. Ste Thérèse Ouest; au sud, par le Canadien Pacifique Railway et à l'ouest, par une partie du lot 187.

Lot P187; a certain emplacement with a total area of 27.57 arpents and bounded to the north by the Côte Sud Road; to the east, by a part of lot 189; to the south, by the Canadian Pacific Railway and to the west, by lot 186.

Lot P189: a certain emplacement with a total area of 18.167 arpents and bounded to the north by the Côte Sud Road; to the east, by the Blvd. Ste Thérèse Ouest; to the south, by the Canadian Pacific Railway and to the west, by a part of lot 187.

5-990	Entreprises Montjoie Ltée	187-38.
5-991	Crédit Immobilier Inc	187-39.
5-992	Entreprises Montjoie Ltée	187-40.
5-993	Crédit Immobilier Inc	187-41.
5-994	Entreprises Montjoie Ltée	187-42.
5-995	Crédit Immobilier Inc	187-43.
5-997	Entreprises Montjoie Ltée	187-45.
5-1000	Entreprises Montjoie Ltée	187-48.
5-1002	Entreprises Montjoie Ltée	187-50.
5-1003	Entreprises Montjoie Ltée	187-51.
5-1010	Entreprises Montjoie Ltée	187-58.
5-1015	Crédit Immobilier Inc	187-63.
5-1016	Crédit Immobilier Inc	187-64.
5-1017	Crédit Immobilier Inc	187-65.
5-1080	Entreprises Bella Inc	189P.

Un certain emplacement ayant une superficie totale de 8.999 arpents et borné comme suit: au nord-ouest, par le lot 189-28 (rue); au sud-ouest, par une partie du lot 188 et le lot 189-32; au sud-est, par une partie du lot 99 et le lot 98-64 et au nord-est, par le lot 189-29 (Boul. Ste Thérèse Ouest).

A certain emplacement with a total area of 8.999 arpents and bounded to the northwest, by lot 189-28 (street); to the southwest, by a part of lot 188 and the lot 189-32; to the southeast, by a part of lot 99 and lot 98-64 and to the northeast, by lot 189-29 (Blvd. Ste Thérèse Ouest).

Fiches Roll	Noms des propriétaires Name of owners	Lots et cadastre Lots and cadastre
5-1081	Entreprises Bella Inc	189P.

Un certain emplacement ayant une superficie totale de 8.0 arpents et borné comme suit: au sud-est, par le lot 189-3 et la Côte Sud (front); au nord-est, par le lot 189-31 (Boul. Ste Thérèse Ouest); au nord-ouest, par une partie du lot 582 près de la Rivière aux Chiens et au sud-ouest, par une partie du lot 187, et les lots 189-4 et 189-3.

A certain emplacement with a total area of 8.0 arpents and bounded to the southeast, by lot 189-3 and the Côte Sud (front); to the northeast, by lot 189-31 (Blvd. Ste Thérèse Ouest); to the northwest, by a part of lot 582 near the Rivière aux Chiens and to the southwest by a part of lot 187 and lots 189-4 and 189-3.

6-7	Real Jacob	108P.

Un certain emplacement ayant 50 pieds de largeur par 60 pieds de profondeur avec une superficie totale de 3,000 pieds carrés et borné comme suit: au nord-ouest, par une partie du lot 108 appartenant à C. E. Turcotte ou représentant; au sud-est, par une partie du lot 108 appartenant à Mme Flore Brisson Bolduc ou représentant; au nord-est, par une partie du lot 108 appartenant à Mme Flore Brisson Bolduc ou représentant et au sud-ouest, par la rue Principale.

A certain emplacement measuring 50 feet width by 60feet of depth with a total area of 3,000 square feet and bounded to the northwest, by a part of lot 108 belong to C. E. Turcotte or representative; to the southeast, by a part of lot 108 belonging to Mrs. Flore Brisson Bolduc or representative; to the northeast, by a part of lot 108 belonging to Mrs. Flore Brisson Bolduc or representative and to the southwest, by the Principale Street.

6-206	Donald Walker	117-28.
6-207	Donald Walker	117-29.
6-230	Donald Walker	117-52.
6-341	Armand De Grandpré	123-26.
6-342	Armand De Grandpré	123-27.
6-451	Nova Masse	124-28 et-and 123-133.
6-452	Nova Masse	124-29 et-and 123-134.
6-502	Juliette Gagnon Lessard	123-73.
6-513	Jean-Paul Imbeault	124-84.
9-64	Charles Einser	166-52.
9-65	Charles Einser	166-53.
9-66	Charles Einser	166-54.
9-71	Paul E. Vander Borchs	166-59.
9-72	Paul E. Vander Borchs	166-60.
9-73	Paul E. Vander Borchs	166-61.
9-74	Paul E. Vander Borchs	166-62.
9-364	Michael Samuel	175-128.
9-365	Michael Samuel	175-129.
9-366	Michael Samuel	175-130.
9-367	Michael Samuel	175-131.
9-368	Michael Samuel	175-132.
9-369	Michael Samuel	175-133.
9-370	Michael Samuel	175-134.
9-376	Shapiro Isadore	175-140.
9-377	Shapiro Isadore	175-141.
9-555	Donald Massad	175-322.
9-556	Donald Massad	175-323.
9-557	Donald Massad	175-324.
9-558	Donald Massad	175-325.
9-559	Donald Massad	175-326.
9-560	Donald Massad	175-327.
9-561	Donald Massad	175-328.
9-562	Donald Massad	175-329.
9-597	Michael Samuel	175-364.
9-598	Michael Samuel	175-365.
9-599	Michael Samuel	175-366.
9-600	Michael Samuel	175-367
9-601	Michael Samuel	175-368.
9-602	Michael Samuel	175-369.
9-603	Michael Samuel	175-370.
9-604	Michael Samuel	175-371.
9-611	Donald Massad	175-378.
9-612	Donald Massad	175-379.

Les immeubles ci-haut mentionnés font partie du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, division d'enregistrement de Terrebonne et situés dans la ville de Sainte-Thérèse-Ouest.

Ladite vente sera en outre faite avec tous les droits de subrogation, toutes les servitudes actives ou passives apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Donné en la ville de Sainte-Thérèse-Ouest, ce vingt-deuxième jour du mois de février 1971.

Le secrétaire-trésorier,
ROSAIRE G. BRISSON.

38952-10-2-o

The above mentioned immovables are from the official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, Terrebonne registration division, and situated in the town of Sainte-Thérèse Ouest.

The said sale will be made with all subrogation rights, and all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said immovables.

Given at the town of Sainte-Thérèse Ouest, this twenty-second day of February 1971.

ROSAIRE BRISSON,
Secretary-Treasurer.

38952-10-2-o

Ville de La Prairie

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la ville de La Prairie, que les immeubles ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville de la ville de La Prairie, 600, boulevard Ste-Élisabeth, dans la ville de La Prairie, MARDI, le TRENTIÈME jour du mois de MARS 1971, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec les intérêts et les frais, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

La Commission municipale de Québec, par décision en date du 19 novembre 1970, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550 (S.R.Q. 1964, chapitre 193).

Town of La Prairie

Public notice is hereby given by the undersigned, Town Clerk of the town of La Prairie, that the immoveables hereinafter described will be sold by public auction, in the Town Hall of the town of La Prairie, 600, St. Elizabeth Boulevard, in the town of La Prairies, on TUESDAY, the THIRTIETH day of the month of MARCH 1971, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, with interests and costs, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

The Québec Municipal Commission, by a decision dated November 19, 1970, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of article 550 of the Cities and Towns Act (S.R.Q. 1964, chapter 193).

Paroisse de Laprairie-de-la-Madeleine — Parish of Laprairie-of-the-Magdeleine

Rôle Roll	Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre	Subdivision
64–177	Gianfranco Baruzzo A. Piccoli	492	213.
18–558	Brosseau, Louis	459	
64–80	Busits Francisco Opits	492	85.
64–81	Busits Francisco Opits	492	86.
64–64	Paolo Carlo Capra	492	69.
64–77	Antonio Francese Cattarino	492	82.
23–5	Coopérative d'Habitation du comté de-of county of Laprairie	673	1019.
24–12	Coopérative d'Habitation du comté de-of county of Laprairie	673	1195.
10–501	Coopérative d'Habitation du comté de-of county of Laprairie	673	1143.
64–65	DaFonseca Torres Antonio	492	70.
64–76	DaFonseca Torres Antonio	492	81.
64–70	Manuel De Abren Pereira	492	75.
64–75	De Freitas Antonio	492	80.
23–511	Desmarais Jules	673	622.
64–63	De Sousa Agosthino Nunez	492	68.
64–46	Di Palma Guido	539	61.
64–73	Gastaldo Mlle-Miss Guilia	492	78.
44–31–1	Georges Gibeault	673	794.
44–31–1	Georges Gibeault	673	793.
67–2	Gérald Girard	540	11.
21–501	Marcel Guérin et-and Lionel Tremblay	673	254.
21–501	Marcel Guérin et-and Lionel Tremblay	673	255.
66–37	Ramiro Vieiravalente Vieira	539	P-52.
66–36	Valente Manuel Vieira	539	P-51.
66–39	Diaz Jose Joad	539	54.
66–38	Diaz Jose Joad	539	P-53.
66–35	Peto Matusiva	539	P-50.
32–500	St-Louis Products Limited	673	184, 186, 188, 190, 192, 194, 196, 198.
23–10	Longtin, Gérard	673	737.
58–505	Hamelin, Jean-Yves	673	449.
64–78	Ibarmia Santiago	492	83.
41–15	Lamarche, Victor	673	1032.
41–16	Lamarche, Victor	673	1031.
41–17	Lamarche, Victor	673	1030.
4–26	Lefebvre, Maurice	555	142.
4–523	Lefebvre, Maurice	555	203.
64–169	Lesage, Henri	492	205.
64–170	Lesage, Henri	492	206.
64–184	Maccan, Andretta Antonio	492	220.
64–29	Masse, Antoine	492	34.
64–30	Masse, Antoine	492	33.
66–42	Milheiro Oliveira Casimiro	539	57.
66–45	Montoni Renato	539	60.
66–51	Nunez Juan Del Castillo	539	66.

Paroisse de Laprairie-de-la-Madeleine (*suite*) — Parish of Laprairie-of-the-Magdeleine (*continued*)

Rôle Roll	Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre	Subdivision
46–16	Perron, Gilles	673	136.
64–178	Piccoli Aurelio	492	214.
64–155	Salomon, Alfred	492	191.
64–156	Salomon, Alfred	492	192.
64–157	Salomon, Alfred	492	193.
19–4	Senécal, Lucien	304	264.
19–4	Senécal, Lucien	304	265.
19–4	Senécal, Lucien	304	266.
19–4	Senécal, Lucien	304	267.
60–13	Senécal, Lucien	549	8.
5–500	Senécal, Lucien	549	2-12.
64–79	Trucillo Emilio & Sofia de Trucillo	492	84.
44–541	Guérin, Marcel	P. 673 et-and 673	264.

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot entier numéro 673-264 et une partie du lot 673 tous du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot P-673. Borné au nord-ouest par le boul. Ste-Elisabeth, au nord-est par la rue Lanctôt, au sud-ouest par une autre partie du lot 673, au sud-est par le lot 673-264, mesurant dans sa ligne nord-ouest environ quatre-vingt-quatre pieds (84′), dans sa ligne nord-est environ dix-neuf pieds (19′), dans sa ligne sud-ouest environ neuf pieds (9′), dans sa ligne sud-est quatre-vingt-trois pieds (83′).

An immoveable known and designated as being the whole lot number 673-264 and a part of lot 673, both of the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot P-673. Bounded towards the northwest by St. Elizabeth Boulevard, towards the northeast by Lanctôt Street, towards the southwest by another part of lot 673, towards the southeast by lot 673-264, measuring on its northwest line eighty-four feet (84′) more or less, on its northeast line nineteen (19′) feet more or less, on its southwest line nine (9′) feet more or less, on its southeast line eighty-three (83′) feet.

23–12	Longtin, Gérard	673	734.
23–12	Longtin, Gérard	P. 673	767.

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot entier numéro 673-734 et une partie du lot 673-767 tous du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 673-767. Borné au nord par le lot 673-734, au sud par le résidu dudit lot 673-767, à l'ouest par le lot 673-799, étant la rue Rouillier, à l'est par une autre partie dudit lot 673-767, mesurant dans ses lignes est et ouest, trente-deux pieds (32′) dans ses lignes sud et nord, soixante-quinze pieds (75′).

An immoveable known and designated as being the whole lot number 673-734 and a part of lot 673-767, both of the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 673-767. Bounded towards the north by lot 673-734, towards the south by the remainder of said lot 673-767, towards the west by lot 673-799, being Rouillier Street, towards the east by another part of said lot 673-767, measuring on its east and west lines thirty-two (32′) feet, on its south and north lines seventy-five (75′) feet.

33–504	Longtin, Alcide	673	393.
33–504	Longtin, Alcide	P. 673	395.

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot entier numéro 673-393 et une partie du lot 673-395 tous du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 673-395. Borné au nord-est par une partie du lot 673-396, au sud-ouest par la rue Longtin, au sud-est par le lot 673-393, au nord-ouest par une autre partie dudit lot 673-393, mesurant dans ses lignes sud, ouest et nord-est, vingt et un pieds (21′), dans ses lignes nord-ouest et sud-est, quarante-sept pieds et trois dixièmes (47.3′).

An immoveable known and designated as being the whole lot number 673-393 and a part of lot 673-395, both on the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 673-395. Bounded towards the northeast by a part of lot 673-396, towards the southwest by Longtin Street, towards the southeast by lot 673-393, towards the northwest by another part of said lot 673-393, measuring on its southwest and northeast lines twenty-one (21′) feet, on its northwest and southeast lines forty-seven feet and three tenths (47.3′).

27–12	Marion, Laurier	P. 469	

Un immeuble connu et désigné comme étant une partie du lot 469 du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 469. Borné au nord-ouest par une partie du lot 469, au sud-est par le chemin public (La Bataille Nord), au nord-est par une partie du lot 469, au sud-ouest par une partie du lot 470, mesurant dans sa ligne nord-ouest, soixante-cinq pieds et huit dixièmes (65.8′) dans sa ligne nord-est soixante dix-neuf pieds et cinquante-huit centièmes, (79.58′) dans sa ligne sud-est cent un pieds et un dixième (101.1′) dans sa ligne sud-ouest quatre-vingt-dix-neuf pieds et un dixième (99.1′).

An immoveable known and designated as being part of lot 469 on the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 469. Bounded towards the northwest by part of lot 469, towards the southeast by the public road (La Bataille Nord), towards the northeast by a part of lot 469, towards the southwest by a part of lot 470, measuring on its northeast line seventy-nine feet and fifty-eight hundredths (79.58′), on its southeast line one hundred and one feet and one tenth (101.1′) on its southwest line ninety-nine feet and one tenth (99.1′).

19–1	Senécal, Lucien	304	248-7.
19–1	Senécal, Lucien	P. 304	248-8.

Un emplacement vague connu et désigné comme étant le lot entier numéro 304-248-7 et une partie du lot 304-248-8 tous du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 304-248-8. Borné au sud-est par la Fournier, au nord-ouest par une partie du lot 304, au nord-est par le résidu dudit lot 304-248-8, au sud-ouest par le lot 304-248-7, mesurant dans ses lignes sud-est et nord-ouest, quarante pieds (40′), dans ses lignes nord-est et sud-ouest, cent un

A vague emplacement known and designated as being the whole lot number 304-248-7 and a part of lot 304-248-8, both on the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 304-248-8. Bounded towards the southeast by Fournier Street, towards the northwest by a part of lot 304, towards the northeast by the remainder of said lot 304-248-8, towards the southwest by lot 304-248-7, measuring on its southeast and northwest lines forty feet (40′), on its northeast

Paroisse de Laprairie-de-la-Madeleine (*suite*) — Parish of Laprairie-fo-the-Magdeleine (*continued*)

Rôle / Roll	Noms des propriétaires / Names of proprietors	Cadastre	Subdivision

pieds et neuf dixièmes (101.9′).

and southwest lines one hundred and one feet and nine tenths (101.9′).

19-504	Senécal, Lucien	P. 304	258.
19-504	Senécal, Lucien	304	259.
19-504	Senécal, Lucien	304	260.

Un emplacement vague connu et désigné comme étant les lots entiers numéros 304-259 et 304-260 et une partie du lot 304-258 tous du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 304-258. Borné au nord-ouest par la rue Fournier, au sud-est par le lot 304-255, au sud-ouest par le résidu dudit lot 304-258, au nord-est par le lot 304-259, mesurant dans ses lignes nord-ouest et sud-est, quinze pieds et trois dixièmes (15.3′) dans ses lignes sud-ouest et nord-est cent pieds (100′).

A vague emplacement known and designated as being the whole lots numbers 304-259 and 304-260 and a part of lot 304-258, all on the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 304-258. Bounded towards the northwest by Fournier Street, towards the southeast by lot 304-255, towards the southwest by the remainder of said lot 304-258, towards the northeast by lot 304-259, measuring on its northwest and southeast lines fifteen feet and three tenths (15.3′), on its southwest and northeast lines one hundred feet (100′).

59-2	Senécal, Lucien	P. 549	2-10.
59-2	Senécal, Lucien	P. 549	2-11.

Un emplacement vague connu et désigné comme étant une partie du lot 549-2-10 et 549-2-11, tous du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 549-2-10. Borné au nord par la route provinciale, à l'ouest par la rue Cloutier, au sud par une partie du lot 549-2-12, à l'est par une partie du lot 549-2-11, mesurant dans sa ligne nord cinquante et un pieds et huit dixièmes (51.8′) dans sa ligne ouest, trente-cinq pieds et trois dixièmes (35.3′) dans sa ligne sud, cinquante pieds (50.0′), dans sa ligne est, quarante-quatre pieds et huit dixièmes (44.8′). Partie du lot 549-2-11. Borné au nord par la route provinciale, à l'ouest par une partie du lot 549-2-10, au sud par une partie du lot 549-2-12, à l'est par une partie du lot 549-3, mesurant dans sa ligne nord, cinquante pieds et sept dixièmes (50.7′), dans sa ligne ouest, cinquante-cinq pieds et deux dixièmes (55.2′), dans sa ligne sud, cinquante pieds (50.0′) dans sa ligne est, soixante-dix pieds et cinq dixièmes (70.5′).

A vague emplacement known and designated as being part of lot 549-2-10 and 549-2-11, both on the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 549-2-10. Bounded towards the north by the provincial highway, towards the west by Cloutier Street, towards the south by a part of lot 549-2-12, towards the east by a part of lot 549-2-11, measuring on its north line fifty-one feet and eight tenths (51.8′), in its west line thirty-five feet and three tenths (35.3′), in its south line fifty feet (50.0′), in its east line forty-four feet and eight tenths (44.8′).

Part of lot 549-2-11. Bounded towards the north by the provincial highway, towards the west by part of lot 549-2-10, towards the south by part of lot 549-2-12, towards the east by part of lot 549-3, measuring in its north line fifty feet and seven tenths (50.7′), in its west line fifty-five feet and two tenths (55.2′), in its south line fifty feet (50.0′), in its east line seventy feet and five tenths (70.5′).

44-547	Senopo Corporation Limited	P. 673	822.
44-547	Senopo Corporation Limited	673	823.
44-547	Senopo Corporation Limited	673	824.
44-547	Senopo Corporation Limited	673	825.
44-547	Senopo Corporation Limited	673	826.

Un immeuble connu et désigné comme étant les lots entiers numéros 673-823 à 673-826 inclusivement et une partie du lot 673-822 tous du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 673-822. Borné au nord-ouest par le boul. Ste-Elisabeth, au sud-est par le droit de passage du C.N., au nord-est par les lots 673-823, 673-824, 673-825, 673-826, au sud-ouest par le résidu dudit lot 673-822, mesurant dans sa ligne nord-ouest, vingt pieds (20.0′) dans sa ligne nord-est, trois cent huit pieds et quatre dixièmes (308.4′), dans sa ligne sud-ouest, trois cent deux pieds et deux dixièmes (302.2′).

An immoveable known and designated as being the whole lots numbers 673-823 to 673-826 inclusively and a part of lot 673-822, all on the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 673-822. Bounded towards the northwest by St. Elizabeth Boulevard, towards the southeast by the right of way of the C.N., towards the northeast by lots 673-823, 673-824, 673-825, 673-826, towards the southwest by the remainder of said lot 673-822, measuring in its northwest line twenty feet (20′), in its northeast line three hundred and eight feet and four tenths (308.4′), in its southwest line three hundred and two feet and two tenths (302.2′).

17-507 The Salessa Corporation Limited ..... P. 377 .....

Un lopin de terre connu et désigné comme étant une partie du lot 377 tous du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 377. Borné à l'ouest par le chemin public (rang Fontarabie), à l'est par une partie du lot 419, par les lots 420, 421, 422, 423, 424 et une partie du lot 425, au nord par les lots 378 et 379, au sud par le lot 376, mesurant dans sa ligne ouest, quatre cent soixante et onze pieds (471′) dans sa ligne ouest, quatre cent soixante-quinze pieds (475′) dans sa ligne sud, cinq mille six cent quatorze pieds (5,614′) dans sa ligne nord, cinq mille six cent huit pieds (5,008′) formant une superficie de soixante et onze arpents carrés et quatre-vingt-seize centièmes (71.96′).

A parcel of land known and designated as being part of lot 377 on the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 377. Bounded towards the west by the public road (Range Fontarabie), towards the east by part of lot 419, by lots 420, 421, 422, 423, 424 and part of lot 425, towards the north by lots 378 and 379, towards the south by lot 376, measuring in its west line four hundred and seventy-one feet (471′), in its west line four hundred and seventy-five feet (475′), in its south line, five thousand six hundred and fourteen feet (5614′), in its north line five thousand and eight feet (5008′), forming a superficy of seventy-one square arpents and ninety-six hundredths (71.96).

19-505 Fernand Brosseau ..... P. 304 .....

Deux parcelles de terrain vague et désigné comme étant des parties du lot 304 du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-

Two vague parcels of land known and designated as being parts of lot 304 on the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-

Magdeleine. Première parcelle de forme triangulaire, partie du lot 304. Borné à l'ouest par la rue Fournier, au sud-ouest par le lot 304-260, au nord-ouest par une partie du lot 304, mesurant dans sa ligne sud-ouest soixante-trois pieds et quatre dixièmes (63.4′), dans sa ligne ouest vingt-cinq pieds et deux dixièmes (25.2′), formant une superficie de sept cent quatre-vingt-dix-huit pieds carrés et quatre-vingt-quatre centièmes (798.84 pi. car.).

Deuxième parcelle de forme triangulaire. Borné à l'ouest par la rue Notre-Dame, au sud-ouest par le lot 304-252, au nord-est par une partie du lot 304, mesurant dans sa ligne sud-ouest, vingt-neuf pieds et sept dixièmes (29.7′), dans sa ligne ouest, onze pieds et huit dixièmes (11.8′), formant une superficie de trois cent cinquante pieds carrés et six centièmes (350.46 pi. car.).

Magdeleine. First parcel of triangular shape. Part of lot 304. Bounded towards the west by Fournier Street, towards the southwest by lot 304-260, towards the northeast by part of lot 304, measuring in its southwest line sixty-three feet and four tenths (63.4′), in its west line twenty-five feet and two tenths (25.2′), forming a superficy of seven hundred and ninety-eight square feet and eighty-four hundredths (798.84 sq. ft.).

Second parcel of triangular shape. Bounded towards the west by Notre-Dame Street, towards the southwest by lot 304-252, towards the northeast by part of lot 304, measuring in its southwest line twenty-nine feet and seven tenths (29.7′), in its west line eleven feet and eight tenths (11.8′), forming a superficy of three hundred and fifty square feet and forty-six hundredths (350.46 sq. ft.).

Paroisse de Laprairie-de-la-Madeleine (*suite*) — Parish of Laprairie-of-the-Magdeleine (*continued*)

Rôle / Roll	Noms des propriétaires / Names of proprietors	Cadastre	Subdivision
60-18	Miron, Adrien	P. 555	

Un terrain vague connu et désigné comme étant une partie du lot 555 tous du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 555. Borné au nord-ouest par le fleuve St-Laurent, au sud-est par l'ancienne route No 3, au nord-est par le lot 554-2, au sud-ouest par le lot 555-320, mesurant dans sa ligne sud-est, cent pieds (100′), dans sa ligne nord-est, quarante-trois pieds et trois dixièmes (43.3′), dans sa ligne sud-ouest, quarante-quatre pieds et six dixièmes (44.6′).

A vague parcel of land knwon and designated as being part of lot 555 on the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 555. Bounded towards the northwest by the St. Lawrence River, towards the southeast by former road No. 3, towards the northeast by lot 554-2, towards the southwest by the lot 555-320, measuring in its southeast line one hundred feet (100′), in its northeast line forty-three feet and three tenths (43.3′), in its southwest line forty-four feet and six tenths (44.6′).

60-518	Miron, Adrien	P. 555	
60-518	Miron, Adrien	P. 555	243.

Un terrain vague connu et désigné comme étant une partie du lot 555 et une partie de la rue non ouverte portant le numéro 555-243, du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 555 et 555-243 rue. Décrit comme suit: Partant d'un point A, de la ligne A-B en direction sud, mesure quatre cent quatre-vingt-douze pieds et quatre dixièmes (492.4′), de là la ligne B-C, en direction nord-ouest, mesure neuf cent cinquante-trois pieds et sept dixièmes (953.7′), delà la ligne C-D-N, formant un angle de soixante-dix-neuf degrés et cinquante-sept minutes (79°57′) en direction sud-est, mesure deux cent soixante-cinq pieds et cinq dixièmes (265.5′), delà la ligne N-O, en direction nord-ouest, mesure cent neuf pieds et huit dixièmes (109.8′), delà la ligne O-F, en direction est, mesure quarante-six pieds et quatre-vingt-sept centièmes (46.87′) pour la première section et quatre-vingt-dix-neuf pieds et trois dixièmes pour l'autre partie, delà la ligne F-G, en direction sud-est, mesure trente-quatre pieds et neuf dixièmes (34.9′) delà la ligne G-H, en direction nord-est, mesure quarante-neuf pieds (49′), delà la ligne H-K, en direction est, mesure dix-neuf pieds et sept dixièmes (19.7′), delà la ligne K-L, en direction sud-est, mesure cent deux pieds et quatre-vingt-treize centièmes (102.93′), delà la ligne L-M, formant un angle de cent soixante-dix-huit degrés et quarante-sept minutes (178°47′), mesure cent dix-neuf pieds et quarante et un centième (119.41′), delà la ligne M-A, en direction sud-est, mesure quatre cent quatre-vingt-dix-neuf pieds et six dixièmes (499.6′), la description ci-haut inclus la partie de la rue 555-243 le tout ayant une superficie totale de trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille cent quatre-vingt et un pieds carrés et deux dixièmes (399.181.2 pi. car.). La partie de rue portant le numéro 555-243 est située à l'est de la partie du lot 555 plus haut décrite et mesure dans sa ligne est quatre cent quatre-vingt-dix-neuf pieds et six dixièmes (499.6′), dans sa ligne ouest cinq cent onze pieds et cinq dixièmes (511.5′), dans sa ligne nord-ouest, vingt-cinq pieds et vingt-huit centièmes, formant une superficie de douze mille six cent soixante-neuf pieds carrés et sept dixièmes (12,669.7 pi. car.)

A vague parcel of land known and designated as being part of lot 555 and a part of the non-opened street bearing the number 555-243 on the cadastre of the Parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 555 and street 555-243. Described as follows: Starting from point A of line A-B, line A-B going south measures four hundred and ninety-two feet and four tenths (492.4′), thence line B-C going northwest measures nine hundred and fifty-three feet and seven tenths (953.7′), thence line C-D-N forming an angle of seventy-nine degrees and fifty-seven minutes (79°57′) going southeast measures two hundred and sixty-five feet and five tenths (265.5′) thence line N-O going northwest measures one hundred and nine feet and eight tenths (109.8′), thence line O-F going east measures forty-six feet and eighty-seven hundredths (46.87′) for the first section and ninety-nine feet and three tenths (99.3′) for the other section, thence line G-F going northeast measures forty-nine feet (49′), thence line H-K going east measures nineteen feet and seven tenths (19.7′), thence line K-L going southeast measures one hundred and two feet and ninety-three hundredths (102.93′), thence line L-M, forming an angle of one hundred and seventy-eight degrees and forty-seven minutes (178°47′) measures one hundred and nineteen feet and forty-one hundredths (119.41′) thence line M-A going southeast measures four hundred and ninety-nine feet and six tenths (499.6′). The above description includes the part of street 555-243, the whole forming a superficy of three hundred and ninety-nine thousand one hundred and eighty-one square feet and two tenths (399,181.2 sq. ft.) The part of the street bearing the number 555-243 is situated towards the east of part of lot 555 above described and measures in its east line four hundred and ninety-nine feet and six tenths (499.6′), in its west line five hundred and eleven feet and five tenths (511.5′), in its northwest line twenty-five feet and twenty-eight hundredths (25.28′), forming a superficy of twelve thousand six hundred and sixty-nine square feet and seven tenths (12,669.7 sq. ft.).

Paroisse de Laprairie-de-la-Madeleine (*suite*) — Parish of Laprairie-of-the-Magdeleine (*continued*)

Rôle Roll	Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre	Subdivision
17–4	Ellisbert Rosenthal Irving	P. 346	

Un lopin de terre connu et désigné comme étant une partie du lot 346 tous du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 346. Borné à l'est par une partie du lot 344, à l'ouest par une partie du lot 347, au sud par le lot 670, formant une superficie de huit arpents carrés et vingt-quatre centièmes (8.24 arp. car.).

A parcel of land known and designated as being part of lot 346 on the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 346. Bounded towards the east by part of lot 344, towards the west by part of lot 347, towards the south by lot 670, forming a superficy of eight square arpents and twenty-four hundredths (8.24 sq. arp.).

46–2	St-Louis Products Limited	P. 673	183.	
46–2	St-Louis Products Limited	673	184 à-to 197-incl.	

Un terrain vague connu et désigné comme étant les lots entiers numéros 673-184 à 673-197 inclusivement et une partie du lot 673-183 tous du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 673-183. Borné au sud-est par le lot 673-182 rue Notre-Dame et le résidu dudit lot 673-183, au sud-ouest par le lot 673-184, au nord-ouest par le lot 673-185, au nord-est par la rue St-Henri, mesurant dans sa ligne nord-est trente et un pieds et cinq dixièmes (31.5′), et trente-cinq pieds (35′), dans sa ligne nord-ouest cent trente-cinq pieds (135′), dans sa ligne sud-est cent dix pieds (110′) et vingt-cinq pieds (25′), dans sa ligne sud-ouest soixante-six pieds et cinq dixièmes (66.5′).

A vague piece of land known and designated as being the whole lots numbers 673-184 to 673-197 inclusively and a part of lot 673-183, all on the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 673-183. Bounded towards the southeast by lot 673-182 Notre-Dame Street and the remainder of said lot 673-183, towards the southwest by lot 673-184, towards the northwest by lot 673-185, towards the northeast by St-Henri Street, measuring in its northeast line thirty-one feet and five tenths (31.5′) and thirty-five feet (35′) and in its northwest line one hundred and thirty-five feet (135′), in its southeast line one hundred and ten feet (110′), and twenty-five feet (25′), in its southwest line sixty-six feet and five tenths (66.5′).

Village incorporé de La Prairie — Village incorporated of La Prairie

43–504	Brisson, Sébastien	256	1.
46–512	H & R Construction	302	3.
46–513	H & R Construction	302	4.
46–514	H & R Construction	302	5.
46–515	H & R Construction	302	6.
46–516	H & R Construction	302	7.
35–503	H & R Construction	296 et-and 302	1.
55–7	H & R Construction	296	2.
55–8	H & R Construction	296	3.
46–511	H & R Construction	302	2.
55–15	Lefebvre, Maurice	293	2.
42–513	Lefebvre, Maurice	293	3.
56–506	St-Louis Products Limited	179	

Un bâtiment connu et désigné comme portant le numéro civique 455 rue St-Philippe, à La Prairie, érigé sur une partie du lot 179.

An immoveable known and designated bearing civic number 455 St. Philippe Street at La Prairie erected on lot part 179.

54–10	Lamarche, Victor	P. 86	

Un immeuble connu et désigné comme étant une partie du lot 86 du cadastre officiel du Village Incorporé de La Prairie. Partie du lot 86. Borné au sud-est par la rue Ste-Marie, au nord par le résidu du lot 86, au sud par le lot 87, ayant une superficie de deux mille quatre cent trente et un pieds carrés (2,431 pi. car.), mesures anglaises.

An immoveable known and designated as being part of lot 86 on the official cadastre of the Village Incorporé de La Prairie. Part of lot 86. Bounded towards the southeast by Ste-Marie Street, towards the north by the remainder of lot 86, towards the south by lot 87, forming a superficy of two thousand four hundred and thirty-one square feet (2,431 sq. ft.), English measure.

45–14	Brisson, Sébastien	P. 247	5.

Un immeuble connu et désigné comme étant une partie du lot 247-5 du cadastre officiel du Village Incorporé de La Prairie. Partie du lot 247-5. Borné au nord-est par la rue St-Georges, au sud-ouest par le lot 256-3, au sud-est par la rue Notre-Dame, au nord-ouest par le résidu dudit lot 247-5, mesurant dans sa ligne nord-est, quarante-six pieds et soixante-sept centièmes (46.67′), dans sa ligne sud-ouest, quarante-dix pieds et huit centièmes (46.08′), dans ses lignes sud-est et nord-ouest, quatre-vingt-dix-sept pieds (97′).

An immoveable known and designated as being part of lot 247-5 on the official cadastre of the Village Incorporé de La Prairie. Part of lot 247-5. Bounded towards the northeast by St-Georges Street, towards the southwest by lot 256-3, towards the southeast by Notre-Dame Street towards the northwest by the remainder of said lot 247-5, measuring in its northeast line forty-six feet and sixty-seven hundredths (46.67′), in its southwest line forty-six feet and eight hundredths (46.08′), in its southeast and northwest lines ninety-seven feet (97′).

Prenez avis de plus, que dans le cas où les immeubles ci-haut mentionnés contiennent des bâtisses ou dépendances dessus construites, la vente de ces immeubles pour taxes aura lieu avec l'ensemble des bâtisses et dépendances dessus construites.

Donné à La Prairie, ce vingt-sixième jour de février 1971.

Le greffier,
LÉOPOLD PELADEAU.

39017-10-2-o

Notice is also given that, in the case the immoveables mentioned in the hereinabove statement have buildings thereon erected, the sale of these immoveables for non payment of taxes shall include the buildings thereon erected.

Given at La Prairie, this twenty-sixth day of February 1971.

LÉOPOLD PELADEAU,
Town Clerk.

39017-10-2-o

Cité de Roberval

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, greffier de cette municipalité, que les propriétés ci-après décrites seront vendues aux enchères, à l'Hôtel de Ville de Roberval, le TREIZIÈME jour d'AVRIL 1971, à DIX heures du matin pour les taxes municipales et scolaires, avec les intérêts et dus tels que mentionnés ci-après, à moins que ces taxes plus les intérêts, ainsi que les frais ne soient acquittés avant la date de la vente à l'enchère.

City of Roberval

Public notice is hereby given by the undersigned Town Clerk, of the city of Roberval, that the properties hereinafter mentioned will be sold by public auction at the Town Hall of Roberval, the THIRTEENTH day of APRIL, 1971, at TEN o'clock a.m. for unpaid municipal and school taxes, as listed hereafter, plus accrued interest and costs, unless said taxes, interest and costs have been paid before the sale.

Nom et Prénoms Name and Surnames	Adresse Address	No cadastre	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scolaires School taxes
Caron, Léo	134, Gagné, Roberval	P. 235, P. 59 Rg. B, village de Roverval	$ 358.79	$ 288.46
Couture, Roland	791, Marcotte, Roberval	64-30-31 Rg. B, canton Roberval P. 138-15-16, village de-of Roberval	231.88	312.69
Desbiens, Roland	576, Simard, Roberval	59-24 Rg. B, canton Roberval	108.75	155.74
Grenier, Fernand	635, St-Joseph, Roberval	179-1-2, 180-2, 181-1, 182-1, 183-1, village de-of Roberval	785.57	1,406.17
Guay, Albéric	709, Lavallée, Roberval	P. 63 Rg. B, canton Roberval	146.05	205.78
Guay, Majoric	133, Auger, Roberval	55-12, 271-48, village de-of Roberval	72.03	346.60
Guay, Majoric	133, Auger, Roberval	55-11, P. 271-48, village de-of Roberval	781.55	776.28
Guay, Mme Rock	70, Gagné, Roberval	55-13, P. 235, village de-of Roberval	165.83	54.08
Les Entreprises Belley	78, Ménard, Roberval	P. 9, village de-of Roberval	94.80	27.90
Les Immeubles Berlam	887, St-Joseph, Roberval	P. 69-70, village de-of Roberval	221.73	2,095.15
Laroche, Claude	544, Bouchard, Roberval	64-177 Rg. B, canton Roberval	489.50	389.56
Lizotte, Benoit	74, Ste-Angèle, Roberval	P. 171-172, village de-of-Roberval	363.39	276.18
Murphy, Oil	716, Blvd. Marcotte, Roberval		118.84	
Parent, Paul-Émile	788, Scott, Roberval	P. 120, 121, 119, village de-of Roberval	133.40	258.58
Villeneuve, Léopold	816, St-Jean, Roberval	138-65, village de-of Roberval	191.95	226.69

Les propriétés ci-dessus décrites sont sur le plan de la cité de Roberval.

Les acheteurs devront payer comptant ou par chèque certifié, immédiatement après la vente.

Donné en la cité de Roberval, ce 8e jour de mars 1971.

(Sceau)
Le greffier,
BENOIT HARVEY.

39109-11-2-o

The above properties are on the official plan of the city of Roberval.

The purchaser must pay in cash or by certified cheque immediately after the sale.

Given at the city of Roberval, this 8th day of March, 1971.

(Seal)
BENOIT HARVEY,
Town Clerk.

39109-11-2-o

Municipalité du comté de Pontiac

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Arthur Labelle, secrétaire-trésorier du conseil du comté de Pontiac, que les terrains ci-après décrits seront vendus à l'enchère public, à l'édifice du comté, Campbells Bay, Québec, JEUDI, le TREIZIÈME jour de MAI, 1971 à DIX heures de l'avant-midi, pour les cotisations et frais dus aux municipalités ci-après men-

Municipality of the County of Pontiac

Public notice is hereby given by Arthur Labelle, Secretary-Treasurer of the municipality of the county of Pontiac, that the lands hereinafter mentioned will be sold by public auction at the County Building Campbells Bay, Québec, on THURSDAY, the THIRTEENTH day of MAY, 1971, at the hour of TEN o'clock in the forenoon, for the assessments and costs

tionnées, à moins que lesdites taxes et frais encourus ne soient payés avant le jour fixé pour la vente.

due the municipalities hereinafter described, unless they be paid to me with costs incurred, before the day fixed for the sale.

Municipalité du canton de Aldfield — Municipality of the township of Aldfield

Nom sur rôle Name of Roll	Superficies Area	No du lot Lot No.	Rang Range	Taxes municip. Municip. taxes	Taxes scolaires School taxes	Total
Ballantyne, Roy	¼ acre	P. 44	1	$ 59.50		$ 59.50
Benoit, Gérard	¼ acre	P. 11	E	12.00	$ 57.56	69.56
Beaudoin, Ligouri	50′ x 100′	P. 15-B	2	4.00	32.32	36.32
Chartrand, Albert	30 acres	P. 9-10D	E	6.00	27.00	33.00
Chartrand, Zéphrin	50 acres	22-A	O.-W.		9.78	9.78
Chartrand, Zéphrin	50 acres	23-A	O.-W.		9.78	9.78
Chartrand, Zéphrin	50 acres	24-A	O.-W.		9.78	9.78
Chartrand, Zéphrin	50 acres	25-A	O.-W.		9.78	9.78
Clairoux, Germain	80′ x 100′	P. 19	1	30.00	143.06	173.06
Draper, Irvin	75′ x 100′	P. 10-B	E	20.00	39.12	59.12
Deschamp Roland	100′ x 100′	P. 9-B	E		85.56	85.56
Gagné, Robert	75′ x 80′	P. 5	7	56.00		56.00
Gonzolez, William	100′ x 100′	P. 9	3	8.00	19.56	27.56
Gravelle, Willie	50′ x 100′	P. 2	E	45.00	105.06	150.06
Gingras, Conrad	100′ x 100′	P. 10-B	E	4.00	47.69	51.69
Hurtibse, Mme-Mrs. Gérard	¼ acre	P. 5	6	166.50	273.00	439.50
Laurin, Gaston	50′ x 100′	P. 14-B	2	8.00	47.13	55.13
Larocque, Damas	50 acres	34-B	4	6.00	13.50	19.50
Larocque, Damas		33	4	51.50	112.08	163.58
Lenoi, Gui	100′ x 100′	P. 3	8	64.75	168.00	232.75
Latour, Doris	100′ x 100′	P. 3	8		136.00	136.00
Lachance, Hubert	¼ acre	P. 6	8	48.75	84.00	132.75
Meilleur, Robert		P. 20	1			
Meilleur, Robert	100′ x 100′	P. 7-B	E	20.00	90.56	110.56
Myre, René	80′ x 100′	P. 5	7	48.75	126.00	174.75
Patry, Ovila	50′ x 100′	P. 14-B	2	12.75	38.76	51.51
Poirier, André	¼ acre	P. 10-D	E	12.75		12.75
Racine, Mme-Mrs. Gérard	50 acres	A. N (A-N)	1			
Racine, Mme-Mrs. Gérard	100 acres	1	1	18.75	42.56	61.31
Robillard, Léopold	¼ acre	P. 34	4		81.56	81.56
Touchette, P. Emile	¼ acre	P. 5	5	39.75	139.50	179.75
Lyman, Norman	¼ acre	P. 6	5	35.62		35.62
Lyman, Norman	¼ acre	P. 6	5	35.62		35.62
Viau, Paul	50′ x 100′	P. 15-B	2	12.00		12.00
Lepage, Paul	50′ x 100′	P. 14-B	2	12.00		12.00
Chartrand, Albert		20 (Approv.)	2	36.00	162.00	198.00

Municipalité du canton de Alleyn — Municipality of the township of Alleyn

Racine, Mme-Mrs. Anna Clermont	app. 400 acres	46-B, 47-B	1			
		48-A, 48-B	1			
		47, 48	2		$ 215.81	$ 215.81

Municipalité du canton de l'Isle aux Allumettes — Municipality of the township of Allumette Island

Gaudette, Mme-Mrs. Joséphine	1/5 acre	P. 10	W	$ 11.82	$ 16.99	$ 28.81
Grietze, Wasink, Olive, Constance Manzenmayer & Abrah Paul Baerg	app. 1/5 acre	P. 13-B	W		16.99	16.99
Leblanc, Mme-Mrs. Peter Succession-Estate	app. 100 acres	55-B, 56-B	3	32.40	194.67	227.07
Marion, René	Bât. seul.-Bldg only	N. P. 34-A	3	59.06	105.16	164.22
Shaw, Donald	app. 100 acres	22	3			
Shaw, Donald	app. 100 acres	25	3	147.60	426.34	573.94
Turner, Arthur	app. 1/5 acre	P. 40-A	6	30.29	50.99	81.28

Municipalité du canton de l'Isle aux Allumettes Est — Municipality of the township of Allumette Island East

Nom sur rôle Name of Roll	Superficies Area	No du lot Lot No.	Rang Range	Taxes municipales Municipal taxes	Taxes scolaires School taxes	Total
Roberge, John	200′ x 200′	Res. A	8	$ 5.66		$ 5.66

Municipalité du canton de Bristol — Municipality of the township of Bristol

Polk, Roland, succ.-est.		9A-25 9A-26 9A-43 9A-44 9A-45 9A-46	1	$ 20.33		$ 20.33

Municipalité du village de Bryson — Municipality of the village of Bryson

Bryson, succ.-est	8680 p. c.-sq. ft.	23	Litchfield	$ 6.61	$ 18.44	$ 25.05
Dubransky, Tony	3065 p. c.-sq. ft.	201-2	Central	46.34	299.53	345.87
Guitard, Gilles	3065 p. c.-sq. ft.	201-1	Central	138.02	211.10	349.12
Coates, Mme-Mrs. Mary	8680 p. c.-sq. ft.	260	Victoria			
	8680 p. c.-sq. ft.	261	"			
	8680 p. c.-sq. ft.	262	"	36.36	399.80	436.16

Municipalité du canton de Cawood — Municipality of the township of Cawood

Albert, Ronald	app. 1/8 acre	P. 15-B	1	$ 57.29	$ 95.23	$ 152.52

Municipalité du canton de Chichester — Municipality of the township of Chichester

Turner Mme-Mrs. Laura, épouse de-wife of Robert Gagnon	Contrat-Deed #74128	P. 31-A	4	$ 12.00	$ 63.81	$ 75.81

Municipalité du canton de Church — Municipality of the township of Church

Rochon, Royal	100 acres	36	1	$ 3.77	$ 1.20	$ 4.97

Municipalité du canton de Clarendon — Municipality of the township of Clarendon

McDowell, Donald M.	100 acres	24-B	13		$ 157.79	$ 157.79

Municipalité du canton de Clapham — Municipality of the township of Clapham

Collins & Paris	49 acres	O.-W. ½ 14	2	$ 3.93		$ 3.93
Collins & Paris	100 acres	17	1	32.20		32.10
Leach, Victor	50 acres	49-A	4	3.93	$ 8.76	12.69
Leach, Victor	50 acres	49-B	4	20.22	43.80	64.02
Kluke, Mme-Mrs. Emery	150 acres	46-B, 46-A, P. 47	4	28.08	117.50	145.58
Lepack, Frank	200 acres	35, 36-B, 37-B	2	35.98	151.47	187.45
Stewart, Robert	300 acres	7-A, 7-B	3			
Stewart, Robert		8	2		100.98	100.98
St. Aubin, Omer	205 acres	16	1			
St. Aubin, Omer		16-B, 17	2	39.93	167.78	207.71
Kluke, Leonard	app. 1 acre	P. 45-A	3	12.24	26.28	38.52
Kluke, Leonard	200 acres	48, 49	3	16.35	23.87	40.22

Municipalité du canton de Dorion — Municipality of the township of Dorion

Nom sur rôle Name of Roll	Superficies Area	No du lot Lot No.	Rang Range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scolaires School taxes	Total
Rochon, Richard	100 acres	5	6	$ 5.73	$ 3.16	$ 8.89
Rochon, Robert	69 ½′ x 100′	37 P.	8	37.35	24.00	61.35
1. 69 ½′ par 100′ sur une partie du lot 37, rang 8, canton de Dorion, borné comme suit: au nord, Arthur McMillan, au sud propriété de Daniel McMillan, à l'est par le Lac Cayamant, à l'ouest par le Chemin Public, avec bâtisse dessus érigée.		1. 69 ½′ by 100′ on a part of lot 37, range 8, township of Dorion, bounded as follows: on north Arthur McMillan, on south property of Daniel McMillan, to east by lake Cayamant, to the west by the Public Road, with buildings thereon erected.				
Salvail, Réginald	100′ x 64′	37 P.	8	58.15	24.00	82.15
2. 64′ par 100′ sur une partie du lot 37, rang 8, canton de Dorion, borné comme suit: au nord propriété d'Ovila Labelle, au sud propriété de Maurice Villeneuve, à l'est par le lac Cayamant, à l'ouest par un chemin privé avec bâtisse dessus érigée.		2. 64′ by 100′ on a part of lot 37, range 8, township of Dorion, bounded as follows: to the north, property of Ovila Labelle, to south property of Maurice Villeneuve, to the east by Lake Cayamant, to the west by a private road, with buildings erected.				
Chalut, Robert	0.89 acres	71	C	74.87	109.01	183.88
Moore, Hector J.	0.61 acres	30	A	39.05	33.37	72.42
Proulx, Jean M.	0.62 acres	35	A	67.71	54.90	122.61
Hott, Raymond	0.74	15	A	39.99	61.57	101.56

Municipalité du village de Fort Coulonge — Municipality of the village of Fort Coulonge

Gauthier, Mme-Mrs. Lilian		P. 226 (385)		$ 53.46	$ 77.32	$ 130.78

Municipalité du canton de Leslie — Municipality of the township of Leslie

Cougher, Dorwin	app. ¼ acre	P. 38	3	$ 2.18	$ 17.64	$ 19.82
Godin, Mme-Mrs. Eugène	Est-East app. ¼ acre	P. 30-A	2	21.80	84.18	105.98
Lesage & Belasky	100 acres	10-B, 11-B	A	12.24	50.85	63.09
Mayhew, Mac	100 acres	40	3	8.08	27.07	35.15
Mayhew, Mac	100 acres	41	3	8.08	27.08	35.16
Mayhew, Mac	100 acres	42	3	8.10	27.08	35.18
St-Aubin, Moïse	app. ¼ acre	P. 33	2	34.88	134.20	169.08
St. Aubin, Omer	app. ¼ acre	P. 32	2	42.08	117.81	159.89

Municipalité du canton de Litchfield — Municipality of the township of Litchfield

Barrette, Mme-Mrs. Rose		P. 28-A	7	$ 53.65	$ 199.42	$ 253.07
Charlton, Mme-Mrs. Helen		2 P. 27	7	21.78	92.73	114.51
D'Aoust, Philip		P. 28	7	12.27	41.20	53.47
Guilbeault, Reginald		P. 28	7	7.02	23.90	30.92
Holmes, Edward		P. 27	7	13.30	14.49	27.79
Josselin, Pierre		P. 28-B	7	16.56	55.83	72.39
Umberto-Fusco Enterprises		P. 27-Subdiv. non officielle-non-official 43	7	13.16		13.16
Manteau, Georges		P. 28-B	7	17.05	57.69	74.74
Huckabone, Gordon	118 acres	24-B	1	22.26		22.26
Sparling, Lawrence	Bât. seul.-Bldgs only	P. 28-B	7	4.40	37.30	41.70
Paquette, Mme-Mrs. Rena		P. 12-A	1	312.92	1,613.87	1,926.78
Sammon, James		P. 23-A	4	39.30	160.42	199.72

Municipalité du canton de Onslow North — Municipality of the township of Onslow North

Quyon Molybdenite Co.	app. 37 acres	P. 10-A	7	$ 32.31	$ 97.14	$ 129.45

Municipalité du canton de Onslow South — Municipality of the township of Onslow South

Nom sur rôle Name of Roll	Superficies Area	No du lot Lot No.	Rang Range	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scolaires School taxes	Total
Daly, Michael, succ.-est...	50 acres.....	½ O.-W. 13.....	5....	$ 13.90		$ 13.90
Peterson, Brian.....	app. 50′ x 100′.....	P. 27-B.....	4....	66.70		66.70

Municipalité du village de Portage du Port — Municipality of the village of Portage du Port

Marcoux, Clovis.....		140-8, 140-9, 140-10, 140-11, 140-12, 140-13, 140-14, 140-15 Ch. Calumet Rd..		$1,044.43	$ 916.23	$1,960.66
Brinkworth, Howard, Succ.-Est.....		54, rue Church Street.....		7.25	14.36	21.61
Brinkworth, Howard, Succ.-Est.....		99, rue Principale-Main St..		124.07	253.73	377.80
Brinkworth, Howard, Succ. Est.....		100 Principale-Main & Nelson.....		10.89	23.94	34.83
Brinkworth, Howard, Succ.-Est.....		101 rue Nelson Street.....		89.36	186.71	276.07

Municipalité du village de Quyon — Municipality of the village of Quyon

Chevrier, Raymond.....	66′ x 66′.....	P. 310, Ruelle Murdock Lane		$ 94.26	$ 27.81	$ 122.07
Périard, Edmund.....	82′ x 175′.....	P. 341, rue Clarendon Street		491.46	320.40	811.86

Municipalité des Rapides des Joachims — Municipality of the Rapides des Joachims

Beyore, Mme-Mrs. Mable .		186-B, 187.....		$ 182.47	$ 341.00	$ 523.47
Lance, James.....		175.....		78.58	141.37	219.95
Leclerc, Léonard.....		½ 180, 181, 177, 178			74.21	74.21
Madore, Mirld, succ.-est. ..		173.....		80.91	176.00	256.91
Mathias, John.....		P. 131, 105.....		5.29	33.65	38.94
Meilleur, Chris.....		106-1, 108-3, 243-6, 191....		114.74	60.83	175.47
Rousseau, Kelvin.....		197, 197.....		76.87	202.88	279.75
Tait, Ralph R.....		104.....			66.91	66.91

Municipalité du canton de Thorne — Municipality of the township of Thorne

Carrière, R. & Loades H...	¼ acre.....	P. E.....	1....	$ 14.22	$ 135.46	$ 150.18
Leach, Basil.....	½ acre.....	P. 50.....	5....	19.85	18.30	38.15
Martiel, Mme-Mrs. J.....	¼ acre.....	P. 11.....	9....	5.22	22.36	27.58
Leach, Louis Sr.....	app. 1 acre.....	P. 50.....	4....		81.12	81.12
Presley, Elwood.....	75 acres.....	S. ½ 53-A.....				
		P. 53-B, 54.....	5....		57.40	57.40

Commissaires d'écoles de la municipalité de Pontiac (regroupés) — The School Municipality of Pontiac (regrouped)

St. Cyr, Lennox.....	Ile aux-Allumettes E..	P. 28.....	6....	$ 17.85	$ 71.44	$ 89.29
Bowers, Luke.....		P. 30.....	E ...	30.27	123.18	153.45
Thibert, H. & Sullivan Cyril.....	Sheen.....	P. 78.....	4....	11.54	141.14	152.68
Rancourt, Bertrand.....	Mansfield.....	P. 13-40.....	1....	148.29	128.39	276.68
Béchamp, Léo.....		P. 14-4.....	1....	121.21	126.38	247.59
Desjardins, François, succ.-est.....		P. 13-42.....	1....	115.91	64.67	180.58
Hérault, Mme-Mrs. Irène..		P. 27-1.....	2....	59.24	152.82	212.06
Ladouceur, Antoine, succ.-est.....		5-7.....	A ...	42.87	103.90	146.77
Côté, Jules.....		P. 25-1.....	2....	414.66	1,066.38	1,481.04

Nom sur rôle Name of Roll	Superficies Area	No du lot Lot No.	Rang Range	Taxes municip. Municip. taxes	Taxes scolaires School taxes	Total
Lacroix, Emery		P. 13-35	1			
		P. 13-35	1	28.33	67.77	96.10
Gareau, Raoul		33-2, 33-3, 33-4,	2			
		33-14, 33-15, 33-16	2	94.58	278.60	373.18
Hérault, Rhéal	Bât. seul. James Lake Bldg only Pontefract.	48	13	7.73	20.42	28.15

Waltham, Québec, le 2 mars, 1971.

Le secrétaire-trésorier,

39068-11-2-o ARTHUR LABELLE.

Waltham, Québec, March 2, 1971.

ARTHUR LABELLE,

39068-11-2-o *Secretary-Treasurer.*

Chartes — demandes d'abandon de

La Compagnie de Téléphone Rural St-Joseph limitée

Prenez avis que: « La Compagnie de Téléphone Rural St-Joseph limitée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

St-Joseph, comté de Kamouraska, 15 février 1971.

Le secrétaire de la compagnie,

39067-o PIERRE ST-PIERRE.

Compagnie des publications provinciales limitée Provincial Publishing Company Limited

Avis est donné que la « Compagnie des publications provinciales limitée — Provincial Publishing Company Limited », ayant son siège social à Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 16 février 1971.

Le procureur de la compagnie,

39069-o GILBERT BOUFFARD, *notaire.*

Contact Chair Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Contact Chair Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Les procureurs de la requérante,

39070-o YANOFSKY KAHN & BRULL.

Charters — Applications for Surrender of

La Compagnie de Téléphone Rural St-Joseph limitée

Notice is given that "La Compagnie de Téléphone Rural St-Joseph limitée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

St-Joseph, county of Kamouraska, February 15, 1971.

PIERRE ST-PIERRE,

39067 *Secretary of the Company.*

Compagnie des publications provinciales limitée Provincial Publishing Company Limited

Notice is given that "Companie des publications provinciales limitée — Provincial Publishing Company Limited", having its head office at Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for permission to surrender its charter under the provisions of the Québec Companies Act.

Montreal, February 16, 1971.

GILBERT BOUFFARD, *Notary,*

39069-o *Attorney for the company.*

Contact Chair Ltd.

Notice is hereby given that "Contact Chair Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperative for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

YANOFSKY KAHN & BRULL,

39070-o *Attorneys for the Petitioner.*

Allied Shoe Corporation

Avis est donné que la compagnie « Allied Shoe Corporation » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte à une date qu'il lui plaira de fixer.

Les procureurs de la compagnie,
39066 LOUIS & BERGER.

Les Développements Blanchet Inc.

Avis est donné que « Les Développements Blanchet Inc. », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies ayant son siège social à Rock Forest, district de Saint-François, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Signé à Rock Forest, ce 13e jour de janvier 1971.

Le secrétaire,
39071-o ANTONIO BEAUDOIN.

Diplomat Realty Associates Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Diplomat Realty Associates Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 1er jour de mars 1971.

Les procureurs de la compagnie,
39072 ROBINSON, SHEPPARD & SHAPIRO.

Demanins Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « Demanins Construction Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
39073-o Me DOMENIC MANZO, *notaire.*

Industrial Protective Services Inc.

Avis est donné que la compagnie « Industrial Protective Services Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Dorval, Québec, ce 26e jour de février 1971.

Le secrétaire,
39074 JOHN D. GOODSON.

Allied Shoe Corporation

Notice is hereby given that "Allied Shoe Corporation" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter at a date to be fixed.

LOUIS & BERGER,
39066-o *Attorneys for the company.*

Les Développements Blanchet Inc.

Notice is given that "Les Développements Blanchet Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in Rock Forest, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Signed at Rock Forest, this 13th day of January, 1971.

ANTONIO BEAUDOIN,
39071-o *Secretary.*

Diplomat Realty Associates Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Diplomat Realty Associates Co. Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 1st day of March, 1971.

ROBINSON, SHEPPARD & SHAPIRO,
39072-o *Attorneys for the Company.*

Demanins Construction Inc.

Notice is given that "Demanins Construction Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Me DOMENIC MANZO, *Notary,*
39073 *Attorney for the Company.*

Industrial Protective Services Inc.

Notice is hereby given that "Industrial Protective Services Inc.", incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Dorval, Québec, this 26th day of February, 1971.

JOHN D. GOODSON,
39074-o *Secretary.*

Lewis Holdings Incorporated

Avis est donné que la compagnie « Lewis Holdings Incorporated », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 24e jour de février 1971.

Le secrétaire,

39075 RITA LEWIS.

Lewis Holdings Incorporated

Notice is hereby given that "Lewis Holdings Incorporated", under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 24th day of February, 1971.

RITA LEWIS,

39075-o *Secretary.*

Amiante-Isolation ltée

Avis est donné que la compagnie « Amiante-Isolation ltée » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Alma, ce 3 mars 1971.

Les procureurs de la compagnie,

39111-o GAGNON & PEDNEAULT.

Amiante-Isolation ltée

Notice is given that "Amiante-Isolation ltée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Alma, March 3, 1971.

GAGNON & PEDNEAULT,

39111 *Attorneys for the company.*

Créations futuristes inc.

Avis est donné que « Créations futuristes inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, ce 2 mars 1971.

Les procureurs de la requérante,

39112-o DIONNE, GUAY, FORTIN & DESJARDINS.

Créations futuristes inc.

Notice is given that "Créations futuristes inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Québec on this March 2, 1971.

DIONNE, GUAY, FORTIN & DESJARDINS,

39112-o *Attorneys of the applicant.*

Kensington Sportswear Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Kensington Sportswear Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 2 mars, 1971.

Le secrétaire,

39113-o DAVID E. ATCOVITCH.

Kensington Sportswear Ltd.

Notice is hereby given that "Kensington Sportswear Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this March 2, 1971.

DAVID E. ATCOVITCH,

39113-o *Secretary.*

Missisquoi Realties Ltd.

Avis est par les présentes donné, que « Missisquoi Realties Ltd. », une compagnie dûment incorporée aux termes de la Loi des compagnies et ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, l'autorisation d'abandonner sa charte suivant les termes de la Loi des compagnies.

Donné à ville du Lac Brome, Québec, le 18e jour de février 1971.

Le secrétaire,

39114-o ALIDA GRAFFTEY.

Missisquoi Realties Ltd.

Notice is hereby given that "Missisquoi Realties Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at the town of Brome Lake, Québec, this 18th day of February 1971.

ALIDA GRAFFTEY,

39114-o *Secretary.*

Divers
Compagnies

Festival de l'Orignal d'Abitibi inc.
Abitibi Moose Festival Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 17, de la corporation « Festival d'Été Val-d'Or-Bourlamaque, inc. », constituée par lettres patentes en date du 21e jour de mai 1964, changeant son nom en celui de « Festival de l'Orignal d'Abitibi inc. — Abitibi Moose Festival Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39076-o 2050-64

Blais Marine & Camping inc.

La compagnie « Blais Marine & Camping inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 8.

Le secrétaire,
JEAN-PAUL BELLON.

39077-o 748-70

Club Moto-Neige Franquelin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 18 janvier 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Club Moto-Neige Franquelin inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39079-o 4214-70

Collège Stanislas incorporé

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, le 18 février 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Collège Stanislas incorporé », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39080-o 1368-38

Alex. Coulombe ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la compagnie « Alex. Coulombe (1968) ltée », constituée par lettres patentes en date du 23e jour d'octobre 1968, changeant son nom en celui de « Alex. Coulombe ltée ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39081-o 4978-68

Miscellaneous
Companies

Festival de l'Orignal d'Abitibi inc.
Abitibi Moose Festival Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institution, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 17, of the corporation "Festival d'Été Val-d'Or-Bourlamaque, inc.", incorporated by letters patent dated the 21st day of May 1964, changing its name into that of "Festival de l'Orignal d'Abitibi inc. — Abitibi Moose Festival Inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39076-o 2050-64

Blais Marine & Camping inc.

Notice is given that "Blais Marine & Camping inc.", changed the number of its directors from 3 to 8.

JEAN-PAUL BELLON,
Secretary.

39077 748-70

Club Moto-Neige Franquelin inc.

Notice is hereby given by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives that on January 18, 1971 he approved the general by-laws of the corporation "Club Moto-Neige Franquelin inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

39079 4214-70

Collège Stanislas incorporé

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved, on February 18, 1971, the general by-laws of "Collège Stanislas incorporé", and such, in accordance with section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

39080 1368-38

Alex. Coulombe ltée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 3, of the company "Alex Coulombe (1968) ltée", incorporated by letters patent dated the 23rd day of October 1968, changing its name into that of "Alex. Coulombe ltée".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39081-o 4978-68

Robert Delisle inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 8, de la compagnie « The Hodson Corporation (Québec) Inc. », constituée par lettres patentes en date du 16e jour d'octobre 1954, changeant son nom en celui de « Robert Delisle inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39082-o 12251-54

Robert Delisle inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 8, of the company "The Hodson Corporation (Québec) Inc.", incorporated by letters patent dated the 16th day of October 1954, changing its name into that of "Robert Delisle inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39082-o 12251-54

North America Music Fair Inc.
Foire Nord Américaine de la Musique inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies, et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 59, de la compagnie « Festival du Disque Canadien inc. — Canadian Record Festival Inc. », constituée par lettres patentes en date du 13e jour d'octobre 1970, changeant son nom en celui de « North America Music Fair Inc. — Foire Nord Américaine de la Musique inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39083-o 4432-70

North America Music Fair Inc.
Foire Nord Américaine de la Musique inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 59, of the company "Festival du Disque Canadien inc. — Canadian Record Festival Inc.", incorporated by letters patent dated the 13th day of October 1970, changing its name into that of "North America Music Fair Inc. — Foire Nord Américaine de la Musique inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

39083-o 4432-70

La Fondation Maisonneuve
The Maisonneuve Foundation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, le 19 février 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « La Fondation Maisonneuve — The Maisonneuve Fondation », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39084-o 6294-69

La Fondation Maisonneuve
The Maisonneuve Foundation

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved, on February 19, 1971, the general by-laws of "La Fondation Maisonneuve — The Maisonneuve Foundation", and such, in accordance with section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

39084 6294-69

Friday's Ltd.

La compagnie « Friday's Ltd. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire-trésorier,
MURRAY SHOSTAK.

39085-o 536-69

Friday's Ltd.

Notice is given that "Friday's Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

MURRAY SHOSTAK,
Secretary-Treasurer.

39085-o 536-69

Hippo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de « La Société Hippo inc. », constituée par lettres patentes en date du 19e jour de novembre 1970, changeant son nom en celui de « Hippo inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39086-o 5093-70

Hippo inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved by-law number 3, of "La Société Hippo inc.", incorporated by letters patent dated the 19th day of November, 1970, changing its name into that of "Hippo inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

39086-o 5093-70

Buvo ltée

La compagnie « Buvo ltée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le secrétaire,
ROGER GAGNON.

39078-o 5522-68

Buvo ltée

Notice is given that "Buvo ltée" has changed the number of its directors from 3 to 7.

ROGER GAGNON,
Secretary.

39078-o 5522-68

Hôpital Général de Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 17 février 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Hôpital Général de Québec », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39087-o 12-70

Hôpital Général de Québec

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on February 17, 1971, pursuant to section 6 of the Order in Council number 288 adopted on January 31, 1969, he approved the general by-laws of "Hôpital Général de Québec".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

39087 12-70

Independant Retail Druggists' Association of Québec, Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 février 1971, il a approuvé les règlements numéros I à XII de la corporation « Independant Retail Druggists' Association of Québec, Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39088-o 12137-52

Independant Retail Druggists' Association of Québec, Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved, on February 11, 1971, by-laws number I to XII of "Independant Retail Druggists' Association of Québec, Inc.", and such, in pursuance of section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

39088 12137-52

Québec Automotive Industries Limited Les Industries Automotrices du Québec limitée

La compagnie « Québec Automotive Industries Limited — Les Industries Automotrices du Québec limitée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 3.

Le secrétaire,
LUCIEN DANDURAND.

39089-o 3191-70

Québec Automotive Industries Limited Les Industries Automotrices du Québec limitée

Notice is given that "Québec Automotive Industries Limited — Les Industries Automotrices du Québec limitée" has changed the number of its directors from 6 to 3.

LUCIEN DANDURAND,
Secretary.

39089-o 3191-70

Investissements Unik inc. Unik Investments Inc.

La compagnie « Investissements Unik inc. — Unik Investments Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 5.

Le secrétaire-trésorier,
GILLES BASTIEN.

39090-o 4773-63

Investissements Unik inc. Unik Investments Inc.

Notice is given that "Investissements Unik inc. — Unik Investments Inc." changed the number of its directors from 6 to 5.

GILLES BASTIEN,
Secretary-Treasurer.

39090 4773-63

Stanley's Bargain Corner Inc.

Avis est donné que la compagnie « Stanley's Bargain Corner Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
STANLEY DEVINE.

39091 4837-64

Stanley's Bargain Corner Inc.

Notice is given that "Stanley's Bargain Corner Inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

STANLEY DEVINE,
Secretary.

39091-o 4837-64

Total Transportation (Leasing) Limited
Transport Total (Location) limitée

La compagnie « Total Transportation (Leasing) Limited — Transport Total (Location) limitée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
G. E. BRAY.

39092 5988-68

Centre Gallego de Montréal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 19 février 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Centre Gallego de Montréal », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39128-o 5077-70

Brazeau Transport limitée
Brazeau Transport Limited

La compagnie « Brazeau Transport limitée — Brazeau Transport Limited » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 9.

Le secrétaire,
MAURICE FILIATRAULT.

39115-o 13665-51

Total Transportation (Leasing) Limited
Transport Total (Location) limitée

Notice is given that "Total Transportation (Leasing) Limited — Transport Total (Location) limitée" has changed the number of its directors from 3 to 5.

G. E. BRAY,
Secretary.

39092-o 5988-68

Centre Gallego de Montréal

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on February 19, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Centre Gallego de Montréal".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch,

39128 5077-70

Brazeau Transport limitée
Brazeau Transport Limited

Notice is given that "Brazeau Transport limitée — Brazeau Transport Limited" changed the number of its directors from 6 to 9.

MAURICE FILIATRAULT,
Secretary.

39115 13665-51

Sièges sociaux

La Cie Sporama Jonquière ltée

« La Cie Sporama Jonquière ltée », donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 171, rue Sacré-Coeur, Alma au numéro 182, rue Saint-Dominique, Jonquière.

Le secrétaire,
DENIS GAGNON.

39095-o 2005-63

Les Galeries d'Anjou Merchants' Corporation
La Corporation des Marchands des Galeries d'Anjou

Avis est donné que la compagnie « Les Galeries d'Anjou Merchants' Corporation — La Corporation des Marchands des Galeries d'Anjou », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies le 18e jour de novembre 1968, et ayant son siège social à Anjou, dans le district de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 8001, boulevard Les Galeries d'Anjou.

À compter du 8e jour de décembre 1970, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Pointe Claire, ce 16e jour de février 1971.

Le secrétaire,
J. B. MERRITT.

39096 5450-68

Head Offices

La Cie Sporama Jonquière ltée

Notice is given that "La Cie Sporama Jonquière ltée", has changed its head office from 171 Sacré-Coeur Street, Alma, to 182 Saint-Dominique Street, Jonquière.

DENIS GAGNON,
Secretary.

39095 2005-63

Les Galeries d'Anjou Merchants' Corporation
La Corporation des Marchands des Galeries d'Anjou

Notice is hereby given that "Les Galeries d'Anjou Merchants' Corporation — La Corporation des Marchands des Galeries d'Anjou", incorporated under the provisions of Part I of the Companies Act, on the 18th day of November, 1968, and having its head office at Anjou, in the district of Montreal, in the said Province, has established its office at 8001 Les Galeries d'Anjou Boulevard.

From and after the 8th day of December, 1970, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Pointe Claire, this 16th day of February, 1971.

J. B. MERRITT,
Secretary.

39096-o 5450-68

E.M.R. Holdings Inc.

Avis est donné que la compagnie « E.M.R. Holdings Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 23 juillet 1965, et ayant son siège social à Montréal, a transporté son siège social de 310 ouest, boulevard Crémazie, au 7e étage, 9320, boulevard St-Laurent.

Daté à Montréal, Québec, ce 31e jour de décembre 1970.

La secrétaire-trésorière,
E. FELD.

39097 3366-65

Plomberie Verdun ltée
Verdun Plumbing Ltd.

La compagnie « Plomberie Verdun ltée — Verdun Plumbing Ltd. », donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 85, rue Daniel, Châteauguay au numéro 602, rue Régina, Verdun.

Le secrétaire,
MME JEANNINE BRUNET-HENLEY.

39098-o 3374-69

Rita Fleuriste (Sherbrooke) inc.

La compagnie « Rita Fleuriste (Sherbrooke) inc. », donne avis qu'elle a changé son siège social de Thetford Mines au numéro 1273, rue King ouest, Sherbrooke.

Le secrétaire,
RITA PERRON FRADETTE.

39099-o 5102-65

Total Transportation (Leasing) Limited
Transport total (location) limitée

Avis est donné que la compagnie « Total Transportation (Leasing) Limited — Transport total (location) limitée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 12 décembre 1968, et ayant son siège social à Montréal, a transporté son bureau de 4026, est, rue Notre-Dame à 6000 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, Québec.

Daté à Montréal, ce 22e jour de janvier 1971.

(Sceau) *Le secrétaire,*
G. E. BRAY.

39101 5988-68

Association of Directors of English Schools Inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, le 24 février 1971, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association of Directors of English Schools Inc. », avec siège social situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39103-o 8-71

E.M.R. Holdings Inc.

Notice is hereby given that "E.M.R. Holdings Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated July 23, 1965, and having its head office in Montreal, has moved its office from 310 Crémazie Boulevard West, to 7th floor, 9320 St. Lawrence Boulevard.

Dated at Montreal, Québec, this 31st day of December, 1970.

E. FELD,
Secretary-Treasurer.

39097-o 3366-65

Plomberie Verdun ltée
Verdun Plumbing Ltd.

Notice is given by the "Plomberie Verdun ltée — Verdun Plumbing Ltd.", that it has moved its head office from number 85 Daniel Street, Châteauguay to number 602 Régina Street, Verdun.

MRS. JEANNINE BRUNET-HENLEY,
Secretary.

39098 3374-69

Rita Fleuriste (Sherbrooke) inc.

"Rita Fleuriste (Sherbrooke) inc.", gives notice that it changed its head office from Thetford Mines to 1273 King Street West, Sherbrooke.

RITA PERRON FRADETTE,
Secretary.

39099 5102-65

Total Transportation (Leasing) Limited
Transport total (location) limitée

Notice is hereby given that "Total Transportation (Leasing) Limited — Transport total (location) limitée", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated December 12, 1968 and having its head office in Montreal, has moved its office from 4026 Notre-Dame Street East to 6000 Notre-Dame Street West, Montreal, Québec.

Dated at Montreal, this 22nd day of January, 1971.

(Seal) G. E. BRAY,
Secretary.

39101-o 5988-68

Association of Directors of English Schools Inc.

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized, on February 24, 1971, the formation of a professional syndicate under the name of "Association of Directors of English Schools Inc.", with head office in Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Directors of the Companies Branch.

39103 8-71

S.L.S.W. Specialties Limited

La compagnie « S.L.S.W. Specialties Limited », donne avis qu'elle a changé son siège social de Laval au numéro 1010, rue Ste-Catherine ouest, suite 600, Montréal.

Le secrétaire,
JEAN MCLELLAND.

39100-o 5143-69

S.L.S.W. Specialties Limited

Notice is given that "S.L.S.W. Specialties Limited", has transferred its head office from Laval, to 1010 St. Catherine St. West, suite 600, Montreal.

JEAN MCLELLAND,
Secretary.

39100 5143-69

Vitrerie Houle (1971) limitée

Avis est donné que « Vitrerie Houle (1971) limitée », constituée en corporation par lettres patentes émises le 4 janvier 1971, en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Thetford Mines, a établi son bureau à 21 ouest, rue St-Alphonse, en ladite cité de Thetford Mines.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Thetford Mines, ce 6e jour de janvier 1971.

Le président,
BENOIT ALLAIRE.

39102-o 1-1971

Vitrerie Houle (1971) limitée

Notice is given that "Vitrerie Houle (1971) limitée", incorporated by letters patent dated January 4, 1971, under Part I of the Companies Act and having its head office in the city of Thetford Mines, has established its office at 21 St. Alphonse Street West, in the said city of Thetford Mines.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Thetford Mines, this 6th day of January, 1971.

BENOIT ALLAIRE,
President.

39102-o 1-1971

Les Intérêts Berthol inc.

La compagnie « Les Intérêts Berthol inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de ville d'Anjou à municipalité de Prévost, district de Terrebonne.

Le secrétaire,
BERTHOLD BRISEBOIS, jr.

39116-o 2156-65

Les Intérêts Berthol inc.

"Les Intérêts Berthol inc." gives notice that it has moved its head office from Ville d'Anjou to the municipality of Prévost, district of Terrebonne.

BERTHOLD BRISEBOIS, jr,
Secretary.

39116 2156-65

Roy & Trottier incorporée

La compagnie « Roy & Trottier incorporée » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 1341, boulevard Ste-Marguerite, St-Louis-de-France au numéro 360, rue St-Jacques, suite 255, Montréal.

Le secrétaire,
JEAN BIRON.

39121-o 2723-50

Roy & Trottier incorporée

Notice is given that "Roy & Trottier incorporée" changed its head office from 1341 Ste-Marguerite Boulevard, St-Louis-de-France to 360 St. James Street, Suite 255, Montreal.

JEAN BIRON,
Secretary.

39121 2723-50

Interimmobilia ltée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Interimmobilia ltée », incorporée par lettres patentes en date du vingt-sept janvier mil neuf cent soixante et onze (1971) et ayant son siège social à Montréal, a établi sa principale place d'affaires et bureau à Édifice de la Banque Canadienne Nationale, Place d'Armes.

A compter de la date du présent avis, ladite place d'affaires sera considérée comme étant son siège social.

Fait et signé à Montréal, ce 18e jour de février, 1971.

Le procureur de la compagnie,
Me CLAUDE RRATTON, *notaire.*

39120-o 391-71

Interimmobilia ltée

Notice is hereby given that "Interimmobilia ltée", incorporated by letters patent dated the twenty-seventh day of January, one thousand nine hundred and seventy-one (1971) and having its head office in Montreal, has established its principal place of business and office at the National Canadian Bank Building, Place d'Armes.

From and after the date of this notice, the said place of business shall be considered as being its head office.

Made and signed in Montreal, this 18th day of February, 1971.

Me CLAUDE GRATTON, *Notary,*
Attorney for the Company.

39120 391-71

Paul Viens Assurance inc.

Avis est donné que la compagnie « Paul Viens Assurance inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 3 janvier 1968 et ayant son siège social dans la ville de Montréal, y a établi son bureau au numéro 3,600, de l'avenue Van Horne.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 11e jour de février 1971.

Le secrétaire,
MARIETTE JARRY.

39122-o 5444-67

Paul Viens Assurance inc.

Notice is given that "Paul Viens Assurance inc.", incorporated under Part I of the Companies Act on January 3, 1968, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 3,600 Van Horne Avenue.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 11th day of February, 1971.

MARIETTE JARRY,
Secretary.

39122 5444-67

Syndicat professionnel

L'Association Métropolitaine des Propriétaires de Taxi
The Metropolitan Taxi Owners Association

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 février 1971, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association Métropolitaine des Propriétaires de Taxi — The Metropolitan Taxi Owners Association », avec siège social situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

39104-o 66-70

Professional Syndicate

L'Association Métropolitaine des Propriétaires de Taxi
The Metropolitan Taxi Owners Association

(*Professional Syndicates Act*)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on February 11, 1971 he authorized the formation of a professional syndicate, under the name of "L'Association Métropolitaine des Propriétaires de Taxi — The Metropolitan Taxi Owners Association", with its head office located in Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

39104 66-70

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurance

Les Prévoyants du Canada-Assurance Générale
The Canadian Provident-General Insurance

Avis est donné, par les présentes, que « Les Prévoyants du Canada-Assurance Générale — The Canadian Provident-General Insurance" ont adopté le règlement suivant que ses membres ont approuvé à une assemblée générale spéciale tenue le 1er mars 1971:

L'article 3 du Règlement No 1, tel qu'amendé par le Règlement No 6, est de nouveau amendé en remplaçant le chiffre treize (13) par le chiffre quinze (15) de telle sorte qu'à l'avenir le Conseil d'administration de la compagnie soit et sera composé de quinze (15) administrateurs.

Donné à Montréal, ce 2e jour de mars 1971, conformément aux dispositions de l'article 170 de la Loi des assurances de Québec (chapitre 295, S.R.Q. 1964).

Le secrétaire,
CLAUDE BEAUVAIS.

39118-o

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

Les Prévoyants du Canada-Assurance Générale
The Canadian Provident-General Insurance

Notice is hereby given that "Les Prévoyants du Canada — Assurance Générale — The Canadian Provident-General Insurance" have adopted the following by-law which its members have unanimously approved at a special general meeting held on the 1st of March 1971:

The article 3 of by-law number 1, as amended by by-law number 6, is again amended by replacing number thirteen (13) by number fifteen (15) so as in the future the Board of Directors of the company is and shall be composed of fifteen (15) directors.

Given at Montreal, this 2nd day of March 1971, pursuant to the provisions of section 170 of the Québec Insurance Act (chapter 295, R.S.Q. 1964).

CLAUDE BEAUVAIS,
Secretary.

39118-o

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Compagnies de fidéicommis

Compagnie Trust Royal

Avis est donné par les présentes que le capital-actions de la Compagnie Trust Royal fut augmenté du chiffre de cinq millions de piastres ($5,000,000) au chiffre de dix millions de piastres ($10,000,000), le capital-actions additionnel étant divisé en cinquante mille (50,000) actions d'une valeur au pair de cent piastres ($100), par le vote de la majorité des actionnaires à une assemblée régulièrement convoquée à cette fin et tenue le 24 février 1971, conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi constitutive de la Compagnie tel que remplacé par l'article 2 du chapitre 108 des lois de 1969.

Montréal, 24 février 1971.

Le secrétaire,
A. V. L. MILLS.

39108-11-3-o

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Trust Companies

The Royal Trust Company

Notice is hereby given that the capital stock of The Royal Trust Company was increased from the sum of five million dollars ($5,000,000) to the sum of ten million dollars ($10,000,000), the additional capital stock being divided into fifty thousand (50,000) shares of the par value of one hundred dollars ($100), by a vote of the majority of the shareholders at a meeting duly called for the purpose and held the 24th day of February, 1971, in accordance with the provisions of section 11 of the Company's Act of incorporation as replaced by section 2 of chapter 108 of the Statutes of 1969.

Montreal, February 24, 1971.

A. V. L. MILLS,
Secretary.

39108-11-3-o

Curatelle publique

Succession vacante Georges Lallemand

Canada, province de Québec, district de Montréal. Succession vacante de Georges Lallemand, en son vivant de 1164, rue Westgate, Longueuil, Qué.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 21 décembre 1970 par un juge de la Cour supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal que, sous l'autorité de la Loi de la curatelle publique (S.R.Q. 1964, Chap. 314 et amend.), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC.

9310, boul. St-Laurent,
Montréal 354, Qué.

39064-o

Public Curatorship

Vacant Estate of Georges Lallemand

Canada, Province of Québec, district of Montreal. Vacant estate of the late Georges Lallemand, in his lifetime of 1164 Westgate Street, Longueuil, Qué.

Notice is hereby given that this estate has been declared vacant by judgment rendered on December 21st, 1970 by a judge of the Superior Court, sitting at Montreal in the district of Montreal that, under the authority of the Public Curatorship Act (R.S.Q. 1964 Chap. 314 and amend.), I am *ex officio* curator to such vacant estate, and that I will receive, at the address mentioned below, payment of any debt owed this estate and proof of any claim against it.

THE PUBLIC CURATOR.

9310 St. Lawrence Blvd.
Montreal 354, Qué.

39064-o

Association coopérative

Club Coopératif de Consommation du Richelieu

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Club Coopératif de Consommation du Richelieu ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Tracy, Québec, dans le district électoral de Richelieu.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39124-o

Cooperative Association

Club Coopératif de Consommation du Richelieu

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the formation of the "Club Coopératif de Consommation du Richelieu".

The head office of this cooperative association is situated at Tracy, Québec, in the electoral district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39124

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse de St-Edmond de Stoneham Rang 1

Cadastre officiel de la paroisse de St-Edmond de Stoneham Rang 1, municipalité de la ville du Lac Delage, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 2-A-19, 2-A-20, 2-A-23 à 2-A-26, 2-A-30 à 2-A-34, 2-B-5 à 2-B-8, 2-B-10 à 2-B-12 du Rang 1 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 février 1971.

Le sous-ministre,
39123-o FERNAND BOUTIN.

Canton de Kénogami

Cadastre officiel du canton de Kénogami, municipalité du canton de Kénogami, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que le lot 59 du Rang VI est ajouté et que les lots 2, 3*a*, 3*b*, 4*a*, 4*b*, 5 et 6 du rang VI sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 février 1971.

Le sous-ministre,
39123-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette

Cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipalité de lac St-Charles, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 1424-1 et 1424-5 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 février 1971.

Le sous-ministre,
39123-o FERNAND BOUTIN.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of St-Edmond de Stoneham Range 1

Official cadastre of the parish of St-Edmond de Stoneham Range 1, municipality of the town of Lac Delage, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 2-A-19, 2-A-20, 2-A-23 to 2-A-26, 2-A-30 to 2-A-34, 2-B-5 to 2-B-8, 2-B-10 to 2-B-12 of Range 1 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, February 19, 1971.

FERNAND BOUTIN,
39123-o *Deputy Minister.*

Township of Kénogami

Official cadastre of township of Kénogami, municipality of township of Kénogami, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lot 59 of range VI is added and that lots 2, 3*a*, 3*b*, 4*a*, 4*b*, 5 and 6 of range VI are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, February 4, 1971.

FERNAND BOUTIN,
39123-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette

Official cadastre of the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipality of Lac St-Charles, registration division of Québec.

Notice is hereby given that a remaining part of lots 1424-1 and 1424-5 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, February 3, 1971.

FERNAND BOUTIN,
39123-o *Deputy Minister.*

Ministère des Affaires municipales

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres-royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU que l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil

Department of Municipal Affairs

Canada,
Province of Québec.
[L. S.] HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS section 2 of the cities and towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) stipulates that the Lieutenant-Governor in Council, upon the petition of

d'une corporation municipale régie par cette loi, peut émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation, en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes qui correspondent;

ATTENDU que le conseil de la ville de Saint-Laurent, par sa requête en date du 30 octobre 1969, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte en y remplaçant l'article 1 du chapitre 78 des lois de 1952-53 par la disposition correspondante de la Loi des cités et villes;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 4687, en date du 16 décembre 1970, Nous accordons la requête du conseil de la ville de Saint-Laurent, en date du 30 octobre 1969, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*, que la disposition ci-haut mentionnée de la charte de la ville de Saint-Laurent soit remplacée par la disposition correspondante dans la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce seizième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-dix de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre.

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

39065

the council of a municipal corporation governed by the said Act, may grant letters patent amending the charter of the said corporation by replacing therein certain provisions by those of the cities and towns act which correspond thereto;

WHEREAS the council of the city of Saint-Laurent, upon a petition dated October 30, 1969, requests letters patent to be issued on its behalf to amend its charter by replacing section 1 of chapter 78 of the Statutes of 1952-53 by the corresponding provisions of the cities and towns act;

WHEREAS all the formal procedure stipulated by law has been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 4687 of December 16, 1970, We grant the petition of the Council of the city of Saint-Laurent, dated October 30, 1969, and We declare and order, by the present letters patent which will come into force on the date of their publication in the *Québec Official Gazette*, that the provisions hereabove mentioned of the charter of the city of Saint-Laurent be replaced by the corresponding provisions in the cities and towns act, the whole in conformity with the provisions of section 2 of the said cities and towns act (Revised Statutes, 1964, chapter 193).

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letter to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Québec, in Our Province of Québec, this sixteenth day of December in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy and the nineteenth year of Our Reign.

By command.

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

39065-o

Changement de nom — Loi du
Demandes

Jeffrey Ian Ravitsky et *al*

Avis est par les présentes donné que Jeffrey Ian Ravitsky et Robert Joel Ravitsky résidant à 6731 Louis Pasteur, appartement 23 en la ville de Côte St. Luc, district de Montréal et Samuel Ravitsky résidant à 5500 Macdonald Avenue, appartement 1206 en la Ville et district de Montréal, s'adresseront au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir les décrets leur permettant de changer leurs nom en celui de Jeffrey Ian Ray, Robert Joel Ray et Samuel Ray, lesdits noms devant servir à toutes fins légales.

Montréal, Québec, le 4 mars, 1971.

Le procureurs des requérants,
MONROE ALLAN CHARLAP.

39106-11-2-o

Change of name — Act
Applications

Jeffrey Ian Ravitsky et *al*

Notice is hereby given that Jeffrey Ian Ravitsky and Robert Joel Ravitsky residing at 6731 Louis Pasteur Street, apartment 23, in the city of Côte St. Luc, district of Montreal, and Samuel Ravitsky residing at 5500 Macdonald Avenue, apartment 1206, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of Orders changing their names to that of Jeffrey Ian Ray, Robert Joel Ray and Samuel Ray, the said names to serve for all legal purposes.

Montreal, Québec, March 4, 1971.

MONROE ALLAN CHARLAP,
Attorney for Petitioners.

39106-11-2-o

Tomi Moskovits

Avis est donné que M. Tomi Moskovits, résidant à 564, 68e Avenue, cité de Laval, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur afin d'obtenir le changement de son nom en celui de M. Tom Masco.

Montréal, 4 janvier 1971.

Les procureurs du requérant,
MTRES LECHTER & SEGAL.

38947-10-2

Johann Thomschitz

Avis est donné que Johann Thomschitz, résidant à 5007, avenue Van Horne, Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur afin d'obtenir le changement de son nom en celui de M. John Thomas et que Mme Paule Thomschitz puisse changer son nom en celui de Mme Paule Thomas.

Montréal, 16 février 1971.

Les procureurs du requérant,
LECHTER & SEGAL.

38948-10-2

Apostolos (Paul) Papathanasopoulos

Avis est donné que Apostolos (Paul) Papathanasopoulos, du 7525 de la rue Jean-Bourdon, de la ville et district de Montréal, Province de Québec, s'adressera au ministre de la justice pour changer son nom de Apostolos (Paul) Papathanasopoulos à Paul Pappas; ledit changement de nom devant profiter à son épouse, Dame Helen Gavaris, et à ses deux enfants mineurs, Frank (Paul) Papathanasopoulos et George-Constantine Papathanasopoulos.

Daté à Montréal, Québec, ce 26e jour de février 1971.

Le procureur du réqeérant,
ALEXANDER BIEGA, C.R.

39044-10-2-o

Sidney Thomas Kitaika

Avis est par la présente donné que Sidney Thomas Kitaika, marchand, résidant et domicilié au 4151 avenue Cunard, ville St-Laurent, district de Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec un décret changeant son nom en celui de Sydney Thomas Ticker, duquel changement bénéficieront aussi son épouse, née Roslyn Seltzer et leurs enfants mineurs, Charles Brian et Ghita Feigie, résidant et étant tous domiciliés à l'adresse ci-haut mentionnée.

Montréal, le 24 février 1971.

Les procureurs du requérant,
GREENBLATT, GODINSKY & RESIN.

39010-10-2-o

Tomi Moskovits

Notice is hereby given that Mr. Tomi Moskovits, residing at 564, 68th Avenue, city of Laval, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor to change his name to Mr. Tom Masco.

Montreal, January 4, 1971.

MTRES. LECHTER & SEGAL,
Attorneys for petitioner.

38947-10-2-o

Johann Thomschitz

Notice is hereby given by these presents that Mr. Johann Thomschitz, residing at 5007 Van Horne Avenue, Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor to change his name to Mr. John Thomas and Mrs. Paule Thomschitz will change her name to Mrs. Paule Thomas.

Montreal, February 16, 1971.

LECHTER & SEGAL,
Attorneys for petitioner.

38948-10-2-o

Apostolos (Paul) Papathanasopoulos

Notice is given that Apostolos (Paul) Papathanasopoulos, of 7525 Jean-Bourdon Street, of the city and district of Montreal, Province of Québec, will apply to the Minister of Justice to change his name from Apostolos (Paul) Papathanasopoulos to Paul Pappas; said change of name is to benefit his wife, Dame Helen Gavaris, and his two minor children, Frank (Paul) Papathanasopoulos and George-Constantine Papathanasopoulos.

Dated at Montreal, Québec, this 26th day of February, 1971.

ALEXANDER BIEGA, Q.C.,
Attorney for the Petitioner.

39044-10-2-o

Sidney Thomas Kitaika

Notice is hereby given that Sidney Thomas Kitaika, merchant, residing and domiciled at 4151 Cunard Avenue, Ville St. Laurent, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for an order changing his name to Sydney Thomas Ticker, which change will also benefit his wife, born Roslyn Seltzer and their minor children Charles Brian and Ghita Feigie, all residing and domiciled at the address mentioned above.

Montreal, February 24, 1971.

GREENBLATT, GODINSKY & RESIN,
Attorneys for the applicant.

39010-10-2-o

Changement de nom — Loi du
Accordés

Joseph Henri Bellemare

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 693, du 24 février 1971, d'effectuer le

Change of name — Act
Granted

Joseph Henri Bellemare

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council to change the name of Joseph Henri Louis Ballet to

changement de nom de Joseph Henri Louis Ballet en celui de Joseph Henri Bellemare.

Québec, le 3 mars 1971.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
39065-o *Sous-ministre de la Justice.*

Irving George Ebert

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 694, du 24 février 1971, d'effectuer le changement de nom Jerzy Margules en celui de Irving George Ebert.

Québec, le 3 mars 1971.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
39065-o *Sous-ministre de la Justice.*

Samuel Engels

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 695, du 24 février 1971, d'effectuer le changement de nom de Sam Engelberg en celui de Samuel Engels.

Québec, le 3 mars 1971.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
39065-o *Sous-ministre de la Justice.*

Sidney Goodwill

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 696, du 24 février 1971, d'effectuer le changement de nom de Israël Gutwillig en celui de Sidney Goodwill.

Québec, le 3 mars 1971.

LUCIRN DARVEAU, C.R.,
39065-o *Sous-ministre de la Justice.*

Leslie Hamilton Lewis

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 699, du 24 février 1971, d'effectuer le changement de nom de Leslie Hamilton Silvester en celui de Leslie Hamilton Lewis.

Québec, le 3 mars 1971.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
39065-o *Sous-ministre de la Justice.*

Angy Liot

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 697, du 24 février 1971, d'effectuer le changement de nom de Angelos Liotscos en celui de Angy Liot.

Québec, le 3 mars 1971.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
39065-o *Sous-ministre de la Justice.*

Marcus Henry Moss

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 698, du 24 février 1971, d'effectuer le changement de nom de Marcus Henry Moscovitch en celui de Marcus Henry Moss.

Québec, le 3 mars 1971.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
39065-o *Sous-ministre de la Justice.*

that of Joseph Henri Bellemare, by order number 693, dated February 24, 1971.

Québec, March 3, 1971.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
39065 *Deputy Minister of Justice.*

Irving George Ebert

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council to change the name of Jerzy Margules to that of Irving George Ebert, by order number 694, dated February 24, 1971.

Québec, March 3, 1971.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
39065 *Deputy Minister of Justice.*

Samuel Engels

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council to change the name of Sam Engelberg to that of Samuel Engels, by order number 695, dated February 24, 1971.

Québec, March 3, 1971.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
39065 *Deputy Minister of Justice.*

Sidney Goodwill

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council to change the name of Israël Gutwillig to that of Sidney Goodwill, by order number 696, dated February 24, 1971.

Québec, March 3, 1971.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
39065 *Deputy Minister of Justice.*

Leslie Hamilton Lewis

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council to change the name of Leslie Hamilton Silvester to that of Leslie Hamilton Lewis, by order number 699, dated February 24, 1971.

Québec, March 3, 1971.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
39065 *Deputy Minister of Justice.*

Angy Liot

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council to change the name of Angelos Liotscos to that of Angy Liot, by order number 697, dated February 24, 1971.

Québec, March 3, 1971.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
39065 *Deputy Minister of Justice.*

Marcus Henry Moss

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council to change the name of Marcus Henry Moscovitch to that of Marcus Henry Moss, by order number 698, dated February 24, 1971.

Québec, March 3, 1971.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
39065 *Deputy Minister of Justice.*

Harry Seto

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 700, du 24 février 1971, d'effectuer le changement de nom de Kuo Yen Yee en celui de Harry Seto.

Québec, le 3 mars 1971.

LUCIEN DARVEAU, c.r.,
Sous-ministre de la Justice.

39065-o

Harry Seto

It haszpleased the Lieutenant-Governor in Council to change the name of Kuo Yen Yee to that of Harry Seto, by order number 700, dated February 24, 1971.

Québec, March 3, 1971.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister ofzJustice.

39065

Avis divers

Barreau du Québec

Avis est donné qu'à l'expiration des trente jours suivant cette publication, les modifications suivantes seront soumises à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil:

Modifications du règlement 1

L'article 7 dudit Règlement est modifié en retranchant, au paragraphe 1, les mots « histoire du droit et droit romain, », « droit international public, » et « droit maritime et droit aérien. ».

L'article 9 dudit Règlement est modifié en remplaçant le mot « dix » par le mot « trente ».

L'article 10 dudit Règlement est modifié:

en remplaçant le paragraphe 6 par le suivant:

« 6. L'examen comporte quatre séances de trois heures. À chacune des deux premières séances, les questions portent sur le droit civil et la procédure civile indifféremment.

À chacune des deux dernières séances, les questions portent sur le droit criminel et les lois diverses indifféremment. Les questions peuvent comporter des éléments de droit civil et de procédure civile.

Les questions sont réparties au gré du Bureau. »;

en abrogeant la dernière phrase du paragraphe 7;

en abrogeant le paragraphe 9.

L'article 106 dudit Règlement est remplacé par le suivant:

« 106. Le fonds d'indemnisation sera maintenu à une somme minimum de $100,000 et sera constitué:

a) des sommes que le Conseil général peut voter de temps à autre;

b) des cotisations spéciales que le Conseil général peut imposer aux membres du Barreau;

c) des intérêts provenant des sommes placées à même le fonds;

d) de toute somme perçue par le Conseil général dans l'exercice d'un droit d'action en recouvrement de deniers versés à même le fonds. »

L'Annexe A dudit Règlement est modifié:

en remplaçant le paragraphe 5 de la Formule II par le suivant:

« 5. Avez-vous un casier judiciaire? Oui..... Non..... Si oui, précisez:..... »

en remplaçant la Formule IV par la suivante:

Miscellaneous Notices

Bar of the Province of Québec

Notice is given that upon the expiry of thirty days following such publication, the following amendments will be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval:

Amendments to By-Law I

Article 7 of the said By-Law is amended by repealing, in paragraph 1, the words "History of law and Roman law,", "Public international law," and "Maritime law and Air law,".

Article 9 of the said By-Law is amended by replacing the word "ten" by the word "thirty".

Article 10 of the said By-Law is amended:

by replacing paragraph 6 by the following:

"6. The examination consists of four sittings of three hours. At each of the two first sittings the questions are on civil law and civil procedure without distinction.

At each of the two last sittings the questions are on criminal law and various statutes without distinction. The questions may contain elements of civil law and civil procedure.

The questions are divided up in the manner decided by the Board.";

by repealing the last sentence of paragraph 7;

by repealing paragraph 9.

Article 106 of the said By-Law is replaced by the following:

"106. The Indemnity Fund shall be maintained at a minimum amount of $100,000 and shall consist of:

a) such sums as the General Council may vote from time to time;

b) such special contributions as the General Council may levy on the members of the Bar;

c) interest on the Fund's investments;

d) any sum collected by the General Council in the exercise of a right of action in recovery of moneys paid out of the Fund."

Appendix A of the said By-Law is amended:

by replacing paragraph 5 of Form II by the following:

"5. Do you have a police record? Yes..... No..... If so, give details:....."

by replacing Form IV by the following:

FORMULE IV — FORM IV

Avis du candidat à l'examen du Barreau — Notice of candidate to the Bar examination

(*Article 9 du Règlement I*) — (*Art. 9 of By-Law I*)

(*Sceau*) — (*Seal*)

BARREAU DU QUÉBEC — BAR OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Je, soussigné (I, the undersigned).....
(nom, prénoms — first name, surname)

donne avis au secrétaire du Bureau des examinateurs que je me présenterai au prochain examen du Barreau. (give notice to the Secretary of the Board of Examiners that I will present myself for the next examination of the Bar).

Je déclare solennellement que: (I solemnly declare that:)
Je suis né le (I was born on).....à (at).....
Le nom de mon père est (The name of my father is).....
Le nom de ma mère est (The name of my mother is).....
Je suis citoyen canadien (I am a Canadian citizen).....
J'ai été immatriculé le (I was matriculated on).....
Depuis mon immatriculation mes résidences ont été: (Since my matriculation my residences have been:).....
.....
.....
Ma résidence actuelle est: (My present residence is:).....
.....
Mon numéro de téléphone est: (My telephone number is:).....
Je n'ai aucun casier judiciaire, sauf (I have no police record, except).....(Si oui, précisez et produisez copie certifiée de la plainte, du jugement et de la sentence) (If you have, give details and annex a certified copy of the charge, the judgment and the sentence).....
.....
Je suis respectueux de l'ordre public. (I am respectful of the public order).
Je n'ai jamais fait une cession de biens ou une proposition en vertu de la Loi sur la faillite; je n'ai jamais été mis en faillite. (Si oui, produisez copie certifiée des documents pertinents) (I have never made an assignment of my property or a proposal in virtue of the Bankruptcy Act; I have never been put into bankruptcy (If you have, annex a certified copy of the relevant documents).....
.....
Mon état civil est (My civil status is).....
Le nom de mon conjoint est (The name of my spouse is).....
Dans le passé, je me suis présenté à l'examen du Barreau aux dates suivantes: (In the past, I have presented myself for the Bar examination on the following dates:).....
.....
Je désire que le résultat de mon examen me soit communiqué à l'adresse suivante: (Please mail the results of my examination to the following address: .....
.....
Je joins à cet avis la somme de $125. (I include herewith the fee of $125.)
Et j'ai signé, (And I have signed,)

.....
(signature du requérant — signature of candidate)

Déclaré devant moi à (Declared before me at).....
dans la province de Québec, (in the Province of Québec,)
ce (this).....jour de (day of).....19....

.....
(commissaire à l'assermentation — Commissionner for Oaths)

Le secrétaire général,
JACQUES TISSEUR,
Secretary General.

39110-o 39110-o

Succession Charles Doucet

Avis est donné que Dame Barbara Findlay, ménagère, veuve non remariée de feu Charles Doucet, Mademoiselle Joanne Doucet, secrétaire et Dame Sylvia Doucet, épouse de Jean-Paul Cormier ont accepté sous bénéfice d'inventaire par acte signé devant Gérard Fradet, notaire à Drummondville, 215, rue Lindsay, le 18 février 1971, enregistré dans Drummond le 19 février 1971 sous le numéro 187589, la succession de feu Charles Doucet, en son vivant homme d'affaires, domicilié à Drummondville-Sud, 1775 rue Fradet.

Drummondville, le 2 mars 1971.

Le notaire,
GÉRARD FRADET.

39063-o

Estate of Charles Doucet

Notice is given that in virtue of a deed signed before Me Gérard Fradet, Notary, practising at Drummondville, 215 Lindsay Street, on February 18, 1971, and registered at Drummond on February 19, 1971, under number 187589, Mrs. Barbara Findlay, housewife, unremarried widow of the late Charles Doucet, Miss Joanne Doucet, secretary and Mrs. Sylvia Doucet, wife of Jean-Paul Cormier, have accepted under benefit of inventory the estate of the late Charles Doucet, during his life time business man, residing at Drummondville-Sud, 1775 Fradet Street.

Drummondville, March 2, 1971.

GÉRARD FRADET,
Notary.

39063-o

Saint-François-Xavier-de-Verchères et la municipalité du village de Verchères

La municipalité de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-Verchères et la municipalité du village de Verchères, dûment autorisées par leur conseil respectif, adressent au lieutenant-gouverneur en conseil une requête afin d'obtenir des lettres patentes fusionnant leur territoire respectif en une nouvelle municipalité nommée municipalité de Verchères, aux conditions mentionnées dans la requête conjointe.

Ces conditions sont les suivantes:

1. Le nom de la nouvelle municipalité est « Municipalité de Verchères »;

2. Le territoire de la nouvelle municipalité est celui qui est décrit dans l'annexe aux règlements adoptés par les conseils de la municipalité de la paroisse de St-François-Xavier-de-Verchères et de la municipalité du village de Verchères;

3. La nouvelle municipalité est régie par le Code municipal. Elle aura un statut de village;

4. Jusqu'à la première élection générale, le conseil provisoire sera composé de tous les membres des deux conseils existant avant la fusion;

5. Le maire du conseil provisoire de la nouvelle municipalité sera monsieur Jean-Marie Moreau, maire de la paroisse St-François-Xavier-de-Verchères;

6. Le maire suppléant du conseil provisoire de la nouvelle municipalité sera monsieur Gilles Laflamme, maire de la municipalité du village de Verchères;

7. La première séance du conseil provisoire sera tenue le deuxième lundi juridique suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes. Elle aura lieu à la salle du comté de Verchères à 8 heures p.m. sans autre convocation;

8. À compter de la première élection générale, le conseil municipal sera composé du maire et de six conseillers;

9. Le secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité sera monsieur Philippe Colette;

10. Les fonctionnaires et les employés des deux municipalités continueront à être à l'emploi de la nouvelle municipalité de Verchères jusqu'à leur démission ou jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement par le conseil;

Saint-François-Xavier-de-Verchères and the Municipality of the Village of Verchères

The municipality of the parish of Saint-François-Xavier-de-Verchères and the municipality of the village of Verchères duly authorized by their respective Council, address a petition to the Lieutenant-Governor-in-Council to obtain letters patent amalgamating their respective territory and creating a new town bearing the name of municipality of Verchères, at the conditions mentioned in the joint petition.

The conditions are the following:

1. The name of the new municipality is "Municipality of Verchères";

2. The territory of the new municipality is the one described in the annex of by-laws adopted by the municipality of the parish of St-François-Xavier-de-Verchères and of the municipality of the village of Verchères;

3. The new municipality is governed by the Municipal Code. It will have the Status of a village;

4. Until the first general election, the acting council will be composed of all the members of both Councils existing before the amalgamation;

5. The mayor of the acting council will be Mr. Jean-Marie Moreau, mayor of the parish of St-François-Xavier-de-Verchères;

6. The acting mayor of the acting council of the new municipality will be Mr. Gilles Laflamme, mayor of the municipality of the corporation of the village of Verchères;

7. The first meeting of the acting council will be held on the second judicial Monday following the coming into force of the letters patent. It will take place in the county hall of Verchères at 8:00 o'clock p.m. without any other notice;

8. As of the first general election, the municipal council will be composed of one mayor and six councellors;

9. The Secretary-Treasurer of the new municipality will be Mr. Philippe Colette;

10. The officers and employees of both municipalities shall remain in office with the new municipality of Verchères until the resignation or until the council shall decide otherwise;

11. Il peut être pris connaissance du règlement relatif à la fusion ainsi que de la requête conjointe au bureau du secrétaire-trésorier de chacune des municipalités;

12. Les propriétaires peuvent s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui des publications requises par la loi et faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la commission municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, ville de Québec.

Le secrétaire-trésorier de la paroisse St-François-Xavier-de-Verchères,
THÉRÈSE LAROSE.
Le secrétaire-trésorier du village de Verchères,
PHILIPPE COLETTE.
Procureur des requérantes,
PIERRE VIAU.

39035-10-2-o

Succession Robert Ernest Mackett

Avis est par les présentes donné que James William Walter Mackett, en sa qualité de tuteur de son frère, John Robert Mackett, un mineur, et de sa soeur, Karen Elizabeth Mackett, une mineure, a été dûment autorisé en vertu d'un jugement de la Cour supérieure du district de Montréal, en date du 22e jour de janvier 1971 (dossier numéro 16754) a accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de Robert Ernest Mackett en vertu d'un acte d'acceptation passé devant W. L. Home, notaire, exerçant sa profession en la cité de Montréal, le 10e jour de février 1971 et enregistré au bureau d'enregistrement pour la division d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 2256996, le dix-septième jour de février 1971.

McLEAN, MARLER, TEES, WATSON, POITEVIN, JAVET & ROBERGE.

39132

11. Details of the by-laws concerning the amalgamation and the joint petition are available at the Secretary-Treasurer's office of each municipality;

12. The property owners may object to the amalgamation within the month following the month during which the notices required by law were published, and make known the grounds for their objections, in writing, to the municipal commission, parliament building, Québec City.

THÉRÈSE LAROSE,
Secretary-Treasurer of the parish of St-François-Xavier-de-Verchères.
PHILIPPE COLETTE,
Secretary-Treasurer of the village of Verchères.
PIERRE VIAU,
Attorney for the Petitioners.

39035-10-2-o

Estate of Robert Ernest Mackett

Notice is hereby given that James William Walter Mackett, in his quality of Tutor to his brother, John Robert Mackett, a minor, and to his sister, Karen Elizabeth Mackett, a minor, duly appointed and authorized in virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Montreal dated the 22nd January 1971 (File number 16754), has accepted under benefit of Inventory the Estate of Robert Ernest Mackett by Deed of Acceptance executed before W. L. Home, Notary, practising at the city of Montreal, on the 10th February 1971 and registered at the registry office for the registration division of Montreal under the number 2256996 on the 17th February 1971.

McLEAN, MARLER, TEES, WATSON, POITEVIN, JAVET & ROBERGE.

39132-o

Compagnies étrangères
Permis

Ohio Piston International Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Ohio Piston International Corporation », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est C. T. Corporation System (Canada) Ltd., 55, rue d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 55, rue d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

39061 8-71

Falcon Transport Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Falcon Transport Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

Extra-Provincial Companies
Licenses

Ohio Piston International Corporation

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Ohio Piston International Corporation", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55 d'Auteuil, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061-o 8-71

Falcon Transport Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Falcon Transport Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Charles Alexander Phelan, avocat, 3400, place Victoria, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 3400, Tour de la Bourse, place Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

39061 57-70

The chief agent for the purpose of receiving services in proceeding against the company is Mr. Charles Alexander Phelan, advocate, 3400 Place Victoria, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 3400 Stock Exchange Tower, Place Victoria, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

39061-o 57-70

Ministère de l'Éducation

Roberval

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Chambord, Lac-Bouchette (cath.), Roberval et Sainte-Hedwidge, dans le comté de Roberval, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Roberval, dans le comté de Roberval.

Québec, le 23 février 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

38998-10-2-o 495-01

Les-Deux-Rives

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de la cité de Kénogami, dans le comté de Jonquière, Saint-Ambroise et Saint-Jean-l'Évangéliste, dans le comté de Dubuc, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Les-Deux-Rives, dans les comtés de Dubuc et Jonquière.

Québec, le 25 février 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

38999-10-2-o 370-02

Val-Monts

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Saint-Dominique, Village de Sainte-Hélène, Saint-Liboire, Saint-Nazaire-d'Acton, Saint-Pie, Saint-Simon et Upton, dans le comté de Bagot et La Providence et Saint-Joseph, Village de, dans le comté de Saint-Hyacinthe, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Val-Monts, dans les comtés de Bagot et Saint-Hyacinthe.

Québec, le 23 février 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

39000-10-2-o 780-02

Montebello, diss.

Demande est faite d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité scolaire de Montebello, dans le comté de

Department of Education

Roberval

Application is made to amalgamate the existing territory of the school municipalities of Chambord, Lac-Bouchette (Catholic), Roberval and Sainte-Hedwige in the county of Roberval to form a new school municipality under the name of Roberval in the county of Roberval.

Québec, February 23, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

38998-10-2 495-01

Les-Deux-Rives

Application is made to amalgamate the existing territory of the school municipalities of the city of Kénogami in the county of Jonquière with that of Saint-Ambroise and Saint-Jean-l'Évangéliste in the county of Dubuc to form a new school municipality under the name of Les-Deux-Rives in the counties of Dubuc and Jonquière.

Québec, February 25, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

38999-10-2 370-02

Val-Monts

Application is made to amalgamate the existing territory of the school municipalities of Saint-Dominique, Village of Sainte-Hélène, Saint-Liboire, Saint-Nazaire-d'Acton, Saint-Pie, Saint-Simon and Upton in the county of Bagot with that of La Providence and the Village of Saint-Joseph in the county of Saint-Hyacinthe to form a new school municipality under the name of Val-Monts in the counties of Bagot and Saint-Hyacinthe.

Québec, February 23, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

39000-10-2 780-02

Montebello, diss.

Application is made to annex the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the school municipality of Montebello, in the county of Papineau,

to the school municipality of Buckingham (Prot.), in the county of Papineau.

Québec, March 1, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

39055-10-2 970-01

Loretteville, diss. et Saint-Sauveur, Prot.

Demande est faite de fusionner le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Sauveur (prot.) dans le comté de Saint-Sauveur, et celui actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Loretteville, dans le comté de Chauveau, et de les ériger en une municipalité scolaire distincte pour les protestants seulement, sous le nom de Loretteville-Saint-Sauveur, dans les comtés de Chauveau et Saint-Sauveur.

Québec, le 2 mars 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

39054-10-2-o 990-03

Murdochville, diss.

Demande est faite d'ériger en une municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité scolaire de Murdochville, dans le comté de Gaspé-Ouest.

Québec, le 1er mars 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

39056-10-2-o 930-01

Portneuf, diss.

Demande est faite d'ériger en une municipalité scolaire distincte pour les protestants seulement, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité scolaire de Portneuf, dans le comté de Portneuf.

Québec, le 1er mars 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

39057-10-2-o 990-03-G

Ste-Adèle, diss.

Demande est faite d'ériger en une municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité scolaire de Ste-Adèle, dans le comté de Terrebonne.

Québec, le 1er mars 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

39058-10-2-o 940-01

Chandler Diss.

Demande est faite d'abolir la corporation des syndics d'écoles pour la municipalité de Chandler, dans le comté de Gaspé-Sud.

Québec, le 9 mars 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

39143-11-3-o 930-01

Papineau, à la municipalité scolaire de Buckingham (prot.), dans le comté de Papineau.

Québec, le 1er mars 1971.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

39055-10-2-o 970-01

Loretteville, diss. et Saint-Sauveur, Prot.

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipality of Saint-Sauveur (Prot.), in the county of Saint-Sauveur, with that now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Loretteville, in the county of Chauveau, and to erect them into a distinct school municipality, for Protestants only, under the name of Loretteville-Saint-Sauveur, in the counties of Chauveau and Saint-Sauveur.

Québec, March 2, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

39054-10-2 990-03

Murdochville, diss.

Application is made to erect into a distinct school municipality, for Protestants only, the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the school municipality of Murdochville, in the county of Gaspé West.

Québec, March 1, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

39056-10-2 930-01

Portneuf, diss.

Application is made to erect into a distinct school municipality, for Protestants only, the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the school municipality of Portneuf, in the county of Portneuf.

Québec, March 1, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

39057-10-2 990-03-G

Ste-Adèle, diss.

Application is made to erect into a distinct school municipality, for Protestants only, the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the school municipality of Ste-Adèle, in the county of Terrebonne.

Québec, March 1, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

39058-10-2 940-01

Chandler Diss.

A petition is made to abolish the corporation of the school trustees for the municipality of Chandler, in the county of Gaspé-South.

Québec, March 9, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

39143-11-3 930-01

Demandes à la Législature

Cité de Verdun

Avis public est par les présentes donné que la cité de Verdun s'adressera à l'Assemblée Nationale de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte sur les matières suivantes:

1. pour abroger l'article 6 du chapitre 55 des lois de 1943;
2. pour abroger les articles 7, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 du chapitre 53 des lois de 1944;
3. pour abroger les articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9 du chapitre 73 des lois de 1945;
4. pour abroger l'article 2 du chapitre 53 des lois de 1954-55;
5. pour abroger l'article 6 du chapitre 70 des lois de 1955-56;
6. pour amender pour la cité l'article 473 de la Loi des cités et villes pour autoriser la cité à accorder une subvention de $200 à tout propriétaire qui démolit son hangar ou autre bâtiment accessoire;
7. pour amender pour la cité l'article 426-1 de la Loi des cités et villes pour autoriser la cité à adopter un règlement de zonage remplaçant le règlement No 128 concernant les bâtiments et les règlements qui l'ont modifié, ledit règlement devant être approuvé par le ministre des Affaires municipales, après une enquête publique tenue par la Commission municipale de Québec;
8. pour amender pour la cité l'article 473 de la Loi des cités et villes pour autoriser le conseil de la cité à accorder par règlement, sujet à l'approbation de la Régie des Rentes du Québec, une pension annuelle n'excédant pas $600 à tout officier ou employé permanent ayant complété 25 années de service, qui n'est pas éligible au fonds de pension ou qui ne reçoit pas une pension suffisante de la cité;
9. pour remplacer pour la cité l'article 593 de la Loi des cités et villes.

et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 24 février 1971.

Les procureurs de la cité de Verdun,
LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
39012-10-4-o MAILLOUX et BEAUREGARD.

Club de Golf de New Glasgow (1966) Inc.

Avis est donné par les présentes que « Club de Golf de New Glasgow (1966) Inc. » s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir une loi pourvoyant entr'autres:

A) Modifier le capital actions de la corporation;

B) Pourvoir que la nouvelle charte sera régie par les dispositions de la deuxième partie de la Loi des compagnies du Québec;

C) Telles autres fins qui sont énumérées dans la loi;

Montréal, le 23 février 1971.

39011-10-4-o ANDRÉ FORGET et JACQUES GUÉRIN.

Applications to Legislature

City of Verdun

Public notice is hereby given that the city of Verdun will apply to the National Assembly of Québec at its present session, for the adoption of an Act amending its charter, for the following purposes:

1. to abrogate article 6 of chapter 55 of the laws of 1943;
2. to abrogate articles 7, 9, 10, 11, 12, 13 and 14 of chapter 53 of the laws of 1944;
3. to abrogate articles 4, 5, 6, 7, 8 and 9 of chapter 73 of the laws of 1945;
4. to agrogate article 2 of chapter 53 of the laws of 1954-55;
5. to abrogate article 6 of chapter 70 of the laws of 1955-56;
6. to amend for the city, article 473 of the Cities and Towns Act to authorize the city to grant a subsidy of $200 to every owner who is pulling down his shed;
7. to amend for the city, article 426-1 of the Cities and Towns Act to authorize the city to adopt a zoning by-law replacing by-law No. 128 concerning buildings and the by-laws modifying said by-law No. 128, said by-law to be approved by the Minister of Municipal Affairs, after a public enquiry held by the Municipal Commission of Québec;
8. to amend for the city, article 473 of the Cities and Towns Act to authorize the city to grant by by-law to be approved by the Québec Pension Plan, an annual pension not exceeding $600 to every permanent officer or employee having completed 25 years of services, who is not eligible to the pension fund or does not receive a sufficiant pension from the city;
9. to replace for the city, article 593 of the Cities and Towns Act.

and for all other purposes.

Montreal, February 24, 1971.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
MAILLOUX & BEAUREGARD,
39012-10-4-o *Attorneys for the city of Verdun.*

New Glasgow Golf Club (1966) Inc.

Notice is hereby given that: "New Glasgow Golf Club (1966) Inc. " will apply to the National Assembly of Québec, at its next session, to get the adoption of act for the following purposes:

A) To amend the shareholding stock of the corporation;

B) To provide for that the provisions of the second part of the Québec Companies Act will apply to the new charter;

C) For all other purposes provided for in the law.

Montreal, February 23, 1971.

39011-10-4-o ANDRÉ FORGET and JACQUES GUÉRIN.

La cité de Giffard

Avis est par les présentes donné que la cité de Giffard, corporation municipale légalement constituée, ayant son siège social en la cité de Giffard, district de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi modifiant ses limites territoriales.

Québec, ce 18e jour de février 1971.

Le procureur de la requérante,
38949-10-4-o ME ROGER THIBAUDEAU, C.R.

City of Giffard

Notice is hereby given that the city of Giffard, municipal corporation legally incorporated and having its head office in the city of Giffard, district of Québec, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for a law to be adopted amending its territory.

Québec, this 18th day of February, 1971.

ME ROGER THIBAUDEAU, Q.C.,
38949-10-4 *Attorney for the Applicant.*

Ville de Montréal

Avis est par les présentes donné que la ville de Montréal s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, au cours de la deuxième session de la vingt-neuvième législature, pour lui demander l'autorisation de présenter un bill ayant pour objet de modifier les dispositions de sa charte relativement aux matières suivantes:

1° les modifications ou additions au plan général de la ville;

2° la preuve photographique des documents des archives de la ville;

3° l'augmentation de la juridiction du comité exécutif de $5,000 à $10,000 pour l'octroi des contrats et la limitation aux dépenses de plus de $10,000 des appels de soumissions;

4° la mise à la retraite des cadres administratifs et lesbénéfices de rentes qui peuvent leur être accordés à l'engagement;

5° le pouvoir du conseil d'autoriser certaines institutions à occuper ou construire en dérogation de la réglementation de zonage dans des secteurs résidentiels;

6° le transfert de certaines responsabilités de l'estimateur au Directeur des Finances dans des cas de changements affectant la perception mais ne nécessitant pas de nouvelles évaluations;

7° l'approbation des plans d'ensemble;

8° les recouvrements de la Communauté Urbaine de Montréal et les estimés budgétaires;

9° le paiement des taxes;

10° la date de production des contestations d'évaluations pour taxes;

11° le bureau de revision;

12° les délais pour le dépôt des indemnités d'expropriation;

13° l'octroi d'indemnités aux locataires lors d'acquisition d'immeubles par la ville;

14° l'administration de la cour municipale et les signatures sur les documents qui en émanent;

15° le pouvoir des juges municipaux d'édicter des règles de pratique;

16° les avis, le paiement libératoire et les assignations en cour municipale;

et toutes autres matières utiles à la bonne administration des affaires de la ville.

Hôtel de Ville, le 19 février 1971.

Agents et procureurs de la Ville,
CÔTÉ, PÉLOQUIN, MERCIER, NORMANDIN,
38950-10-4-o DUCHARME & BOUCHARD.

City of Montreal

Notice is hereby given that the City of Montreal will petition the Québec National Assembly, during the course of the Second Session of the 29th Legislature, to be authorized to present a bill to modify the dispositions of its charter in relation to the following subjects:

1. the modifications or additions to the general plan of the City;

2. the photographic proof of documents in the archives of the City;

3. Increase of the jurisdiction of the Executive Committee from $5,000 to $10,000 for the granting of contracts and the limitation of the calling of tenders to expenditures of more than $10,000;

4. The pensioning of administrative cadres and the pension benefit that may be granted to them when they join the service of the City;

5. the power of council to authorize certain institutions to occupy or build in residential zones, notwithstanding zoning restrictions;

6. The transfer of certain responsibilities of the assessor to the Director of Finance concerning certain changes affecting the collection of taxes but not requiring any new evaluation;

7. the approbation of master plans;

8. the recoveries from the Montreal Urban Community and the budgetary estimates;

9. the payment of taxes;

10. the date of production of complaints against tax assessments;

11. the Board of Revision;

12. the date for the deposit of expropriation indemnities;

13. the granting of indemnities to tenants when the City acquires immoveables;

14. the administration of the Municipal Court and the signatures of documents from said Court;

15. the power of municipal judges to adopt practice rules;

16. the notices, the discharge payments and the summons in the Municipal Court;

and all other matters relevant to the good administration of the affairs of the City.

City Hall, February 19, 1971.

CÔTÉ, PÉLOQUIN, MERCIER, NORMANDIN,
DUCHARME & BOUCHARD,
38950-10-4-o *Agents and attorneys for the City.*

Ville de Mont-Royal

Avis est par les présentes donné que la ville de Mont-Royal, corporation municipale constituée en vertu de la Loi des cités et villes et dont le siège social est à ville de Mont-Royal, dans le district de Montréal, s'adressera à l'Assemblée nationale de la province de Québec et à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec, à la présente session, pour l'adoption d'une loi visant à confirmer la validité de l'acquisition par la ville de Mont-Royal pour fins industrielles d'un immeuble situé dans les limites de ladite ville et borné par l'avenue Royalmount, par le Chemin Devonshire, par la rue Ferrier et par le Chemin Mountview, étant une partie du lot cinq cent soixante-dix-sept (Ptie 577) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, et à habiliter ladite ville à utiliser ou céder aux conditions qu'elle détermine, en tout ou en partie, à toutes fins quelconques, ledit immeuble, soustrayant ainsi ledit immeuble à l'application des dispositions de la Loi des Fonds Industriels (statuts refondus 1964, chapitre 175) lesdites utilisations ou cessions devant cependant être autorisées par le ministre des Affaires municipales et le ministre de l'Industrie et du Commerce, ainsi que pour toute autre fin.

Montréal, ce 10e jour de mars 1971.

Les procureurs de la pétitionnaire,
MARTINEAU, WALKER, ALLISON, BEAULIEU,
39145-11-4-o PHELAN & MACKELL.

Succession Félix E. Lavoie

Mademoiselle Ginette Thibault, Monsieur Roland de Beaumont et Trust Général du Canada, agissant en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et légataires fiduciaires des biens de la succession Félix E. Lavoie, donnent avis, par les présentes, qu'ils s'adresseront à l'Assemblée nationale du Québec, au cours de la présente session, en vue d'obtenir l'adoption d'une loi modifiant les dispositions testamentaires de Monsieur Félix E. Lavoie relativement aux pouvoirs de placement.

Québec, ce 8 mars 1971.

Les procureurs des requérants,
TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
39133-11-4-o TRUCHON & MORISSET.

Succession Charles Brochu

Trust General du Canada, agissant en sa qualité d'exécuteur testamentaire et administrateur des biens de la succession Charles Brochu, donne avis, par les présentes, qu'il s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, au cours de la présente session, en vue d'obtenir l'adoption d'une loi modifiant les dispositions testamentaires de Monsieur Charles Brochu relativement aux pouvoirs de placement.

Québec, ce 8 mars 1971.

Les procureurs des requérants,
TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
39134-11-4-o TRUCHON & MORISSET.

Town of Mount Royal

Notice is hereby given that the town of Mount Royal, a municipal corporation incorporated under the Cities and Towns Act, having its head office in the town of Mount Royal, in the district of Montreal, will apply to the National Assembly of the Province of Québec and to the Honourable Lieutenant-Governor of the Province of Québec, at the present session, in order to obtain the adoption of an Act confirming the validity of the acquisition for industrial purposes by the town of Mount Royal of an immovable property bounded by Royalmount Avenue, Devonshire Road, Ferrier Street and Mountview Road, being a part of lot five hundred and seventy-seven (Pt. 577) on the official plan and book reference of the parish of St. Laurent, and to empower the said town to use or transfer under such conditions as it determines, in whole or in part, for any purpose, the said immovable property, notwithstanding the provisions of the Industrial Funds Act (Revised Statuts 1964, chapter 175), said use or transfer being subject to the authorization of the Minister of Municipal Affairs and of the Minister of Industry and Commerce, and for any other purpose.

Montreal, the 10th day of March, 1971.

MARTINEAU, WALKER, ALLISON, BEAULIEU,
PHELAN & MACKELL,
39145-11-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Estate of Félix E. Lavoie

Miss Ginette Thibault, Mr. Roland de Beaumont and General Trust of Canada, acting in their capacity as testamentary executors and heirs in trust of the estate of Félix E. Lavoie, hereby give notice that they will apply to the National Assembly of Québec during the present session in order to obtain the adoption of a law modifying the testamentary provisions of Mr. Félix E. Lavoie respecting the powers of investment.

Québec, March 8, 1971.

TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
TRUCHON & MORISSET,
39133-11-4 *Attorneys for the Petitioners.*

Estate of Charles Brochu

General Trust of Canada, acting in its capacity as testamentary executor and administrator of the estate of Charles Brochu, hereby give notice that they will apply to the National Assembly of Québec during the present session in order to obtain the adoption of a law modifying the testamentary provisions of Mr. Charles Brochu respecting the powers of investment.

Québec, March 8, 1971.

TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
TRUCHON & MORISSET,
39134-11-4 *Attorneys for the Petitioners.*

La cité de Salaberry-de-Valleyfield
Société du Port de Valleyfield

Avis public est par la présente donnée que la Cité de Salaberry-de-Valleyfield s'adressera à l'Assemblée Nationale, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une Loi Spéciale, amendant la Loi concernant la Cité de Salaberry-de-Valleyfield, chap. 102 des Statuts du Québec, 1968, pour les fins suivantes:

1° modifier l'article 5 concernant la composition de La Société du Port;

2° ajouter l'article 8A pour spécifier la durée du mandat des administrateurs;

3° abroger l'article 9 et le remplacer par un autre et ajouter l'article 9A;

4° modifier l'article 17 et l'article 18;

5° et pour toutes autres fins.

Salaberry-de-Valleyfield, le 26e jour de février 1971.

Le maire,
RAPHAËL BARRETTE.
Le greffier,
CHARLES CODEBECQ.

39107-11-4-o

The City of Salaberry-of-Valleyfield
Valleyfield Harbour Corporation

Public notice is hereby given that the City of Salaberry-of-Valleyfield will make an application before the National Assembly, at this present session, to have a Special Law enacted to amend an Act respecting the City of Salaberry-of-Valleyfield, 1968 S.Q., chap. 102, for the following purposes:

1. amend the article 5 concerning the composition of the Corporation;

2. add article 8A to specify the time of the office of administrators;

3. abrogate article 9 and replace it by another and add article 9 A;

4. amend the article 17 and article 18;

5. and for all other purposes.

Salaberry-of-Valleyfield, this 26th day of February 1971.

RAPHAËL BARRETTE,
Mayor.
CHARLES CODEBECQ,
City Clerk.

39107-11-4-o

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Avis

Modifications aux règlements sur la formation et la qualification professionnelles de la Main-d'oeuvre

L'honorable Jean Cournoyer, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (S.Q. 1969, chap. 51), que les règlements sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre devenus les arrêtés en conseil numéros 4793 et 4794 du 30 décembre 1970 sont modifiés suivant le texte ci-dessous approuvé par l'arrêté en conseil numéro 941 du 10 mars 1971.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 6 mars 1971.

Modifications au règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction devenu l'arrêté numéro 4793 du 30 décembre 1970.

1. Les mots « direction générale » sont remplacés par les mots « direction générale de la main-d'oeuvre » partout où on les rencontre.

2. Les mots « y compris l'installation d'appareils préfabriqués rattachés à cette canalisation » sont ajoutés à l'annexe « A » de la version française du règlement, après le mot « poussières » à la fin du paragraphe *a*) de l'item 3 intitulé « Tôlerie ».

3. Les mots « in connection thereto » sont ajoutés à l'annexe « A » de la version anglaise du règlement, après les mots « as well as setting up prefabricated appara-

Department of Labour and Manpower

Notice

Amendments to the regulations concerning the vocational training and qualification of manpower

Pursuant to the provisions of the Manpower Vocational Training and Qualification Act (S.R. 1969, chapter 41) the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the regulations concerning the vocational training and qualification of manpower which became Order in Council number 4793 and 4794 on December 30, 1970 are modified as specified in the following text approved by Order in Council number 941 of March 10, 1971.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, March 6, 1971.

Amendments to the regulation which became Order in Council number 4793 of December 30, 1970 respecting manpower vocational training and qualification in the construction industry.

1. In the French version, the words "direction générale" are replaced by the words "direction générale de la main-d'oeuvre" wherever they appear in the text.

2. In the French version of Appendix "A" of the regulation, the works "y compris l'installation d'appareils préfabriqués rattachés à cette canalisation" are added after the word "poussières" at the end of subparagraph (*a*) of item 3 entitled "Tôlerie".

3. In the English version of Appendix "A" of the regulation, the words "in connection thereto" are added after the words "as well as setting up prefabricated

tus » à la fin du paragraphe *a*) de l'item 3 intitulé « Sheet-metal work ».

4. À l'annexe « B » du règlement, le mot « examens » est intercalé comme sous-titre entre les mots « révision annuelle » et « examens de qualification ».

5. À l'annexe « C » dans la version anglaise du règlement, après les mots « Glazing » et « Tiling » respectivement, le chiffre « 2 » dans la colonne intitulée « number of periods » est dans chaque cas remplacé par le chiffre « 3 ».

Modifications au règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre dans les champs de spécialisation suivants: électricité, réfrigération, mécanique des systèmes de tuyauterie, mécanique d'appareils transporteurs, opération de machines électriques, devenu l'arrêté numéro 4974 du 30 décembre 1970.

1. Les mots « direction générale » sont remplacés par les mots « direction générale de la main-d'oeuvre » partout où on les rencontre.

2. À l'annexe « B » du règlement, le mot « examens » est intercalé comme sous-titre entre les mots « révision annuelle » et « examens de qualification ».

3. L'annexe « C » du règlement est remplacée par la suivante:

apparatus" at the end of sub-paragraph (*a*) of item 3 entitled "Sheet-metal work".

4. In Appendix "B" of the regulation, the word "examinations" is inserted as sub-title between the words "Annual revision" and "Qualification examination".

5. In the English version of Appendix "C" of the regulation, after both words "Glazing" and "Tiling", the figure "2" which appears in the column entitled "number of periods" is replaced by "3" in each case.

Amendments to the regulation which became Order in Council number 4794 of December 30, 1970 respecting manpower vocational training and qualification in the following fields of specialization: electricity, refrigeration, mechanics of piping systems, mechanics of transporting devices, operation of electrical machinery.

1. In the French version, the words "direction générale" are replaced by the words "direction générale de la main-d'oeuvre" wherever they appear in the text.

2. In Appendix "B" of the regulation, the word "examinations" is inserted as sub-title between the words "Annual revision" and "Qualification examination".

3. Appendix "C" of the regulation is replaced by the following:

Annexe « C » — Appendix "C"
Conditions d'apprentissage — Conditions of Apprenticeship

	Périodes Periods	*Rapport — Ratio Apprent./Trav. qual. Appr./Skilled workmen* *Jusqu'au Until 31/12/71*	*Après After 31/12/71*
1. Électricité — Electricity	4	1:1	1:2
2. Mécanique d'appareils transporteurs — Mechanics of transporting devices	4	1:1	1:1
3. Mécanique de système de tuyauterie — Mechanics of piping systems	4	1:1	1:2
4. Opération de machines électriques — Operation of electrical machinery	1	1:1	1:1
5. Réfrigération — Refrigeration	4	1:1	1:2

Cet avis annule celui qui a été publié, le 6 mars 1971 à la page 2237.

38942-o

This notice cancels the one that was published on March 6, 1971 on page 2237.

38942-o

Ventes d'effets non réclamés

Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de novembre 1970, et non réclamés aux bureaux de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, seront vendus aux enchères par Fraser Brothers (Canada) Limited, 4950 de la Savane, Montréal, à dix heures de l'avant-midi, lundi, le vingt-neuvième (29e) jour de mars 1971, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 1er février 1971.

Le superviseur,
G. P. WATSON.

38669-7-6-o

Sales of Unclaimed Baggage

Canadian Pacific Railway Company

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of November 1970, and still remaining unclaimed in the offices of Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 4950 de la Savane, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Monday, the twenty-ninth (29th) day of March 1971, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, February 1, 1971.

G. P. WATSON,
Supervisor.

38669-7-6-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 605

Québec, le 17 février 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'honorable Oswald Parent

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7 de la Loi de l'exécutif Statuts refondus 1964, chapitre 9 et amendements, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, entre autres, définir les devoirs qui doivent être remplis par tout membre du Conseil exécutif et modifier le nom sous lequel un membre du Conseil exécutif est désigné.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE l'honorable Oswald Parent, membre du Conseil exécutif, soit désigné comme ministre d'État auprès du ministère des Finances, et que lui soient confiées les responsabilités suivantes:

a) représenter le gouvernement au sein de la Commission Permamente des Engagements Financiers;

b) surveiller l'application de la Loi de la Curatelle publique (S.R. 1964, chapitre 314 et amendements);

c) surveiller l'application du Régime de retraite des fonctionnaires (1964, S.R. chapitre 14 et amendements);

d) surveiller l'application du Régime de retraite des enseignants (13-14 Élizabeth II, chapitre 68 et amendements);

e) surveiller l'application des articles 102 à 117 inclusivement de la Loi de la législature (S.R. 1964, chapitre 6 et amendements), relatifs au système de pension pour les membres de la législature;

QUE monsieur Oswald Parent, ministre d'État auprès du ministère des Finances, soit autorisé à exercer les fonctions décrites ci-dessous, à l'égard des responsabilités mentionnées aux paragraphes *b*, *c*, *d* et *e*:

Signer les demandes au Conseil exécutif et au Conseil de la trésorerie relativement à l'administration desdites lois.

Approuver ou signer les demandes relatives à la nomination et à la gestion du personnel, ainsi que tout document ayant trait à l'administration de ces lois.

Approuver ou signer, relativement à ces lois, toute demande ou tout document se rapportant à un item pour lequel un crédit est prévu au budget des dépenses du ministère des Finances, à voter ou autorisé par statuts, conformément au cahier des « Crédits » pour l'année financière se terminant le 31 mars 1971.

QUE le présent arrêté en conseil remplace l'arrêté en conseil numéro 328 du 27 janvier 1971.

Copie conforme.

Le greffier suppléant du Conseil exécutif,
JEAN-PIERRE VAILLANCOURT.

39094-o

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 605

Québec, February 17, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING The Honourable Oswald Parent.

WHEREAS under section 7 of the Executive Power Act (Revised Statutes 1964, chapter 9 and amendments), the Lieutenant-Governor in Council may, among other things, define the duties to be exercised by any member of the Executive Council and alter the name under which any member of the Executive Council is designated.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT the Honourable Oswald Parent, member of the Executive Council, be designated as Minister without Portfolio with the Department of Finance and that he be entrusted with the following responsibilities:

(*a*) of representing the Government on the Permanent Financial Commitments Commission;

(*b*) of ensuring that the Public Curatorship Act (R.S.Q. 1964, chapter 314 and amendments) be enforced;

(*c*) of ensuring that the Civil Service Superannuation Plan Act (R.S.Q. 1964, chapter 14 and amendments) be enforced;

(*d*) of ensuring that the Teachers Pension Plan (13-14 Elizabeth II, chapter 68, and amendments) be enforced;

(*e*) of ensuring that sections 102 to 117 inclusive of the Legislature Act (R.S.Q. 1964, chapter 6 and amendments), respecting a pension plan for the members of the Legislature, be enforced;

THAT Mr. Oswald Parent, Minister without Portfolio with the Department of Finance, be authorized to carry out the following duties respecting the responsibilities mentioned in paragraphs (*b*), (*c*), (*d*) and (*e*):

To sign those documents referred for approval to the Executive Council and the Treasurer Board respecting the administration of the said acts.

To approve and sign any application respecting the appointment and management of personnel, and any document respecting the administration of these acts.

To approve and sign, with regard to the said acts, any departmental request or document relating to an item for which an appropriation was provided for in the estimates of expenditure of the Department of Finance to be voted or authorized by law, in accordance with the book of "Appropriations" for the fiscal year ending on March 31, 1971.

THAT this Order in Council replace Order in Council No. 328 of January 27, 1971.

True copy.

JEAN-PIERRE VAILLANCOURT,
Acting Clerk of the Executive Council.

39094

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 534

Québec, le 10 février 1971.

Présent Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certaines tâches confiées à l'honorable Robert Quenneville, membre du Conseil exécutif et ministre d'État aux Affaires sociales.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7 de la Loi de l'exécutif (S.R.Q. 1964, chapitre 9 et amendements), le lieutenant-gouverneur en conseil peut définir les devoirs qui doivent être remplis par tout membre du Conseil exécutif.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE l'honorable Robert Quenneville, membre du Conseil exécutif, soit chargé de constituer un comité en vue de favoriser l'intégration des assistés sociaux au marché du travail et de diriger les travaux dudit comité;

QUE l'honorable Robert Quenneville soit en outre chargé de prendre au nom du Gouvernement toutes les mesures qu'il jugera appropriées en vue du placement des étudiants, tant auprès du Gouvernement et de ses organismes qu'auprès du secteur privé;

QUE l'honorable Robert Quenneville soit également chargé d'établir des relations avec les universités en vue de définir des travaux qui pourraient être effectués pour le Gouvernement par des étudiants sous-gradués ou post-gradués.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

39094-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 534

Québec, February 10, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING those duties to be performed by the Honourable Robert Quenneville, member of the Executive Council and Minister without Portfolio with the Department of Social Affairs.

WHEREAS under section 7 of the Executive Power Act (R.S.Q. 1964, chapter 9 and amendments), the Lieutenant-Governor in Council may define the duties to be performed by any member of the Executive Council.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT the Honourable Robert Quenneville, member of the Executive Council, be entrusted with forming a committee for the purpose of integrating individuals receiving social assistance into the labour market, and with supervising the work of the said committee;

THAT the Honourable Robert Quenneville also be entrusted with taking, in the name of the Government, any measures he deems appropriate to promote student employment in government departments and bodies and in the private sector;

THAT the Honourable Robert Quenneville also be entrusted with establishing relations with universities to decide what work might be carried out for the Government by under or post-graduate students.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

39094

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 535

Québec, 10 février 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Service de placement étudiant du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre.

ATTENDU QUE par l'arrêté en conseil numéro 534 du 10 février 1971 l'honorable Robert Quenneville membre du Conseil exécutif a été chargé entre autres de prendre au nom du Gouvernement toutes les mesures qu'il jugera appropriées en vue du placement des étudiants, tant auprès du Gouvernement et de ses organismes qu'auprès du secteur privé;

ATTENDU QUE l'honorable Robert Quenneville a été également chargé d'établir des relations avec les universités en vue de définir des travaux qui pourraient être effectués pour le Gouvernement par des étudiants sous-gradués ou post-gradués.

IL EST ORDONNÉ sur la propositions du Premier ministre:

QUE le Service de placement étudiant du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre soit transféré du

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 535

Québec, February 10, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Student Placement Service in the Department of Labour and Manpower.

WHEREAS by Order in Council number 534 of February 10, 1971 the Honourable Robert Quenneville was entrusted, *inter alia* with taking, any measures he deems appropriate to promote student employment in government departments and bodies and in the private sector;

WHEREAS the Honourable Robert Quenneville was also entrusted with establishing relations with universities to decide what work might be carried out for the Government by under or post-graduate students.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT the Student Placement Service in the department of Labour and Manpower be transferred from the

contrôle du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre à celui de l'honorable Robert Quenneville ministre d'état aux Affaires sociales, et placé sous la responsabilité et l'autorité de ce dernier, sans toutefois que le personnel, le matérial et les crédits budgétaires afférant à ce Service soient détachés du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre;

QUE l'honorable Robert Quenneville membre du Conseil exécutif, soit autorisé à exercer les fonctions décrites ci-dessous, à l'égard du Service de placement étudiant:

Signer les demandes au Conseil exécutif et au Conseil de la trésorerie relativement à l'administration de ce Service.

Approuver ou signer les demandes relatives à la nomination et à la gestion du personnel, ainsi que tout document ayant trait à l'administration de ce Service.

Approuver ou signer relativement à ce Service toute demande ou tout document se rapportant à un item pour lequel un crédit est prévu au budget des dépenses, à voter ou autorisé par statuts, pour l'année financière en cours et pour les années subséquentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
39094-o JULIEN CHOUINARD.

supervision of the Minister of Labour and Manpower to that of the Honourable Robert Quenneville, Minister without Portfolio with the Department of Social Affairs, and be placed under the responsibility and authority of the latter, but transferring from the Department of Labour and Manpower the personnel, equipment and credits attached to this Service;

THAT the Honourable Robert Quenneville, member of the Executive Council, be authorized to exercise the following functions with respect to the Student Placement Service:

To sign those documents referred for approval to the Executive Council and the Treasury Board respecting the administration of this Service.

To approve or sign applications respecting the appointment and management of personnel and any document respecting the administration of this Service.

To approve or sign any request or document pertaining to this Service respecting an item for which a credit, to be voted or authorized by law, has been set aside in the budget for expenditure in the current fiscal year and subsequent years.

JULIEN CHOUINARD,
39094 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 779

Québec, le 24 février 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de laiterie dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de laiterie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 481 du 5 mai 1949 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 5 décembre 1970;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications formulées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 481, soit modifié de la façon suivante:

1° Les paragraphes « *h* » et « *i* », de l'article I sont remplacés par le suivant:

« *h*) *Jours fériés chômés et payés:* Les mots « jours fériés chômés et payés », désignent les jours suivants: le premier jour de l'An, le 2 janvier, l'Épiphanie ou le mercredi suivant, le lundi de Pâques, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, l'Action

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 779

Québec, February 24, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting Dairy Employees in the region of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting Dairy Employees in the region of Québec, rendered obligatory by Decree No. 481 of May 5, 1949 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision;

WHEREAS the said petition was published in the *Québec Official Gazette* of December 5, 1970;

WHEREAS no objection has been brought forth against the approval of the amendments proposed;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the said Decree No. 481 be amended as follows:

1. Paragraphs "*h*" and "*i*" of section I are replaced by the following:

"(*h*) *General holidays with pay:* The words "general holidays with pay" refer to the following days: New Year's Day, January 2, Epiphany Day or the following Wednesday, Easter Monday, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day,

de Grâces, l'Immaculée Conception ou le mercredi suivant, le jour de Noël et le 26 décembre. »

2° Au paragraphe « *a* » de l'article II, les mots « les petits laitiers » sont biffés.

3° L'article IV est remplacé par le suivant:

« IV. *Salaires minimaux:* Tout salarié, quel que soit le mode de rémunération, doit recevoir un salaire au moins égal à celui qui est fixé ci-dessous pour son emploi:

	Par semaine
Essayeur	$102.00
Préposé à la fabrication	102.00
Expéditeur	103.00
Hommes de service:	
Catégorie « A »	100.00
Catégorie « B »	97.00
Catégorie « C »	96.00
Catégorie « D »	64.00

Le vendeur à la livraison de lait qui travaille régulièrement, que la durée hebdomadaire de son travail soit de 54 heures ou moins, doit recevoir $59 pour les premiers 2,000 points plus $0.02 par point additionnel pour toute vente de lait au détail et $0.02½ par point additionnel pour tout vente de lait en gros.

Pour l'évaluation des points, une pinte de lait représente 1 point, une chopine ½ point et un demiard ¼ de point.

La commission sur le beurre doit être de $0.02 la livre sur toute vente faite au prix de détail et ½ cent la livre sur toute vente faite au gros.

La commission sur la crème doit être de $0.02½ sur chaque chopine de crème vendue au prix de détail et de $0.0½ la chopine sur la crème vendue au gros.

Tout vendeur dont le salaire et la commission forment un montant inférieur à $83 doit recevoir un salaire garanti pour ce montant.

Salaire garanti:	*Par semaine*
Vendeur de crème glacée	$95.00
Livreur	99.00
Aide	65.00
	l'heure
Employé occasionnel	$1.90

Aucun salarié ne doit subir de diminution de son salaire pour les jours fériés chômés et payés et les jours de congé.

Quand, dans une semaine donnée, le nombre d'heures de travail exigé d'un salarié, autre qu'un employé occasionnel, est inférieur à la semaine normale, il ne doit être fait aucune déduction du salaire prévu au présent article à moins que la diminution des heures ne soit occasionnée par des circonstances indépendantes de la volonté de l'employeur.

Si une ordonnance de la Commission du salaire minimum rend obligatoires des taux de salaires supérieurs à ceux fixés par le présent décret, ceux-ci sont automatiquement ajustés à ceux établis par ladite ordonnance. »

Immaculate Conception Day or the following Wednesday, Christmas Day and December 26."

2. In paragraph "*a*" of section II, the words "unpasteurized milk dealers" are deleted.

3. Section IV is replaced by the following:

"IV. *Minimum wages:* No employee, regardless of payment method, shall be paid less than the following wage rates:

	Per week
Tester	$102.00
Production worker	102.00
Shipper	103.00
Service men:	
Category "A"	100.00
Category "B"	97.00
Category "C"	96.00
Category "D"	64.00

Salesmen on a milk route who regularly work a 54-hour week or less shall be paid $59 for the first 2,000 points plus 2¢ for each additional point on retail milk sales and 1½¢ for each additional point on wholesale milk sales.

When computing points, one quart of milk equals 1 point; one pint, ½ point; one half pint, ¼ point.

Commission on butter sales shall be 2¢ a pound on retail sales and ½¢ a pound on wholesale sales.

Commission on cream sales shall be 2½¢ a pint on retail sales and ½¢ a pint on wholesale sales.

Any salesman whose salary and commission total less than $83 a week, shall receive such guaranteed wage.

Guaranteed wage:	*Per week*
Ice cream salesman	$95.00
Deliveryman	99.00
Helper	65.00
	Per hour
Occasional employee	$1.90

No reduction in wages shall be made for general holidays and days off.

In a given week, should number of working hours required of an employee other than an occasional employee be less than the standard work week, there shall be no reduction in the wages set forth in this section, unless he shorter working hours be due to circumstances beyond the employer's control.

If an ordinance of the Minimum Wage Commission stipulates wage rates higher than those established by the present decree, the latter shall be automatically adjusted to those established by the said Ordinance."

4° Le paragraphe « *a* » de l'article V est remplacé par le suivant:

« *a*) Pour les employés vendeurs, la semaine normale de travail est de cinquante-quatre (54) heures; pour les autres salariés, la semaine normale de travail est de quarante-deux (42) heures. »

5° L'article VII est abrogé.

6° L'article XVI est remplacé par le suivant:

« XVI. *Congé annuel payé:* Tout salarié qui a une (1) année ou plus de service continu a droit à deux (2) semaines de congé par année. L'indemnité afférente à ce congé est de quatre pour cent (4%) de son salaire.

Tout salairé qui a dix (10) années ou plus de service continu a droit à une troisième semaine de vacances payée par année et à une indemnité supplémentaire de 2% de son salaire.

L'employeur doit donner à ses salariés, qui ont moins d'un (1) an de service dans son établissement, une (1) journée de congé payé par mois de service. Ces congés sont accordés aux salariés de la catégorie « D » à la fin de leur emploi. L'indemnité afférente à ces congés est de 4% du salaire gagné par le salarié.

Au moins une semaine de congé doit être donnée entre le 1er mai et le 30 septembre; les autres semaines de congés sont prises en jours consécutifs du lundi au dimanche, entre le 1er octobre d'une année et le 31 mai de l'année suivante. Le choix de la date des congés se fait suivant l'ordre d'ancienneté des salariés, après entente entre l'employeur et les intéressés.

Tout salarié doit bénéficier d'un congé compensateur d'une journée pour chaque jour férié chômé et payé qui tombe pendant la période de congé annuel payé. »

7° L'article XXII est abrogé et remplacé par le suivant:

« XXII. *Durée du décret:*

Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 août 1971. »

Le greffier du Conseil exécutif,
39093-o JULIEN CHOUINARD.

4. Paragraph "*a*" of section V is replaced by the following:

"(*a*) Standard working hours in a week shall not exceed fifty-four (54) for salesmen and forty-two (42) for all other employees."

5. Section VII is deleted.

6. Section XVI is replaced bythe following:

"XVI. *Annual vacation with pay:* Any employee who has one (1) year's continuous service or more is entitled to two (2) week's annual vacation and four per cent (4%) of his earnings .

Any employee with ten (10) or more years of service is entitled to a third week of annual vacation and to an additional two per cent (2%) of his earnings.

Employers shall, in the case of employees with less than one (1) year of service in their establishment, give one (1) day of vacation with pay per calendar month. For employees of category "D", such vacation shall be given at the end of employment. The rate of such vacation pay shall be four per cent (4%) of the earnings of the employee.

At least one week's vacation shall be given between May 1, and September 30; the other week's vacation shall be taken consecutively, Monday through Sunday, between October 1 of a year, and May 31 of the following year. The choice of the date of vacation shall be made in accordance with the seniority of employees, following agreement between employer and interested parties.

When, in the course of a vacation week of an employee there occurs a general holiday, such employee shall benefit by another day off."

7. Section XXII is deleted and replaced by the following:

"XXII. *Term of the decree:*

The present decree shall remain in force until August 31, 1971."

JULIEN CHOUINARD,
39093-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 806

Québec, le 3 mars 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement numéro trois (3) de la Commission de Police du Québec relatif aux rapports des membres de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux avec les ressortissants étrangers en détention.

ATTENDU QUE la Commission de Police du Québec peut, par règlement, établir des règles relatives à la conduite des membres de la Sûreté du Québec et des policiers municipaux dans leurs rapports avec les citoyens, suivant le paragraphe *f*) de l'article 17 de la Loi de Police (chapitre 17 des lois de 1968) modifié par le paragraphe *d*) de l'article 7 du chapitre 12 des lois de 1970;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 806

Québec, March 3, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the approval of by-law number three (3) of the Québec Police Commission respecting the dealings of members of the Québec Police Force and municipal police forces with detained foreign citizens.

WHEREAS, under paragraph (*f*) of section 17 of the Police Act (chapter 17 of the statutes of 1968) amended by paragraph (*d*) of section 7 of chapter 12 of the statutes of 1970, the Québec Police Commission, by regulation, may establish rules respecting the conduct of members of the Québec Police Force and municipal policemen in their dealings with the public;

ATTENDU QU'il est opportun d'établir des règles relatives aux rapports des membres de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux avec les ressortissants étrangers en détention;

ATTENDU QU'un règlement à cette fin a été adopté par la Commission de Police du Québec le 2 février 1971;

ATTENDU QUE les règlements de la Commission de Police du Québec sont subordonnés à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de la Justice:

QUE sous l'autorité de l'article 18 de la Loi de Police, le règlement numéro trois (3) relatif aux rapports des membres de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux avec les ressortissants étrangers en détention, dont copie certifiée est annexée, soit approuvé et entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

RÈGLEMENT NUMÉRO 3

Relatif aux rapports des membres de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux avec les ressortissants étrangers en détention.

La Commission de Police du Québec, en exécution des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi de Police, décrète ce qui suit:

1° Le présent règlement est connu sous le nom de « Règlement numéro 3 » relatif aux rapports des membres de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux avec les ressortissants étrangers en détention.

2° Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

a) *Sûreté:*

Le corps de police constitué en vertu de l'article 28 de la Loi de Police, chap. 17 des Lois de 1967/68 et ses amendements, sous le nom, en français, de « Sûreté du Québec » et, en anglais, de « Québec Police Force »;

b) *Corps de police municipal:*

Tout corps de police établi par une ou plusieurs corporations municipales ou par le Conseil d'une communauté urbaine ou régionale;

c) *Service du protocole:*

L'intermédiaire entre les représentations de pays étrangers établies au Québec ou y ayant juridiction et les divers services relevant directement ou indirectement du Gouvernement du Québec.

3° Lorsqu'une personne de nationalité étrangère qui est arrêtée, détenue ou emprisonnée, demande que le poste consulaire de son pays en soit informé, le corps de police qui détient cette personne doit prévenir immédiatement le Service du Protocole. S'il y a urgence, ledit corps de police se met directement en rapport

Whereas it is expedient to establish rules respecting the dealings of members of the Québec Police Force and municipal police forces with detained foreign citizens;

WHEREAS a by-law for such purpose was passed by the Québec Police Commission on the 2nd of February 1971;

WHEREAS the by-laws of the Québec Police Commission are subject to approval by the Lieutenant-Governor in Council;

IT IS ORDERED, on the motion of the Minister of Justice:

THAT under section 18 of the Police Act, by-law number three (3) respecting the dealings of members of the Québec Police Force and municipal police forces with detained foreign citizens, a certified copy of which is annexed, be approved, and come into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

BY-LAW NUMBER 3

Respecting the dealings of members of the Québec Police Force and municipal police forces with detained foreign citizens.

The Québec Police Commission, in the discharge of the powers conferred upon it by the Police Act, orders as follows:

1. This by-law is known as by-law number 3 respecting the dealings of members of the Québec Police Force and municipal police forces with detained foreign citizens.

2. In this by-law, unless the context indicates a different meaning, the following expressions and words mean:

(a) *Police force:*

The police force constituted under the name of "Québec Police Force" in English and "Sûreté du Québec" in French by section 28 of the Police Act, Chap. 17 of the statutes of 1967/68 and its amendments;

(b) *Municipal police force:*

Any police force established by one or more municipal corporations or by the Council of an urban or regional community;

(c) *Protocol divisions:*

The intermediary between the representatives of foreign countries established in Québec or having jurisdiction there and the various services directly or indirectly under the jurisdiction of the Québec Government.

3. When a person of foreign extraction who is arrested, detained or imprisoned requests that the consular office of his country be informed thereof, the police force detaining such person must forthwith notify the Protocol division. If an emergency exists the said police force shall immediately communicate

avec le consulat intéressé et en informe sans retard le Service du Protocole.

4° Toute communication adressée au poste consulaire par tel ressortissant étranger doit être transmise sans retard par le corps de police intéressé.

5° Tel ressortissant étranger doit être informé sans retard de ses privilèges en égard au présent règlement.

6° Les fonctionnaires consulaires ont le droit de se rendre auprès d'un ressortissant du pays qu'ils représentent et qui est arrêté, détenu ou incarcéré, de s'entretenir et de correspondre avec lui et de pourvoir à sa représentation en justice.

7° Le présent règlement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Je soussigné, secrétaire de la Commission de Police du Québec, certifie que le règlement numéro 3 ci-haut reproduit a été adopté lors d'une réunion des membres de la Commission de Police du Québec, tenue le 2 février 1971 et à laquelle il y avait quorum, dont le Président.

ME NORMAND-B. ST-GEORGES,
Secrétaire de la Commission de Police du Québec.

39065-o

with the consulate concerned and shall forthwith so inform the Protocol divisions.

4. Any communication addressed to the consular office by such foreign citizen must forthwith be transmitted by the police force concerned.

5. Such foreign citizen must forthwith be informed of his privileges with regard to this by-law.

6. The consular officers are entitled to meet the citizen of the country which they represent who is arrested, detained or imprisoned, talk and correspond with him and provide for his representation before the courts.

7. This by-law shall come into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette.*

I, the undersigned, Secretary of the Québec Police Commission, certify that the above by-law was passed at a meeting of the members of the Québec Police Commission held on the 2nd of February 1971, at which there was a quorum, including the president.

ME NORMAND-B. ST-GEORGES,
Secretary of the Québec Police Commission.

39065-o

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QU'en vertu de l'article 10 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, quand il le juge à propos, d'appliquer, par proclamation, les dispositions de la section I de cette loi à toute autre division d'enregistrement de la province;

ATTENDU QU'il y a lieu d'appliquer lesdites dispositions législatives à la division d'enregistrement de Coaticook, à Coaticook et de décréter l'émission d'une proclamation à cette fin.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 239, en date du 20 janvier 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que les dispositions de la section I de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319) s'appliquent à la division d'enregistrement de Coaticook, à Coaticook, à compter de la date de publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec.*

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS pursuant to Section 10 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319), the Lieutenant-Governor in Council may, whenever he deems it expedient, extend, by proclamation, the provisions of Division I of this Act to any of the other registration divisions of the Province;

WHEREAS it is deemed expedient to apply the said legislative provisions to the registration division of Coaticook, at Coaticook, and to decree that a proclamation be issued for such purpose;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 239, dated January 20, 1971, We have decreed and ordered and do hereby decree and order that the provisions of Section I of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319) apply to the registration division of Coaticook, at Coaticook, from and after the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette.*

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingtième jour de janvier en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre.

LUCIEN DARVEAU,
Sous-procureur général.

39065-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QU'en vertu de l'article 10 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, quand il le juge à propos, d'appliquer, par proclamation, les dispositions de la section I de cette loi à toute autre division d'enregistrement de la province;

ATTENDU QU'il y a lieu d'appliquer lesdites dispositions législatives à la division d'enregistrement de Compton, à Cookshire, et de décréter l'émission d'une proclamation, à cette fin.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 240, en date du 20 janvier 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que les dispositions de la section I de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319) s'appliquent à la division d'enregistrement de Compton, à Cookshire, à compter de la date de la publication de la proclamation dans la *Gazette officielle du Québec.*

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twentieth day of January in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the nineteenth year of Our Reign.

By command.

LUCIEN DARVEAU,
Deputy Attorney General.

39065

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS pursuant to Section 10 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319), the Lieutenant-Governor in Council may, whenever he deems it expedient, extend, by proclamation, the provisions of Division I of this Act to any of the other registration divisions of the Province;

WHEREAS it is deemed expedient to apply the said legislative provisions to the registration division of Compton, at Cookshire, and to decree that a proclamation be issued for such purpose;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 240, dated January 20, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the provisions of Section I of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319) apply to the registration division of Compton, at Cookshire, from and after the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette.*

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingtième jour de janvier en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre.

LUCIEN DARVEAU,
Sous-procureur général.

39065-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QU'en vertu de l'article 10 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, quand il le juge à propos, d'appliquer, par proclamation, les dispositions de la section I de cette loi à toute autre division d'enregistrement de la province;

ATTENDU QU'il y a lieu d'appliquer lesdites dispositions législatives à la division d'enregistrement de Stanstead, à Stanstead Plain, et de décréter l'émission d'une proclamation à cette fin.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 247, en date du 20 janvier 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que les dispositions de la section I de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319) s'appliquent à la division d'enregistrement de Stanstead, à Stanstead Plain, à compter de la date de publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec.*

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingtième jour de janvier en l'année mil neuf cent

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Building, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twentieth day of January in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the nineteenth year of Our Reign.

By command.

LUCIEN DARVEAU,
Deputy Attorney General.

39065

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS pursuant to Section 10 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319), the Lieutenant-Governor in Council may, whenever he deems it expedient, extend, by proclamation, the provisions of Division I of this Act to any of the other registration divisions of the Province;

WHEREAS it is deemed expedient to apply the said legislative provisions to the registration division of Stanstead, at Stanstead Plain, and to decree that a proclamation be issued for such purpose;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 247, dated January 20, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the provisions of Section I of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319) apply to the registration division of Stanstead, at Stanstead Plain, from and after the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette.*

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Building, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twentieth day of January in the year of Our Lord one thousand

soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre.

LUCIEN DARVEAU,
Sous-procureur général.

39065-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU que la forêt est une des plus importantes richesses du Québec;

ATTENDU qu'il importe, dans l'intérêt de l'État, d'assurer par tous les moyens possibles, la conservation, l'aménagement rationnel et la restauration de cette richesse;

ATTENDU que pour réaliser cela, il est essentiel que la population ait le respect de l'arbre et soit pleinement consciente de ses responsabilités envers la forêt;

ATTENDU que la proclamation d'une « Semaine de l'Arbre et de la Forêt » a pour but de rappeler les bienfaits que procurent l'arbre et la forêt et vu l'article 165 de la Loi des terres et forêts, (Statuts refondus, 1964, chapitre 92);

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 421, en date du 27 janvier 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons qu'une semaine soit nommément consacrée au culte de l'arbre et de la forêt etque la période du 2 au 8 mai 1971 soit proclamée officiellement la « Semaine de l'Arbre et de la Forêt » du Québec.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-septième jour de janvier en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre.

JEAN DALLAIRE,
Sous-procureur général adjoint.

39065-o

nine hundred and seventy-one and in the nineteenth year of Our Reign.

By command.

LUCIEN DARVEAU,
Deputy Attorney General.

39065

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the forest is one of Québec's most important natural resources;

WHEREAS it is essential, in the interest of the Province, to ensure by all possible means the conservation, the rational parcelling out and the restoration of this source of Wealth;

WHEREAS to carry out this work, it is essential that the population have respect for trees and be fully conscious of its responsibilities towards the forest;

WHEREAS the purpose in proclaiming an "Arbor Week" is to recall the benefits which trees and the forest obtain for man, in view of section 165 of the Lands and Forests Act, Revised Statutes, 1964, chapter 92);

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 421 of January 27, 1971, We have decreed and ordered and do hereby decree and order that a week be dedicated especially to the respect of trees, and that the period from May 2 to 8, 1971 be officially proclaimed "Arbor Week" in the Province of Québec.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-seventh day of January in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the nineteenth year of Our Reign.

By command.

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

39065

Soumissions — Demandes de

Cité de Drummondville
Comté de Drummond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurent Bernier, greffier, Hôtel de ville, 415, rue Lindsay, Drummondville, comté de Drummond, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 29 mars 1971, pour l'achat de $800,000 d'obligations de la cité de Drummondville, comté de Drummond, datées du 15 avril 1971 et remboursables en série du 15 avril 1972 au 15 avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 avril et 15 octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 avril 1971.

Tableau d'amortissement — $800,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 avril 1972	$19,000
15 avril 1973	20,000
15 avril 1974	20,000
15 avril 1975	23,000
15 avril 1976	26,000
15 avril 1977	26,000
15 avril 1978	29,000
15 avril 1979	31,000
15 avril 1980	35,000
15 avril 1981	37,000
15 avril 1982	39,000
15 avril 1983	41,000
15 avril 1984	46,000
15 avril 1985	48,000
15 avril 1986	50,000
15 avril 1987	54,000
15 avril 1988	57,000
15 avril 1989	62,000
15 avril 1990	66,000
15 avril 1991	71,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $71,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre

Tenders — Requests for

City of Drummondville
County of Drummond

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Laurent Bernier, City Clerk, City Hall, 415 Lindsay Street, Drummondville, county of Drummond, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, March 29, 1971, for the purchase of a bond issued of $800,000, bonds of the city of Drummondville, county of Drummond, dated April 15, 1971 and redeemable serially from April 15, 1972 to April 15, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 15th and October 15th each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from April 15, 1971.

Table of redemption — $800,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 15, 1972	$19,000
April 15, 1973	20,000
April 15, 1974	20,000
April 15, 1975	23,000
April 15, 1976	26,000
April 15, 1977	26,000
April 15, 1978	29,000
April 15, 1979	31,000
April 15, 1980	35,000
April 15, 1981	37,000
April 15, 1982	39,000
April 15, 1983	41,000
April 15, 1984	46,000
April 15, 1985	48,000
April 15, 1986	50,000
April 15, 1987	54,000
April 15, 1988	57,000
April 15, 1989	62,000
April 15, 1990	66,000
April 15, 1991	71,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-years fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $71,000, and if greater than the latter amount, said surplus only must comprise one or several complete

qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 avril 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $71,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 816 — $10,000 — aqueduc, égouts, voirie; 821 — $125,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité; 834 — $12,200 — aqueduc et égouts; 837 — $8,700 — travaux de rénovation urbaine; 850 — $104,100 — aqueduc, égouts, voirie, électricité; 857 — $36,000 — aqueduc, égouts, voirie; 872 — $70,000 — aqueduc et égouts; 876 — $132,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité, services récréatifs; 877 — $3,000 — aqueduc et égouts; 880 — $85,000 — voirie, etc.; 895 — $214,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 29 mars 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 415, rue Lindsay, Drummondville, comté de Drummond, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Drummondville (Comté de Drummond), ce 8 mars 1971.

Le greffier,
LAURENT BERNIER.

Hôtel de ville, 415, rue Lindsay,
Drummondville (Comté de Drummond), P.Q.
Téléphone: 478-4111, Code 819. 39119-o

Cité de Rivière-du-Loup
Comté de Rivière-du-Loup

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Raoul Savard, greffier, Hôtel de Ville, 181, rue Lafon-

annual amortizations taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the April 15, 1991 maturity being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Drummondville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $71,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 15th each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 816 — $10,000 — aqueduct, sewers, roads; 821 — $125,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity; 834 — $12,200 — aqueduct and sewers; 837 — $8,700 — city renovation works; 850 — $104,100 — aqueduct, sewers, roads, electricity — 857 — $36,000 — aqueduct, sewers, roads; 872 — $70,000 — aqueduct and sewers; 876 — $132,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity, recreational services; 877 — $3,000 — aqueduct and sewers; 880 — $85,000 — roads, etc.; 895 — $214,000 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Monday, March 29, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the City Hall, 415 Lindsay Street, Drummondville, county of Drummond, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Drummondville (County of Drummond), March 8, 1971.

LAURENT BERNIER,
City Clerk.

City Hall, 415 Lindsay Street,
Drummondville (County of Drummond), P.Q.
Telephone: 478-4111, code 819. 39119

City of Rivière-du-Loup
County of Rivière-du-Loup

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Raoul Savard, clerk, City Hall, 181 Lafontaine Street, Post Office Box 37,

taine, case postale 37, Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, P.Q., jusqu'à 9 heures du soir, jeudi 1er avril 1971, pour l'achat de $445,000 d'obligations de la cité de Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, datées du 15 avril 1971 et remboursables par série du 15 avril 1972 au 15 avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 avril et 15 octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 avril 1971.

Tableau d'amortissement — $445,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 avril 1972	$10,500
15 avril 1973	11,500
15 avril 1974	12,500
15 avril 1975	12,500
15 avril 1976	14,500
15 avril 1977	15,500
15 avril 1978	16,500
15 avril 1979	17,500
15 avril 1980	18,500
15 avril 1981	19,500
15 avril 1982	21,000
15 avril 1983	22,000
15 avril 1984	24,000
15 avril 1985	26,000
15 avril 1986	28,000
15 avril 1987	30,000
15 avril 1988	33,000
15 avril 1989	35,000
15 avril 1990	37,000
15 avril 1991	40,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $40,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 avril 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, P.Q., until 9:00 o'clock p.m., on Monday, Thursday, April 1, 1971, for the purchase of $445,000 of bonds for the city of Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, dated April 15, 1971 and redeemable serially, from April 15, 1972 to April 15, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 15th or October 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 15, 1971.

Table of redemption — $445,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 15, 1972	$10,500
April 15, 1973	11,500
April 15, 1974	12,500
April 15, 1975	12,500
April 15, 1976	14,500
April 15, 1977	15,500
April 15, 1978	16,500
April 15, 1979	17,500
April 15, 1980	18,500
April 15, 1981	19,500
April 15, 1982	21,000
April 15, 1983	22,000
April 15, 1984	24,000
April 15, 1985	26,000
April 15, 1986	28,000
April 15, 1987	30,000
April 15, 1988	33,000
April 15, 1989	35,000
April 15, 1990	37,000
April 15, 1991	40,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and as 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $40,000, and if greater than the latter amount, the said part must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of April 15, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rivière-du-Loup.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $40,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 582 — $140,000 — aqueduc, égouts; 591 — $165,000 — voirie; 599 — $140,000 — aqueduc, égouts, voirie et achat de terrain.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, jeudi, le 1er avril 1971, à 9 heures du soir, Hôtel de Ville, 181, rue Lafontaine, case postale 37, Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rivière-du-Loup (Comté de Rivière-du-Loup), ce 8 mars 1971.

Le greffier,
RAOUL SAVARD.

Hôtel de Ville, 181, rue Lafontaine,
Case postale 37, Rivière-du-Loup,
(Comté de Rivière-du-Loup), P.Q.
Téléphone: 862-6303, code 418. 39119-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rivière-du-Loup.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation save if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher, than $40,000, and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on April 15th of each year for the annual amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 582 — $140,000 — aqueduct, sewers; 591 — $165,000 — roads; 599 — $140,000 — aqueduct, sewers, roads and the purchasing of land.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Thursday, April 1st, 1971, at 9:00 p.m., at the City Hall, 181 Lafontaine Street, Post Office Box 37, Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Rivière-du-Loup (County of Rivière-du-Loup), this March 8, 1971.

RAOUL SAVARD,
Clerk.

City Hall, 181 Lafontaine Street,
Post Office Box 37, Rivière-du-Loup,
(County of Rivière-du-Loup), P.Q.
Telephone: 862-6303, code 418. 39119

Cité de Thetford Mines
Comté de Mégantic

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Yves Lamothe, greffier, Hôtel de Ville, 144, rue Notre-Dame-Sud, Thetford Mines, comté de Mégantic, P.Q., jusqu'à 1.30 heures de l'après-midi, mardi, le 30 mars 1971, pour l'achat de $750,000 d'obligations de la cité de Thetford Mines, comté de Mégantic, datées du 15 avril 1971 et remboursables par série du 15 avril 1972 au 15 avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 avril et 15 octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

City of Thetford Mines
County of Mégantic

Publis notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Yves Lamothe, City Clerk, at the City Hall, 144 Notre-Dame Street South, Thetford Mines, county of Mégantic, P.Q., until 1:30 o'clock p.m., Tuesday, March 30, 1971, for the purchase of a bond issue of $750,000, bonds of the city of Thetford Mines, county of Mégantic, dated April 15, 1971 and redeemable serially from April 15, 1972 to April 15, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 15th and October 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 avril 1971.

Tableau d'amortissement — $750,000 — 20 ans

Année	*Capital*
15 avril 1972	$ 7,000
15 avril 1973	7,000
15 avril 1974	8,000
15 avril 1975	8,000
15 avril 1976	9,000
15 avril 1977	10,000
15 avril 1978	11,000
15 avril 1979	11,000
15 avril 1980	12,000
15 avril 1981	13,000
15 avril 1982	14,000
15 avril 1983	15,000
15 avril 1984	17,000
15 avril 1985	18,000
15 avril 1986	19,000
15 avril 1987	21,000
15 avril 1988	23,000
15 avril 1989	25,000
15 avril 1990	26,000
15 avril 1991	476,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $62,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 avril 2001 de la partie renouvelable ci-après mentionnée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 15 avril 1991 au montant de $476,000 comprend un solde de $447,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
15 avril 1992	$31,000
15 avril 1993	33,000
15 avril 1994	36,000
15 avril 1995	39,000
15 avril 1996	42,000
15 avril 1997	45,000
15 avril 1998	49,000
15 avril 1999	53,000

For adjudication only, interest will be calculated as from April 15, 1971.

Table of redemption — $750,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 15, 1972	$ 7,000
April 15, 1973	7,000
April 15, 1974	8,000
April 15, 1975	8,000
April 15, 1976	9,000
April 15, 1977	10,000
April 15, 1978	11,000
April 15, 1979	11,000
April 15, 1980	12,000
April 15, 1981	13,000
April 15, 1982	14,000
April 15, 1983	15,000
April 15, 1984	17,000
April 15, 1985	18,000
April 15, 1986	19,000
April 15, 1987	21,000
April 15, 1988	23,000
April 15, 1989	25,000
April 15, 1990	26,000
April 15, 1991	476,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $62,000, and if greater that the latter amount, said surplus only must comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the April 15, 2001 maturity of the renewable part hereinafter mentioned being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The April 15, 1991 maturity, in the amount of $476,000 covers a balance of $447,000 renewable for an additional 20-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
April 15, 1992	$31,000
April 15, 1993	33,000
April 15, 1994	36,000
April 15, 1995	39,000
April 15, 1996	42,000
April 15, 1997	45,000
April 15, 1998	49,000
April 15, 1999	53,000

15 avril 2000..... $57,000
15 avril 2001..... 62,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Thetford Mines.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites ogligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $476,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 15 avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement suivant: 827 — $750,000 — aqueduc, égouts, pavage, etc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 30 mars 1971, à 1.30 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 144, rue Notre-Dame-Sud, Thetford Mines, comté de Mégantic, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Thetford Mines (Comté de Mégantic), ce 8 mars 1971.

Le greffier,
YVES LAMOTHE.

Hôtel de Ville, 144, rue Notre-Dame-Sud,
Thetford Mines (Comté de Mégantic,) P.Q.
Téléphone: 335-2981, code 418. 39119-o

April 15, 2000..... $57,000
April 15, 2001..... 62,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Thetford Mines.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipations except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $476,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 15th each year, for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the following by-law: 827 — $750,000 — aqueduct, sewers, pavement, etc.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Tuesday, March 30, 1971, at 1:30 o'clock p.m., at the City Hall, 144 Notre-Dame Street South, Thetford Mines, county of Mégantic, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Thetford Mines (County of Mégantic), March 8, 1971.

YVES LAMOTHE,
City Clerk.

City Hall, 144 Notre-Dame Street South,
Thetford Mines (County of Mégantic), P.Q.
Telephone: 335-2981, code 418. 39119

Village de Fort-Coulonges

Comté de Pontiac

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné James E. Duke, Municipal Fire House, Fort-Coulonges, comté de Pontiac, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 29 mars 1971, pour l'achat de $221,000 d'obligations du village de Fort-Coulonges, comté de Pontiac, datées du 1er avril 1971 et remboursables en série du 1er avril 1972 au 1er avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½% payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Village of Fort-Coulonges

County of Pontiac

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned James E. Duke, at the Municipal Fire House, Fort-Coulonges, county of Pontiac, P.Q., until 7.30 p.m., on Monday, March 29, 1971, for the purchase of an issue of $221,000 of bonds for the village of Fort-Coulonges, county of Pontiac, dated April 1, 1971 and redeemable serially from April 1, 1972 to April 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1971.

Tableau d'amortissement — $221,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1972	$ 6,000
1er avril 1973	6,500
1er avril 1974	7,000
1er avril 1975	7,500
1er avril 1976	7,500
1er avril 1977	8,000
1er avril 1978	8,500
1er avril 1979	9,000
1er avril 1980	9,500
1er avril 1981	10,000
1er avril 1982	10,500
1er avril 1983	11,000
1er avril 1984	12,000
1er avril 1985	12,500
1er avril 1986	14,000
1er avril 1987	14,500
1er avril 1988	15,500
1er avril 1989	16,500
1er avril 1990	17,000
1er avril 1991	18,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $18,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent, ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Fort-Coulonges.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et à Ottawa, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $18,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er avril de chaque année pour le montant annuel

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1971.

Table of redemption — $221,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1972	$ 6,000
April 1, 1973	6,500
April 1, 1974	7,000
April 1, 1975	7,500
April 1, 1976	7,500
April 1, 1977	8,000
April 1, 1978	8,500
April 1, 1979	9,000
April 1, 1980	9,500
April 1, 1981	10,000
April 1, 1982	10,500
April 1, 1983	11,000
April 1, 1984	12,000
April 1, 1985	12,500
April 1, 1986	14,000
April 1, 1987	14,500
April 1, 1988	15,500
April 1, 1989	16,500
April 1, 1990	17,000
April 1, 1991	18,000

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried over to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried over to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried over 10-year for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, for the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $18,000, and if greater than the latter amount, this surplus must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of April 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Fort-Coulonges.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto and Ottawa, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $18,000, and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the amount required to amor-

requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 80 — $208,000 — renouvellement d'emprunt; 104 — $13,000 — frais de refinancement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 29 mars 1971, à 7.30 heures du soir, Municipal Fire House, Fort-Coulonges, comté de Pontiac, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Fort-Coulonges (Comté de Pontiac), ce 3 mars 1971.

Le secrétaire-trésorier,
JAMES E. DUKE.

Municipal Fire House,
Fort-Coulonges, (Pontiac), P.Q.
Téléphone: 683-2259, code 819. 39125-o

Ville de Vanier
Comté de Saint-Sauveur

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roger Gauvin, greffier, Hôtel de Ville, 313, ave Bélanger, Vanier, comté de St-Sauveur, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 30 mars 1971, pour l'achat de $385,500 d'obligations de la ville de Vanier, comté de St-Sauveur, datées du 15 avril 1971 et remboursables en série du 15 avril 1972 au 15 avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 avril et 15 octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 avril 1971.

Tableau d'amortissement — $385,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 avril 1972	$ 8,500
15 avril 1973	9,000
15 avril 1974	9,000
15 avril 1975	10,000
15 avril 1976	11,000
15 avril 1977	11,000
15 avril 1978	13,000
15 avril 1979	14,000
15 avril 1980	15,000
15 avril 1981	16,000
15 avril 1982	18,000
15 avril 1983	19,000
15 avril 1984	21,000
15 avril 1985	24,000

tize the issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 80 — $208,000 — renewal of a loan; 104 — 13,000 — refinancing costs.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 29, 1971, at 7.30 p.m., at the Municipal Fire House, Fort-Coulonges, county of Pontiac, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Fort-Coulonges, (County of Pontiac), March 3, 1971.

JAMES E. DUKE,
Secretary-Treasurer.

Municipal Fire House,
Fort-Coulonges (Pontiac), P.Q.
Telephone: 683-2259, code 819. 39125

Town of Vanier
County of Saint-Sauveur

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Roger Gauvin, clerk, at the Town Hall, 313 Bélanger Ave, at Vanier, county of St. Sauveur, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, March 30, 1971, for the purchase of an issue of $385,500 of bonds for the town of Vanier, county of St. Sauveur, dated April 15, 1971 and redeemable serially from April 15, 1972 to April 15, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 15th and October 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 15, 1971.

Table of redemption — $385,500 — 20 years

Year	*Capital*
April 15, 1972	$ 8,500
April 15, 1973	9,000
April 15, 1974	9,000
April 15, 1975	10,000
April 15, 1976	11,000
April 15, 1977	11,000
April 15, 1978	13,000
April 15, 1979	14,000
April 15, 1980	15,000
April 15, 1981	16,000
April 15, 1982	18,000
April 15, 1983	19,000
April 15, 1984	21,000
April 15, 1985	24,000

15 avril 1986	$24,000
15 avril 1987	27,000
15 avril 1988	30,000
15 avril 1989	33,000
15 avril 1990	35,000
15 avril 1991	38,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $38,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 avril 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Vanier.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $38,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumissions devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 536 — $125,000 — voirie, aqueduc et égouts; 538 — $70,500 — aqueduc et égouts; 539 — $190,000 — voirie, aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 30 mars 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 313, ave Bélanger, Vanier, comté de St-Sauveur, P.Q.

April 15, 1986	$24,000
April 15, 1987	27,000
April 15, 1988	30,000
April 15, 1989	33,000
April 15, 1990	35,000
April 15, 1991	38,000

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried over to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried over to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried over 10-year for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, for the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $38,000, and if greater than the latter amount, this surplus must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of April 15, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Vanier.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $38,000, and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on April 15th of each year for the amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities appearig in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 536 — $125,000 — roads, aqueduct and sewers; 538 — $70,500 — aqueduct and sewers; 539 — $190,000 — roads, aqueduct and sewers.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 30, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 313 Bélanger Ave, Vanier, county of St. Sauveur, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Vanier (Comté de St-Sauveur), ce 3 mars 1971.

Le greffier,
ROGER GAUVIN.

Hôtel de Ville, 313, ave Bélanger,
Vanier (Comté de St-Sauveur), P.Q.
Téléphone: 681-6217, code 418. 39126-o

Cité de Kénogami
Comté de Jonquière

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Louis de la Sablonnière, greffier, Hôtel de ville, Rue King George, Kénogami, comté de Jonquière, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mercredi, le 31 mars 1971, pour l'achat de $432,500 d'obligations de la cité de Kénogami, comté de Jonquière, datées du 15 avril 1971 et remboursables en série du 15 avril 1972 au 15 avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 15 avril et 15 octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 15 avril 1971.

Tableau d'amortissement — $432,500 — 20 ans

Année	*Capital*
15 avril 1972	$ 9,500
15 avril 1973	11,000
15 avril 1974	11,000
15 avril 1975	13,000
15 avril 1976	14,000
15 avril 1977	15,000
15 avril 1978	16,000
15 avril 1979	17,000
15 avril 1980	19,000
15 avril 1981	19,000
15 avril 1982	20,000
15 avril 1983	21,000
15 avril 1984	23,000
15 avril 1985	25,000
15 avril 1986	27,000
15 avril 1987	29,000
15 avril 1988	32,000
15 avril 1989	34,000
15 avril 1990	37,000
15 avril 1991	40,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Vanier (County of St. Sauveur), March 3, 1971.

ROGER GAUVIN,
Clerk.

Town Hall, 313 Bélanger Ave,
Vanier (County of St. Sauveur), P.Q.
Telephone: 681-6217, code 418. 39126

City of Kénogami
County of Jonquière

Public notice is hereby given that sealed tenders, bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Louis de la Sablonnière, clerk, at the City Hall, King George Street, Kénogami, county of Jonquière, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., on Wednesday, March 31, 1971, for the purchase of an issue of $432,500 of bonds for the city of Kénogami, county of Jonquière, such bonds will be dated April 15, 1971 and shall be redeemable serially from April 15, 1972 to April 15, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 15th and October 15th of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; but, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 15, 1971.

Table of redemption — $432,500 — 20 years

Year	*Capital*
April 15, 1972	$ 9,500
April 15, 1973	11,000
April 15, 1974	11,000
April 15, 1975	13,000
April 15, 1976	14,000
April 15, 1977	15,000
April 15, 1978	16,000
April 15, 1979	17,000
April 15, 1980	19,000
April 15, 1981	19,000
April 15, 1982	20,000
April 15, 1983	21,000
April 15, 1984	23,000
April 15, 1985	25,000
April 15, 1986	27,000
April 15, 1987	29,000
April 15, 1988	32,000
April 15, 1989	34,000
April 15, 1990	37,000
April 15, 1991	40,000

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried over to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried over to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $40,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 15 avril 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Kénogami.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $40,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 15 avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivant: 361-69 — $28,000 — fins industrielles; 371-69 — $200,000 — voirie, aqueduc, égouts, services récréatifs; 373-69 — $14,500 — aqueduc et égouts; 375-69 — $190,000 — voirie, aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 31 mars 1971, à 7.30 heures du soir, Hôtel de ville, Rue King George, Kénogami, comté de Jonquière, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Kénogami (Comté de Jonquière), ce 9 mars 1971.

Le greffier,
LOUIS DE LA SABLONNIÈRE.

Hôtel de ville, Rue King George,
Kénogami, (Jonquière), P.Q.
Téléphone: 547-9309, code 418. 39144-o

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Baldwin-Cartier
Comté de Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried over 10-year for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, for the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $40,000, and if greater than the latter amount, this surplus must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of April 15, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein, Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Kénogami.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $40,000, and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on April 15th of each year for the amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 361-69 — $28,000 — industrial purposes; 371-69 — $200,000 — roads, aqueduct, sewers, recreational services; 373-69 — $14,500 — aqueduct and sewers; 375-69 — $190,000 — roads, aqueduct and sewers.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, March 31, 1971, at 7.30 o'clock p.m., at the City Hall, King George Street, Kénogami, county of Jonquière, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Kénogami (County of Jonquière), March 9, 1971.

LOUIS DE LA SABLONNIÈRE,
Clerk.

City Hall, King George Street,
Kénogami, (Jonquière), P.Q.
Telephone: 547-9309, code 418. 39144

School Commissioners for the Municipality of Baldwin-Cartier
County of Robert Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be

pour obligations » seront reçues par le soussigné Michel A. Rousseau, secrétaire-trésorier, Bureau de la commission, 130, Ambassador, Pointe-Claire, comté de Robert Baldwin, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 29 mars 1971, pour l'achat de $2,551,000 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité de Baldwin-Cartier, comté de Robert Baldwin, datées du 1er avril 1971 et remboursables par série du 1er avril 1972 au 1er avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½% ni supérieur à 8½% payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1971.

Tableau d'amortissement — $2,551,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1972	$ 51,500
1er avril 1973	56,500
1er avril 1974	61,000
1er avril 1975	67,500
1er avril 1976	72,500
1er avril 1977	79,500
1er avril 1978	87,000
1er avril 1979	93,500
1er avril 1980	103,500
1er avril 1981	108,500
1er avril 1982	117,000
1er avril 1983	127,000
1er avril 1984	138,500
1er avril 1985	151,500
1er avril 1986	165,000
1er avril 1987	179,000
1er avril 1988	195,500
1er avril 1989	212,000
1er avril 1990	232,000
1er avril 1991	252,500

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Baldwin-Cartier se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (17 Eliz. II, Bill 64, sanctionné le 5 juillet 1968), demanderont au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à l'adite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

received up to 7:30 p.m. Monday, March 29, 1971, by the undersigned Michel A. Rousseau, secretary-treasurer, office of the board, 130 Ambassador, Pointe-Claire, county of Robert Baldwin, P.Q. for the purchase of $2,551,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Baldwin-Cartier, county of Robert Baldwin, dated April 1, 1971 and redeemable serially from April 1, 1972 to April 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½% nor more than 8½% payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The interest rate may be the same for the whole issue; but if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1971.

Table of redemption — $2,551,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1972	$ 51,500
April 1, 1973	56,500
April 1, 1974	61,000
April 1, 1975	67,500
April 1, 1976	72,500
April 1, 1977	79,500
April 1, 1978	87,000
April 1, 1979	93,500
April 1, 1980	103,500
April 1, 1981	108,500
April 1, 1982	117,000
April 1, 1983	127,000
April 1, 1984	138,500
April 1, 1985	151,500
April 1, 1986	165,000
April 1, 1987	179,000
April 1, 1988	195,500
April 1, 1989	212,000
April 1, 1990	232,000
April 1, 1991	252,500

The school commissioners for the municipality of Baldwin-Cartier, availing themselves of section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (17 Eliz. II, Bill 64, assented to July 5, 1968), shall request the Minister of Education to effect out of the grants to be given annually to the said school corporation, the deposit in trust in the hands of the Minister of Finance, such amounts as to discharge in whole the principal and interest of the present issue of bonds and a renewal thereof if required.

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried over to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried over to the fifteenth year.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $252,500 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant comgte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-Claire.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $252,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions suivantes: 29 juillet 1960 — $26,000 — renouvellement d'emprunt; 21 mai 1969 — $1,500,000 — construction et aménagement d'une polyvalente à Pierrefonds; 8 février 1971 — $1,025,000 — dépenses d'immobilisations.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, lundi, le 29 mars 1971, à 7.30 heures du soir, bureau de la commission, 130, Ambassador, Pointe-Claire, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-Claire (Comté de Robert Baldwin), ce 9 mars 1971.

Le secrétaire-trésorier,
MICHEL A. ROUSSEAU.

Bureau de la commission, 130, Ambassador,
Pointe-Claire (Robert Baldwin), P.Q.
Téléphone: 697-6320, code 514. 39139-o

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried over to the tenth year for one part and as 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, for the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $252,500 and if greater than the latter amount, the said part must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of April 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pointe-Claire.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation f they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $252,500 and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on April 1 of each year for the amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 29 July 1960 — $26,000 — loan renewal; May 21, 1969 — $1,500,000 — construction and installation of a polyvalent school at Pierrefonds; February 8, 1971 — $1,025,000 — capital expenditures.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the commissioners which will be held on Monday, March 29, 1971 at 7:30 p.m., office of the board, 130 Ambassador, Pointe-Claire, county of Robert Baldwin, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-Claire (Robert-Baldwin), March 9, 1971.

MICHEL A. ROUSSEAU,
Secretary-Treasurer.

Office of the Board, 130 Ambassador,
Pointe-Claire (Robert-Baldwin), P.Q.
Telephone: 697-6320, code 514. 39139

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

MÉGANTIC

Canada — Province de Québec
District de Mégantic

Cour Provinciale, No 6623. { ROGER TREMBLAY, distributeur de produits pétroliers, domicilié à 2430, Chemin St-Louis, Sillery, et faisant affaires, à 42, rue Bel Air, Lévis, demandeur, *vs* YVON ROY, domicilié à 1636, rue Rousseau, Plessisville, défendeur.

« Un terrain ou emplacement situé sur le côté nord-est de l'avenue Rousseau, au coin de la rue Fortier, en la ville de Plessisville, mesurant soixante pieds de front ou largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, connu et désigné au cadastre « Amendé » du village de Plessisville comme étant la resubdivision numéro quarante-sept de la subdivision numéro un du lot originaire numéro quatre A (4*a*-1-47) avec maison dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Mégantic, à Inverness, le SEIZIÈME jour du mois d'AVRIL 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JEAN-LOUIS LALLIER.

Bureau du Shérif,
Thetford Mines, ce 5 mars 1971. 39141-o

Canada — Province de Québec
District de Mégantic

Cour Provinciale, No 6996. { JULES & PHILIPPE CHABOT, faisant affaires sous les nom et raison sociale de « Les Placements J.P.C. Enr. », à St-Jacques de Leeds, comté et district de Mégantic, demandeurs, *vs* DAME MARIE-ANGE JACQUES, domiciliée à Leeds Village, comté et district de Mégantic, défenderesse.

1. Un certain terrain faisant partie du lot numéro dix A (P. 10-A) du neuvième rang du canton de Leeds, mesurant cent pieds de profondeur sur cent pieds de largeur, borné comme suit: au sud-ouest par la ligne de division entre les lots neuf-I et dix-A, au nord-ouest par le chemin public, au nord-est et sud-est par le terrain ci-après décrit.

2. Un emplacement faisant partie du lot numéro dix A (P. 10-A) dudit neuvième rang du canton de Leeds, et borné comme suit: en front au nord-ouest sur une longueur de cent pieds par l'emplacement ci-dessus décrit et sur une longueur de vingt-cinq pieds par le chemin de Craig, au sud-ouest sur une longueur de trois cent quatre-vingt-cinq pieds par la ligne de division entre le lot numéro neuf-I propriété de Jean-

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

MÉGANTIC

Canada — Province of Québec
District of Mégantic

Provincial Court, No. 6623. { ROGER TREMBLAY, oil distributor, domiciled at 2430 St. Louis Road, Sillery, and carrying on business at 42 Bel Air Street, Lévis, plaintiff, *vs* YVON ROY, domiciled at 1636 Rousseau Street, Plessisville, defendant.

"A piece of land or emplacement situated on the northeast side of Rousseau Avenue, at the corner of Fortier Street, in the town of Plessisville, measuring sixty feet in front or in width by ninety feet in depth, known and designated on the "amended" cadastre of the village of Plessisville as forming resubdivision number forty-seven of subdivision number one of original lot number four A (4*a*-1-47) with a house constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office of the Mégantic Division, at Inverness, on the SIXTEENTH day of the month of APRIL, 1971, at TEN o'clock in the morning.

JEAN-LOUIS LALLIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Thetford Mines, March 5, 1971. 39141

Canada — Province of Québec
District of Mégantic

Provincial Court, No. 6996. { JULES & PHILIPPE CHABOT, carrying on business under the name and style of "Les Placements J.P.C. Enr.", at St-Jacques de Leeds, county and district of Mégantic, plaintiffs, *vs* MRS. MARIE-ANGE JACQUES, domiciled at Leeds Village, county and district of Mégantic, defendant.

1. A certain piece of land forming part of lot number ten A (P. 10-A) of the ninth range of the township of Leeds, measuring one hundred feet deep by one hundred feet wide, bounded as follows: on the southwest by the line of division between lots nine-I and ten-A, on the northwest by the public road, on the northeast and southeast by the land hereafter described.

2. An emplacement forming part of lot number ten A (P. 10-A) of the said ninth range of the township of Leeds, and bounded as follows: in front or on the northwest a length of one hundred feet by the emplacement hereabove described and a length of twenty-five feet by Craig Road, on the southwest by a length of three hundred and eighty-five feet by the line of division between lot number nine-I property of Jean-

Guy Doyle et ledit dix-A, au nord-est par la propriété de Mme Miville Chrétien et au sud-est par Alfred Dion ou représentants, ces deux emplacements formant un terrain de cent vingt-cinq pieds de largeur sur quatre cent quatre-vingts pieds de profondeur.

3. Une lisière de terre de forme irrégulière située dans le neuvième rang du canton de Leeds, étant cette parcelle de terrain située entre le nouveau chemin et cette partie du chemin de Craig à l'endroit où il fait une courbe pour aller rejoindre le nouveau chemin par les deux extrémités y compris cette partie dudit chemin avec en plus une lisière de terre de trois pieds de largeur à partir du fossé qui suit ledit chemin de Craig à aller vers le sud-est, c'est-à-dire que cette lisière de terre aura trois pieds de largeur comme susdit sur toute la longueur de cette partie dudit chemin de Craig, laquelle lisière de terre mesurant en longueur toute cette partie du chemin qui se trouve situé entre les deux extrémités dudit chemin présentement vendu et rejoignant le chemin neuf, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro neuf A (P. 9-A) du cadastre pour le neuvième rang du canton de Leeds et ainsi borné d'un côté par le nouveau chemin situé en front du terrain de Jos-Henri Payeur et de l'autre côté à une partie du lot neuf A appartenant à Jean-Guy Doyle, sauf la réserve de ladite lisière de terre vendue par Amedée Lessard à Théodore Guay et cette partie de terrain vendue à Sa Majesté la Reine par acte enregistré sous le numéro 51-242.

Ces immeubles comprennent les immeubles par destination, c'est-à-dire l'outillage, la machinerie, les meubles meublants et autres objets mobiliers semblables placés par l'emprunteur dans les lieux hypothéqués, pour compléter son exploitation.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Thetford à Thetford Mines, au palais de justice, 693 ouest, rue St-Alphonse à Thetford Mines, le QUINZIÈME jour du mois d'AVRIL 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JEAN-LOUIS LALLIER.

Bureau du Shérif,
Thetford Mines, le 5 mars 1971. 39142-o

Canada — Province de Québec
District de Mégantic

Cour Supérieure, No 5839. { BANQUE D'EXPANSION INDUSTRIELLE, corporation légalement constituée ayant une place d'affaires à Québec, demanderesse, *vs* SIMONEAU FIBRE DE VERRE LTÉE, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affairees à 141 ouest, rue Principale, Lyster Station, ROGER SIMONEAU, RÉMI SIMONEAU, JEAN-MARC SIMONEAU, PHILIPPE SIMONEAU, résidant tous à Lyster Station, défendeurs et ALBERT VERROEULST, en sa qualité de syndic des biens de la défenderesse, 56, rue St-Pierre, Québec et RENÉ CHEVRIER, en sa qualité de régistrateur de la division d'enregistrement de Mégantic, mis en cause.

« Une parcelle de terrain de figure irrégulière située dans le village de Lyster, dans le canton de Nelson

Guy Doyle and the said ten-A, on the northeast by the property of Mrs. Miville Chrétien and on the southeast by Alfred Dion or représentatives, these two emplacements forming a piece of land of one hundred and twenty-five feet wide by four hundred and eighty feet deep.

3. A strip of land of an irregular form situated in the ninth range of the township of Leeds, being this strip of land situated between the new road and this part of Craig Road where it makes a curve to joint the new road by both extremities including this part of the said road with, in addition, a strip of land of three feet wide from the ditch which follows the said Craig Road to the southeast, that is to say that this strip of land shall be three feet wide as aforesaid by the entire length of this part of said Craig Road, the strip of land measuring in length the entire part of the road found between both extremities of the said road now sold and joining road nine, known and designated as forming part of lot number nine A (P. 9-A) of the cadastre for the ninth range of the township of Leeds and thus bounded on one side by the new road situated in front of the land of Jos-Henri Payeur and on the other side, by a part of lot nine A belonging to Jean-Guy Doyle save the reserve of the said strip of land sold by Amedée Lessard to Théodore Guay and this part of land sold to Her Majesty the Queen by a deed registered under number 51-242.

These immovables include the immovables for these purposes, that is to say the tools, machinery, furniture and other similar objects placed by the borrower in the mortgaged places, to complete his operation.

To be sold at the registry office of the division of Thetford, at Thetford Mines, at the Court House, 693 St-Alphonse Street West, at Thetford Mines, on the FIFTEENTH day of the month of APRIL, 1971, at TEN o'clock in the morning.

JEAN-LOUIS LALLIER,
Sheriff

Sheriff's Office,
Thetford Mines, March 5, 1971. 39142

Canada — Province of Québec
District of Mégantic

Superior Court, No. 5839. { INDUSTRIAL DEVELOPMENT BANK, a corporation legally constituted having a place of business in Québec, plaintiff, *vs* SIMONEAU FIBRE DE VERRE LTÉE, a corporation legally constituted having its principal place of business at 141 Main Street West, Lyster Station, ROGER SIMONEAU, RÉMI SIMONEAU, JEAN-MARC SIMONEAU, PHILIPPE SIMONEAU, all residing at Lyster Station, defendants and ALBERT VERROEULST, in his quality of trustee to the property of the defendant, 56 St-Pierre Street, Québec and RENÉ CHEVRIER, in his quality of Registrar for the Registration Division of Mégantic, mis en cause.

"A parcel of land of irregular figure situated in the village of Lyster, in the township of Nelson, Registra-

division d'enregistrement de Mégantic, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro dix-sept-neuf (Ptie 17-9) rang cinq aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Nelson, bornée vers le nord-ouest par un ruisseau, vers le nord-est, le sud-est, le sud-ouest et le sud-est par une partie de lot numéro dix-sept-neuf propriété de Roger Simoneau, vers le sud-ouest par une autre partie dudit lot numéro dix-sept-neuf et par la rue Principale; mesurant deux cent soixante-cinq pieds au nord-est, deux cent soixante-quatre pieds et quatre-vingt-treize pieds au sud-est, vingt-neuf pieds six dixièmes et deux cent quatre-vingt-un pieds quatre dixièmes, au sud-ouest, et contenant en superficie cent six mille cinq pieds carrés, mesure anglaise. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Mégantic, à Inverness, le SEIZIÈME jour d'AVRIL 1971 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JEAN LOUIS LALLIER.

Bureau du Shérif,
Thetford Mines, ce 5 mars 1971. 39135-o

tion Division of Mégantic, known and designated as forming part of lot number seventeen-nine (P. 17-9) Range five, on official plan and book of reference for said township of Nelson; bounded towards northwest by a brook, towards northeast, southeast southwest and southeast by a part of lot number seventeen-nine, property of Roger Simoneau, towards southwest by another part of said lot number seventeen-nine and by the Main Street; measuring two hundred and sixty-five feet on the northeast, two hundred and sixty-four feet and ninety-three feet on southeast, twenty-nine feet and six tenths and two hundred and eighty-one feet and four tenths, on the southwest, and containing an area of one hundred and six thousand and five square feet, English measure."

To be sold at the Registration Office of Mégantic Division in Inverness, the SIXTEENTH day of APRIL, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN LOUIS LALLIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Thetford Mines, March 5, 1971. 39135

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 793-047. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district judiciaire de Montréal, demanderesse, *vs* COLOMBEY CONSTRUCTION LTÉE, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district judiciaire de Montréal, défenderesse et PERCY-RASHKOVSKY, résidant et domicilié au numéro 6972, rue St-Hubert, à Montréal, dit district, mis en cause.

« Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro treize de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent cinquante (250-13) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, avec une maison dessus érigée. Le tout tel que se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et spécialement avec une servitude en faveur de la Shawinigan Water & Power, suivant acte reçu devant Me J.A. Auclair, notaire, le sept (7) octobre, mil neuf cent cinquante-quatre (1954), enregistré à Laval, sous le numéro 90,993, sur lequel se trouve la ligne de division dudit terrain et avec une servitude créée par destination de père de famille, suivant acte reçu, le vingt-cinq février, mil neuf cent soixante-cinq. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 boulevard Je Me Souviens, à Laval, le QUINZIÈME jour d'AVRIL 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 8 mars 1971. 39129-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 793-047. { MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, corporation legally incorporated having its principal place of business at Montreal, judicial district of Montreal, plaintiff, *vs* COLOMBEY CONSTRUCTION LTÉE, corporation legally incorporated having its principal place of business at Montreal, judicial district of Montreal, defendant and PERCY-RASHKOVSKY, residing and domiciled at number 6972 St-Hubert Street, at Montreal, in the district of Montreal, mis en cause.

"A site known and designated as being lot number thirteen of the official subdivision of the original lot number two hundred and fifty (250-13) on the official plan and reference book of the parish of Ste-Rose, with a house thereon constructed. As the whole presently subsists with all its active and passive servitudes apparent or unapparent attached to the said building and particularly with a servitude respecting the Shawinigan Water & Power following a deed signed before Me J. A. Auclair, notary, on October seventh (7), one thousand nine hundred and fifty-four (1954), registered at Laval under number 90,993 on which is to be found the division line of the said property and with a servitude by destination of the Lead of the family following a deed signed on February twenty-fifth, one thousand nine hundred and sixty-five."

To be sold at the Registry Office of the county of Laval, 155 Je Me Souviens Boulevard, at Laval, the FIFTEENTH day of APRIL, 1971 at ELEVEN a.m.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.

Office of the Sheriff,
Superior Court,
Montreal, March 8, 1971. 39129

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour provinciale — District de Montréal

No 281-360. { NIAGARA FINANCE COMPANY LIMITED, un corps politique et constitué, dûment incorporé selon la Loi et ayant son siège social et sa principale place d'affaires pour la province de Québec, en les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* MAURICE MAJEAU, ouvrier, des ville et district de Montréal, défendeur.

a) Un emplacement ayant façade sur la rue De La Roche en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant le lot de subdivision numéro treize du lot originaire numéro cinq (5-13) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Côte Saint-Louis, avec la bâtisses dessus érigée et portant le numéro civique 5689 De La Roche.

Un emplacement ayant façade sur la rue De La Roche en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant le lot de subdivision numéro quatorze du lot originaire numéro cinq (5-14) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Côte Saint-Louis, avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 5697 De La Roche.

Pour être vendus séparément au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le QUATORZIÈME jour d'AVRIL 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 1er mars 1971. 39136

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Provincial Court — District of Montreal

No. 281-360. { NIAGARA FINANCE COMPANY LIMITED, a body politic and corporate, duly incorporated according to law and having its head office and principal place of business for the Province of Québec, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* MAURICE MAJEAU, workman, of the city and district of Montreal, defendant.

(*a*) An emplacement fronting on De La Roche in the city of Montreal known and designated as subdivision lot number thirteen of the original lot number five (5-13) on the official plan and book of reference of the village of Côte St. Louis, with the building thereon erected bearing civic number 5689 De La Roche;

(*b*) An emplacement fronting on De La Roche in the city of Montreal, known and designated as subdivision lot number fourteen of original lot number five (5-14) on the official plan and book of reference of the village of Côte St. Louis, with the building thereon erected bearing civic number 5697 De La Roche.

To be sold separately at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the FOURTEENTH day of APRIL 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, March 1st, 1971. 39136-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 792-465. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district de Montréal, demanderesse, *vs* Dame GABRIELLE BENOIT DAGENAIS, veuve non remariée de Marcel Dagenais, résidant et domiciliée au numéro 8172 boulevard St-Michel, à Montréal, district judiciaire de Montréal, défenderesse.

« Un emplacement ayant front sur le boulevard St-Michel, en la cité de St-Michel, mesurant cinquante et un pieds et cinquante centièmes de pied (51.50′) de largeur, selon les titres et cinquante-quatre pieds et cinquante centièmes de pied (54.50′) selon l'occupation, sur une profondeur de quatre-vingt-treize pieds et vingt-cinq centièmes de pied (93.25′) dans sa ligne nord-ouest, et quatre-vingt-treize pieds et quatre-vingt centièmes de pied (93.80′) dans sa ligne sud-est, mesure anglaise, et plus ou moins, et composé du lot connu et désigné comme étant une partie centrale du lot numéro trois cent quarante-trois du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Bornée en front du côté nord-est, par le boulevard St-Michel, en arrière, du côté sud-ouest par une ruelle (343-1261); d'un côté, au nord-ouest par le résidu nord-ouest, dudit lot (343) et du côté sud-est, par une

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 792-465. { MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, corporation legally incorporated having its principal place of business in Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* Dame GABRIELLE BENOIT DAGENAIS, widow not remarried of Marcel Dagenais, residing and domiciled at number 8172 St-Michel Boulevard at Montreal, judicial district of Montreal, defendant.

"A site fronting on St-Michel Boulevard, in the city of St-Michel, measuring fifty-one feet and fifty hundredths (51.50′) wide according to the title deeds and fifty-four feet and fifty hundredths (54.50′) where it stands, by a depth of ninety-three feet and twenty-five hundredths (93.25′) in its northwestern line, and ninety-three feet and eighty hundredths (93.80′) in its southeastern line, English measurement, more or less, and formed of lot known and designated as being a central part of lot number three hundred and forty-three on the official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet.

Bounded in front on the northeastern side by St-Michel Boulevard, in back on the southwestern side by a lane (343-1261); on the one side towards the northwest by the northwestern remainder of the said lot

autre partie dudit lot (343) dudit cadastre appartenant à Gérard Cyr;

La ligne sud-est dudit emplacement est parallèle à la ligne nord-ouest de la rue Jarry et située à trois cent soixante-trois (363′) au nord-ouest de celle-ci;

La ligne nord-ouest de l'emplacement ci-dessus décrit est également parallèle à la ligne sud-est du lot (343-17) dudit cadastre et est située à onze pieds et cinquante centièmes de pied (11.50′) au sud-est de celle-ci;

Avec une maison dessus érigée portant le numéro civique 8172 boulevard St-Michel.

Tel que le tout se trouve présentement, sans exception ni réserve. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le QUINZIÈME jour d'AVRIL 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 8 mars 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
39130-o

(343) and on the southeastern side by another part of the said lot (343) of the said cadastre belonging to Gérard Cyr;

The southeastern line of the said site is parallel to the northwestern line of Jarry Street and situated at three hundred and sixty-three feet (363′) to the northwest of it;

The northwestern line of the site above described is also parallel to the southeastern line of the lot (343-17) of the said cadastre and is situated at eleven feet and fifty hundredths (11.50′) to the southeast of it;

With a house thereon erected bearing civic number 8172 St-Michel Boulevard;

As the whole presently subsists, with no exceptions or reservations."

To be sold at the office of the Prothonotary, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the FIFTEENTH day of APRIL, 1971, at ELEVEN o'clock a.m.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, March 8, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
39130

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 803-582. SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, corps politique dûment constitué, ayant son siège social à Ottawa, et une principale place d'affaires au 2350 rue Manella, ville Mont-Royal, district de Montréal, demanderesse, *vs* CLAUDE GIROUX, résidant et domicilié au 5155 rue Maurice, St-Hubert, district de Montréal, défendeur.

« Un emplacement ayant front rue Trémolière à Anjou, district de Montréal, P.Q., connu et désigné sous le lot numéro quatre cent trente-neuf, de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent trente (430-439) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue Pointe, district de Montréal, P.Q., avec la bâtisse à deux étages, avec garage, en construction dessus érigée, devant être terminée incessamment.

Avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble, et plus particulièrement, les servitudes enregistrées au bureau d'enregistrement de la division de Montréal, sous les numéros 1977581 et 1961657.

Ladite propriété portera les numéros civiques 8020 et 8022 de ladite rue Trémolière, à ville d'Anjou. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le QUATORZIÈME jour d'AVRIL 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, le 1er mars 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
39131-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 803-582. CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, politic duly incorporated, having its head office at Ottawa, and its principal place of affairs at 2350 Manella street, town of Mount Royal, district of Montreal, plaintiff, *vs* CLAUDE GIROUX, residing and domiciled at 5155 Maurice Street, St-Hubert, district of Montreal, defendant.

"A site fronting on Trémolière Street at Anjou, district of Montreal, P.Q., known and designated under lot number four hundred and thirty-nine, of the subdivision of the original lot number four hundred and thirty (430-439) on the official plan and reference book of the parish of Longue Pointe, district of Montreal, P.Q. with the building of two storeys, with garage, "in the process of being built thereupon", which is about to be finished.

With all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable property, and more particularly the servitudes registered at the registry office of the division of Montreal under number 1977581 and 1961657.

The said property bears civic numbers 8020 and 8022 of the said Trémolière Street, at Ville d'Anjou.

To be sold at the office of the Prothonotary, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the FOURTEENTH day of APRIL, 1971, at TWO o'clock p.m.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, March 1, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
39131

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 5868. } LA SOCIÉTÉ DES ARTISANS, corporation légalement constituée, ayant son siège social dans les ville et district de Québec, *contre* PIERRE-PAUL MAGNAN, professeur, domicilié au numéro 37, de la rue de la Poterie en la ville de Cap Rouge, district de Québec.

« Un terrain ou emplacement connu et désigné comme étant la subdivision trente-huit du lot originaire numéro cent soixante-seize (176-38) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Félix du Cap-Rouge, comté de Québec, contenant une superficie de sept mille neuf cent cinquante pieds (7950′) mesure anglaise.

Avec la maison dessus construite rue de la Poterie, ville de Cap-Rouge, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 10, avenue Chauveau, Québec, le TREIZIÈME jour d'AVRIL 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 9 mars 1971.

39127-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 54-425. } TURGEON & JOBIN LTÉE, corporation légalement constituée, ayant sa place d'affaires à 205 rue Montmagny, en les cité et district de Québec, *vs* JEAN-PIERRE FOURNIER, domicilié à 15 rue Mercier, Cap-Santé, comté de Portneuf.

« Une lisière de terrain située à Cap-Santé, comté de Portneuf, connue et désignée comme étant une partie du lot No cent sept (Ptie 107) au cadastre officiel pour la paroisse de Cap-Santé, comté de Portneuf, mesurant une largeur de quatre-vingts pieds (80′) dans les lignes nord-est et sud-ouest, sur une profondeur de soixante-quinze pieds (75′) dans les lignes nord-ouest et sud-est, et est ainsi bornée au nord-est par le lot 106, au sud-est par Jean-Yves Bertrand, au sud-ouest par la rue Mercier et nord-ouest par Nazaire D. Mercier. Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Portneuf, à Cap-Santé, comté de Portneuf, le TREIZIÈME jour d'AVRIL, 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 9 mars 1971.

39137-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 5868. } LA SOCIÉTÉ DES ARTISANS, corporation legally incorporated having its head office in the city and district of Québec, *against* PIERRE-PAUL MAGNAN, professor, domiciled at number 37 de la Poterie Street in the town of Cap Rouge, district of Québec.

"A plot of land or site known and designated as being subdivision thirty-eight of the original lot number one hundred and seventy-six (176-38) on the official cadastre for the parish of St-Félix of Cap-Rouge, county of Québec, comprising an area of seven thousand nine hundred and fifty feet (7950′) English measurement.

With the house thereon constructed on de la Poterie Street, town of Cap-Rouge, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office of Québec, 10 Chauveau Avenue, Québec, the THIRTEENTH day of APRIL, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, March 9, 1971.

39127

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Provincial Court, No. 54-425. } TURGEON & JOBIN LTÉE, a corporation legally constituted and having its place of business at 205 Montmagny Street, in the city and district of Québec, *vs* JEAN-PIERRE FOURNIER, domiciled at 15 Mercier Street, Cap-Santé, county of Portneuf.

"A strip of land situated at Cap-Santé, county of Portneuf, known and designated as being of lot No. one hundred and seven (P. 107) on official cadastre for the parish of Cap-Santé, county of Portneuf, measuring eighty (80′) feet in width in its northeast and southwest lines, by a depth of seventy-five (75′) feet in its northwest and southeast lines and thus bounded on the northeast by lot 106, on the southeast by Jean-Yves Bertrand, on the southwest by Mercier Street, and on northwest by Nazaire D. Mercier. With the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office of Portneuf, in Cap-Santé, county of Portneuf, the THIRTEENTH day of APRIL, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, March 9, 1971.

39137

SAGUENAY

De Terris

Canada — Province de Québec
Districts de Québec et Saguenay

Cour Provinciale, No 52-542. { IMPERIAL OIL CO. LIMITED, corporation légalement constituée, ayant une place d'affaires à 861, Chemin du Foulon, Québec, district de Québec, demanderesse, *vs* ÉLIE DUFOUR, résidant à Clermont, comté de Charlevoix, district de Saguenay, défendeur.

« Un certain terrain de figure irrégulière et de grandeur indéterminée étant et composant partie du lot numéro 12 de la subdivision du lot originaire numéro 636 (636.12) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Étienne de La Malbaie, et compris et délimité par les bornes suivantes: savoir: au sud-est au lot 636-16 (La compagnie Donohue Ltée) au nord-est à un mur en pierre séparant le lot 636-12 de façon à ce que ledit mur soit la propriété de l'acquéreur, le voisin immédiat soit le propriétaire de l'autre partie du lot 636-12 est Monsieur Charles Joseph Boulianne, au sud-ouest au lot 636-18 (Élie Dufour) au nord-ouest à la propriété de Monsieur Osias Dufour, le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau du Régistrateur du Palais de Justice de La Malbaie, comté de Charlevoix, LUNDI le VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
BERTRAND SAVARD.

Bureau du Shérif,
La Malbaie, le 2 mars 1971. 39117-o

SAGUENAY

De Terris

Canada — Province of Québec
Districts of Québec and Saguenay

Provincial Court, No. 52-542. { IMPERIAL OIL CO. LIMITED, corporation legally incorporated, having its place of business at 861 Chemin du Foulon, Québec, district of Québec, plaintiff, *vs* ÉLIE DUFOUR, residing at Clermont, county of Charlevoix, district of Saguenay, defendant.

"A certain plot of land of irregular dimensions and of indeterminate size forming part of lot number 12 of the subdivision of the original lot number 636 (636.12) on the official cadastre for the parish of St-Étienne de La Malbaie, falling within and bounded by the following, to wit: in the southeast by lot 636-16 (La compagnie Donohue Ltée), in the northeast by a stone wall separating lot 636-12 in such a way that the said wall be the property of the purchaser, the immediate neighbour, that is the owner of the other part of lot 636-12 is Mr. Charles Joseph Boulianne, in the southwest by lot 636-18 (Élie Dufour), in the northwest by the property of Mr. Osias Dufour, the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the office of the Registrar at the Court House of La Malbaie, county of Charlevoix, MONDAY, the TWENTY-SIXTH day of APRIL, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

BERTRAND SAVARD,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office
La Malbaie, March 2, 1971. 39117

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District of Terrebonne

No 61 036. { BRUNO LAURIN, constructeur menuisier, domicilié en la paroisse de St-Eustache, district de Terrebonne, demandeur, *vs* EDGAR LAMOUREUX, marchand, domicilié à 341, rue Philippe, St-Eustache, district de Terrebonne, défendeur, et LE REGISTRATEUR du burau d'enregistrement du comté des Deux Montagnes, mis en cause.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et en la possession du défendeur:

« Un immeuble situé à St-Eustache, connu et désigné sous les lots numéros cent dix-sept et cent dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-cinq (285-117 et 118) du cadastre de la paroisse de St-Eustache, avec une maison dessus construite et portant le numéro civique 341 rue Philippe, ville de St-Eustache, et les servitudes y constituées. »

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Terrebonne

No. 61 036. { BRUNO LAURIN, builder-carpenter, domiciled in the parish of St-Eustache, district of Terrebonne, plaintiff, *vs* EDGAR LAMOUREUX, merchant, domiciled at 341 Philippe Street, St-Eustache, district of Terrebonne, defendant, and THE REGISTRAR of the registry office of the county of Deux-Montagnes, mis en cause.

Notice of sale

The immovable property hereafter described and the property of the defendant:

"An immovable property situated at St-Eustache, known and designated under lot numbers one hundred and seventeen and one hundred and eighteen of the official subdivision of the original lot number two hundred and eighty-five (285-117 and 118) on the cadastre of the parish of St-Eustache, with a house built thereon and bearing civic number 341 Philippe Street, town of St-Eustache, and the servitudes thereby constituted."

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté Des Deux Montagnes, situé à Ste-Scholastique, JEUDI, le QUINZIÈME jour d'AVRIL 1971 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le shérif intérimaire,
GABRIELLE FOURNELLE.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 5 mars 1971. 39138-o

To be sold at the registry office of the county of Deux-Montagnes, situated at Ste-Scholastique, THURSDAY, the FIFTEENTH day of APRIL, 1971, at TWO o'clock in the forenoon.

Conditions: Cash.

GABRIELLE FOURNELLE,
Sheriff ad interim.

Sheriff's Office,
St. Jérôme, March 5, 1971. 39138

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Terrebonne

No 59,866. DAME JEANNE-D'ARC JUTEAU MAGNAN, veuve non remariée de feu Bernard Magnan, de son vivant commerçant à Ste-Thérèse, district de Terrebonne, elle-même ménagère et teneur de livres, domiciliée et résidant en la municipalité de Ste-Thérèse, district de Terrebonne, et RÉAL MAGNAN, gérant, domicilié et résidant à Ste-Thérèse, district de Terrebonne, demandeurs, et CAROLE MAGNAN, secrétaire, domiciliée et résidant à Ste-Thérèse, district de Terrebonne, demanderesse en reprise d'instance, *vs* LES HÉRITIERS de feu Jean-Paul Guindon, de son vivant résidant au 88, rue Labelle, Ste-Thérèse, district de Terrebonne, défendeurs.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et en la possession des défendeurs savoir:

« Partie non subdivisée du lot numéro 219 du cadastre de la paroisse de Ste-Thérèse avec immeuble y érigé portant le numéro civique 88 Curé Labelle, en la cité de Ste-Thérèse, district de Terrebonne;

Parties 14, 15 et 16 du lot No 40 du cadastre de la paroisse de Ste-Thérèse, avec bâtisse y érigée portant le numéro civique 235, boulevard Rosemère, en la cité de Rosemère, district de Terrebonne. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne situé chambre 106, Palais de Justice, Saint-Jérôme, (400 rue Laviolette) MERCREDI, le QUATORZIÈME jour d'AVRIL 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le shérif intérimaire,
GABRIELLE FOURNELLE.

Bureau du Shérif,
Le 2 mars 1971. 39105-o

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Terrebonne

No. 59,866. DAME JEANNE-D'ARC JUTEAU MAGNAN, unremarried widow of late Bernard Magnan, in his lifetime trader at Sainte-Thérèse, district of Terrebonne, herself housewife and book keeper, domiciled and residing in the municipality of Sainte-Thérèse, district of Terrebonne, and RÉAL MAGNAN, manager, domiciled and residing at Sainte-Thérèse, district of Terrebonne, plaintiffs, and CAROLE MAGNAN, secretary, domiciled and residing at Sainte-Thérèse, district of Terrebonne, plaintiff in continuance of suit, *vs* THE HEIRS of late Jean-Paul Guindon, in his lifetime residing at 88 Labelle Street, Sainte-Thérèse, district of Terrebonne, defendants.

Notice of sale

The hereinafter designated immovable and in the possession of the defendants to wit:

"Unsubdivided part of lot number 219 on the cadastre for the parish of Sainte-Thérèse, with immovable thereon erected, bearing the civic number 88 Curé Labelle, in the city of Sainte-Thérèse, district of Terrebonne.

Parts 14, 15 and 16 of lot No. 40 on the cadastre for the parish of Sainte-Thérèse, with the building thereon erected, bearing the civic number 235, Rosemère Boulevard, in the city of Rosemère, district of Terrebonne."

To be sold at the Registry Office, for the county of Terrebonne situated Room 106, Court House, Saint-Jérôme, (400 Laviolette Street) on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of APRIL, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

GABRIELLE FOURNELLE,
Interim Sheriff.

Sheriff's Office,
March 2, 1971. 39105

Canada — Province de Québec
District de Québec

Cour Supérieure, No 16 429. COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DE QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires à 225 est, Grande-Allée à Québec, P.Q., requérante, *vs* CONSTRUCTION CYRANO INC., corps politique légalement constitué, ayant son siège social à St-Jérôme, Terrebonne, employeur.

Canada — Province of Québec
District of Québec

Superior Court, No. 16 429. THE QUÉBEC WORKMEN'S COMPENSATION COMMISSION, body politic and corporate having its principal place of business at 225 Grande-Allée East, Québec, P.Q., petitioner, *vs* CONSTRUCTION CYRANO INC., body politic legally incorporated having its head office at St-Jérôme, Terrebonne, employer.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et en la possession de Construction Cyrano Inc.

« Un emplacement situé sur la rue Bossuet, dans la municipalité de Ste-Thérèse Ouest, connu et désigné sous le lot numéro quarante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-deux (162-49) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, division d'enregistrement de Terrebonne, borné comme suit: au nord-ouest par la rue Bossuet (162-8) au nord-est, par les lots numéros 162-48 et 162-47 au sud-est, par le lot numéro 162-45; au sud-ouest par le lot numéro 162-50, mesurant soixante-dix pieds (70′) dans sa ligne nord-ouest, cent un pieds et soixante-treize centièmes de pieds (101.73′) dans sa ligne nord-est, cinquante et un pieds et trente et un centièmes de pied (51.31′) dans sa ligne sud-est et cent pieds (100′) dans sa ligne sud-ouest.

Contenant en superficie six mille soixante-cinq pieds carrés et cinq dixièmes de pied carré (6,065.5′).

Avec maison y érigée portant le numéro civique 3,203 de la rue Bossuet, à Ste-Thérèse Ouest. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, situé chambre 106, Palais de Justice, 400 rue Laviolette, Saint-Jérôme, VENDREDI le SEIZIÈME jour d'AVRIL 1971 à DEUX heures de l'après-midi.

Condition: comptant.

Le shérif intérimaire,
GABRIELLE FOURNELLE.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 5 mars 1971. 39140-o

Notice of sale

The immovable hereafter designated and in the possession of Construction Cyrano inc.

"An emplacement situated on Bossuet Street, in the municipality of Ste-Thérèse West, known and designated under lot number forty-nine of the official subdivision of original lot number one hundred and sixty-two (162-49) on the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, registration division of Terrebonne, bounded as follows: on the northwest by Bossuet Street (162-8) on the northeast by lots number 162-48 and 162-47, on the southeast by lot 162-45; on the southwest by lot number 162-50, measuring seventy feet (70′) on its northwest line, one hundred and one feet and seventy-three hundredths of a foot (101.73′) on its northeast line, fifty-one feet and thirty-one hundredths of a foot (51.31′) on its southeast line and one hundred feet (100′) on its southwest line.

Containing in area six thousand sixty-five square feet and five tenths of a square foot (6,065.5′).

With a house erected thereon bearing civic number 3,203 Bossuet Street, at Ste-Thérèse West."

To be sold at the Registry Office of the county of Terrebonne, situated at Room 106, at the Court House, 400 Laviolette Street, Saint-Jérôme, on FRIDAY, the SIXTEENTH day of APRIL, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Condition: Cash.

GABRIELLE FOURNELLE,
Acting Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, March 5, 1971. 39140

INDEX No 11

ARRÊTÉS EN CONSEIL — *ORDERS IN COUNCIL*

534 — Quenneville, l'Honorable Robert (*membre du Conseil exécutif et Ministre d'État aux Affaires sociales*), concernant certaines tâches qui lui sont confiées ... 2372
534 — Quenneville, the Honourable Robert (*Member of the Executive Council and Minister without Portfolio with the Department of Social Affairs*), concerning those duties to be performed by him ... 2372
535 — Travail et main d'oeuvre, *concernant le service de placement étudiant du ministère* ... 2372
535 — Labour and Manpower, *concerning the student Placement Service of the Department* ... 2372
605 — Parent, l'honorable Oswald ... 2371
605 — Parent, the Honourable Oswald ... 2371
779 — Employés de laiterie dans la région de Qusbec (*Modifications au décret*) ... 2373
779 — Dairy Employees in the region of Québec (*Amendments to the decree*) ... 2373
806 — Commission de Police du Québec, *concernant l'approbation du règlement numéro trois (3) relatif aux rapports des membres de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux avec les ressortissants étrangers en détention* ... 2375
806 — Québec Police Commission, *concerning the approval of by-law number three (3), respecting the dealings of the members of the Québec Police Force and Municipal Police Forces with detained foreign citizens* 2375

ASSOCIATION COOPÉRATIVE — *COOPERATIVE ASSOCIATION*

Club coopératif de consommation du Richelieu (*Formation*) ... 2355

AVIS DIVERS — *MISCELLANEOUS NOTICES*

Barreau du Québec, (*Mod. Règl. No 1*) ... 2360
Bar of the Province of Québec (*Mod. By-law No. 1*) ... 2360
Estate of Charles Doucet (*Benefit of inventory*) ... 2362
Estate of Robert Ernest Mackett (*Benefit of Inventory*) ... 2363

AVIS DIVERS — *MISCELLANEOUS NOTICES*

(suite) — *(continued)*

St-François-Xavier-de-Verchères, par. (*Requête-Petition*) ... 2362
Succession Charles Doucet (*Bénéfice d'inventaire*) ... 2362
Succession de Robert Ernest Mackett (*Bénéfice d'inventaire*) ... 2363
Verchères, village (*Requête-Petition*) ... 2362

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — *CHANGE OF NAME ACT*

Demandes: — *Applications:*

Kitaika, Sidney Thomas ... 2358
Moskovits, Tomi ... 2358
Papathanasopoulos, Apostolos (Paul) ... 2358
Ravitsky, Jeffrey Ian et *al* ... 2357
Thomschitz, Johann ... 2358

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — *CHANGE OF NAME ACT*

Accordés: — *Granted:*

Bellemare, Joseph Henri ... 2358
Ebert, Irving George ... 2359
Engels, Samuel ... 2359
Goodwill, Sidney ... 2359
Lewis, Leslie Hamilton ... 2359
Liot, Angy ... 2359
Moss, Marcus Henry ... 2359
Seto, Harry ... 2360

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — *EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES*

Permis: — *Licenses:*

Falcon Transport Ltd ... 2363
Ohio Piston International Corporation ... 2363

COMPAGNIES — LOI DES — *COMPANIES ACT*

Demandes d'abandon de charte — *Applications for Surrender of Charter*

Allied Shoe Corporation ... 2346
Amiante-Isolation ltée ... 2347
Compagnie de téléphone rural St-Joseph limitée (La) ... 2345
Compagnie des publications provinciales limitée ... 2345
Contact Chair Ltd. ... 2345
Créations futuristes inc. ... 2347
Demanins Construction Inc. ... 2346
Développements Blanchet inc. (Les) ... 2346
Diplomat Realty Associates Co. Ltd. ... 2346
Industrial Protective Services Inc. ... 2346
Kensington Sportswear Ltd ... 2347
Lewis Holdings Incorporated ... 2347
Missisquoi Realties Ltd. ... 2347
Provincial Publishing Company Limited ... 2345

Divers — *Miscellaneous*

Abitibi Moose Festival Inc. (*Name ch.*) ... 2348
Blais Marine & Camping inc. (*Dir.*) ... 2348
Brazeau Transport Limited (*Dir.*) ... 2351
Brazeau transport limitée (*Dir.*) ... 2351
Buvo ltée (*Dir.*) ... 2350
Centre Gallego de Montréal (*Règl.-By-laws*) ... 2351
Club moto-neige Franquelin inc. (*Règl.-By-laws*) ... 2348
Collège Stanislas incorporé (*Règl.-By-laws*) ... 2348
Coulombe (Alex.) ltée (*Nom-Name ch.*) ... 2348
Delisle (Robert) inc. (*Nom-Name ch.*) ... 2349
Festival de l'orignal d'Abitibi inc. (*Nom ch.*) ... 2348
Foire nord américaine de la musique inc. (*Nom ch.*) ... 2348
Fondation Maisonneuve (La) (*Règl.*) ... 2349
Friday's Ltd. (*Dir.*) ... 2349
Hippo inc. (*Nom-Name ch.*) ... 2349
Hôpital général de Québec (*Règl.-By-laws*) ... 2350
Independent Retail Druggists' Association of Québec, inc. (*Règ.-By-laws*) ... 2350
Industries automotrices du Québec limitée (*Dir.*) ... 2350
Investissements Unik inc. (*Dir.*) ... 2350
Maisonneuve Foundation (The) (*By-laws*) ... 2349
North America Music Fair Inc. (*Name ch.*) ... 2349
Québec Automotive Industries Limited (*Dir.*) 2350
Stanley's Bargain Corner Inc. (*Dir.*) ... 2350
Total Transportation (Leasing) Limited (*Dir.*) 2351
Transport total (location) limitée (*Dir.*) ... 2351
Unik Investments Inc. (*Dir.*) ... 2350

Lettres patentes *Letters Patent*

Alexander The Great Products Inc. 2289
Amiot (Marius) inc. 2289
Association de chasse et pêche de la Vallée du Richelieu inc. 2289
Association des propriétaires du Lac Schryer et du Lac Vert inc. 2289
Association des propriétaires du Mont Maribou inc. (L') 2289
Association générale des étudiants de la Faculté des Arts de Sherbrooke 2291
Audette (Robert) inc. 2291
Bégin, Charland & Valiquette inc. 2292
Boutique les Santons ltée 2292
C L R construction inc. 2293
Canadian Recreation Holdings Ltd. 2293
Carosseries Isothermes l'Igloo ltée 2293
Chartrand, Quinn, Senécal & Cie ltée 2294
Chartrand, Quinn, Senécal & Co. Ltd. 2294
Club des loisirs Précieux Sang de l'Estrie (Le) 2294
Club Social de la Vieille Grange inc. 2294
Club sportif la Grange Albert 2295
Comité des Loisirs de Ste-Marthe (Le) 2295
Compagnie électronique M.E.M. limitée (La) 2296
Concord Motel Inc. 2312
Consol Transport inc. 2296
Cresuco inc. 2296
DRD Provincial Gear inc. 2299
Deco-Bec inc. 2297
Distributions Mini-Maxi inc. (Les) 2297
Distributrices Thibodeau inc. 2298
Dominion Lapping Company Limited 2298
Dugo inc. 2298
Écuries Suzie inc. (Les) 2299
Ellebee Holdings Ltd. 2299
Engrenage provincial DRD inc. 2299
Entreprises Prochan limitée (Les) 2300
Fédération des associations de parents de Drummondville inc. (La) 2300
Fédération des mutuelles d'incendie inc. 2301
Ferme Louis-Cyr inc. 2301
Fiber-Coat Coverings Ltd. 2302
Filmo Flash Inc. 2302
Five Wheels Truck Rental (Québec) Ltd. 2302
Frontier Industrial Supply Co. Inc. 2303
G.N.C. Québec inc. 2303
Gaz propane de St-Hyacinthe inc. 2304
Goodfellow Combustion (Québec) Inc. 2304
Graham Creative Sales Inc. 2304
Handy Helper Home Services Inc. 2305
Hostess Appliances Corporation Ltd. 2305
Hôtel Château du Lac de Magog inc. 2306
Isothane inc. 2306
J.J.G.A. sports inc. 2306
JSA inc. 2307
Joy Carpets Corp. 2307
Karim Productions Inc. 2307
Lamour Hosiery Mfg. Inc. (The) 2308
Locus Designs Ltd. 2308
Loisirs de Ste-Agathe inc. (Les) 2309
Maison Anbar de Montréal Inc. 2309
Manoir de Waterville inc. (Le) 2309
Manufacture d'habits Thetford inc. 2322
Mathier inc. 2310
Menuiserie Desharnais inc. 2310
Mercier (Antonio) limitée 2311
Mini-Maxi Distributors Inc. 2297
Mini-Press Stamping Limited 2311
Mont Maribou Proprietors Association Inc. 2290
Moreault (Pierre) limitée 2311
Motel Concorde inc. 2312
N.R. automobiles inc. 2312
Naoum Fur Inc. 2313
Odorex inc. 2313
Osen Limited 2313
Osen limitée 2313
Papertic Investments Ltd. 2315
Pétroles Buissières ltée (Les) 2314
Placebo inc. 2314
Place Dupuis inc. 2314
Placements A.R.M.G. limitée (Les) 2315
Placements Paperpic ltée 2315
Placements Rolland Hallé inc. (Les) 2316
Productions Karim inc. (Les) 2307
Productions sur scène limitée (Les) 2316
Rade Investments Inc. 2316
Raschella (A.T.) inc. 2317
Relais de la Grande Rivière inc. 2317
Renaud (Jean L.) et associés inc. 2317
Restaurant Mozart Traversy inc. 2318
Robert (Gérard) inc. 2318
S.A.T. inc. 2319
Safari sportswear Inc. 2319
St. Lawrence Crémazie Parking Service Inc. 2319
Service de stationnement St-Laurent Crémazie inc. 2319
Service des données Asselin inc. 2320
Société d'éditions générale SODEGE inc. 2320
Société maritime de Baillon inc. 2320
Société Parasol de Montréal inc. 2321
Sofamec inc. 2321
Surgi-Groupe inc. 2322
Thetford Suits Manufacturing Inc. 2322
Town Fur (1971) Ltd. 2322
Valleyfield Auto Spring Inc. 2323

Lettres patentes supplémentaires *Letters Patent supplementary*

Agents de Réclamations de l'Est (Trois-Rivières) ltée 2325
Arcadia Minerals Limited 2323
Argenteuil Enterprises Ltd. 2325
Automatic Electronic Systems Incorporated. 2324
Bardeaux Maibec inc. 2324
Boulet (J.C.), inc. 2324
Brunet (W.) & Cie, limitée 2324
Champlain Sanitary Leasing Ltd. 2327
Construction J.R.L. ltée 2324
Déménagement Paradis ltée 2325
Domaine Quévillon ltée 2328
Eastern Claims Adjusters (Trois-Rivières) Ltd. 2325
Entreprises Argenteuil ltée (Les) 2325
Entreprises Godbout inc. (Les) 2326

Lettres patentes supplémentaires (*suite*) — ***Letters Patent supplementary*** (*continued*)

F-I-C- Fund Inc. ... 2326
Fonds F-I-C- inc. ... 2326
Industri-Aire Products (1970) Ltd. ... 2326
Institut Belletete inc. ... 2326
Location Sanitaire Champlain ltée ... 2327
Maibec Shingles Inc. ... 2324
O'Marts Ltd. ... 2327
Pan Arkadian Brotherhood of Canada ... 2327
Paul's Plumbing & Heating Supplies Ltd. ... 2327
Produits Industri-Aire (1970) ltée (Les) ... 2326
Quevillon Estates Ltd. ... 2328
Rehau-Plastiks of Canada Limited ... 2328
Safeway Farm Equipment Co. Ltd. ... 2328
J.T. Stone Cabinet Mfg. Co. Ltd. ... 2328
Télécouleur Solaire inc. ... 2329
Western Québec Mines Co. Ltd. ... 2329

DEMANDES À LA LÉGISLATURE — ***APPLICATIONS TO LEGISLATURE***

Club de golf New Glasgow (1966) inc. ... 2366
Estate of Charles Brochu ... 2368
Estate of Félix E. Lavoie ... 2368
Giffard, cité-city ... 2367
Montréal, ville-city ... 2367
Mont-Royal, ville ... 2368
Mount Royal, town ... 2368
New Glasgow Golf Club (1966) Inc. ... 2366
Salaberry-de-Valleyfield, cité-city ... 2369
Succession Charles Brochu ... 2368
Succession Félix E. Lavoie ... 2368
Verdun, cité-city ... 2366

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTS***

Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

St-Laurent, ville-city (*Amend.*) ... 2356

Éducation — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Chandler Diss. (*Dem.-Appl.*) ... 2365
Les-Deux-Rives (*Dem.-Appl.*) ... 2364
Loretteville, diss. (*Prot.*) (*Dem.-Appl.*) ... 2365
Montebello, diss. (*Dem.-Appl.*) ... 2364
Murdochville, diss. (*Dem.-Appl.*) ... 2365
Portneuf, diss. (*Dem.-Appl.*) ... 2365
Roberval (*Dem.-Appl.*) ... 2364
Ste-Adèle, diss. (*Dem.-Appl.*) ... 2365
St-Sauveur (Prot.) (*Dem.-Appl.*) ... 2365
Val-Monts (*Dem.-Appl.*) ... 2364

Institutions financières, compagnies et coopératives — ***Financial Institutions, Companies and Cooperatives***

Assurance: — *Insurance:*

Canadian Provident–General Insurance (The) (*By-laws*) ... 2354
Prévoyants du Canada–Assurance générale (Les) (*Règl.*) ... 2354

Compagnies de fidéicommis: — *Trust Companies:*

Compagnie Trust Royal (*Augmentation de capital-actions*) ... 2355
Royal Trust Company (The) (*Additional Capital Stock*) ... 2355

Terres et forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Kénogami, canton-township ... 2356
St-Ambroise de la Jeune Lorette, par. ... 2356
St-Edmond de Stoneham (Rang-Range 1), par. 2356

Travail et de la Main-d'oeuvre — ***Labour and Manpower***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Formation et qualification professionnelle de la main d'oeuvre (*Mod. règlements*) ... 2369
Vocational training and qualification of manpower (*Amend. Regulations*) ... 2369

PROCLAMATIONS — ***PROCLAMATIONS***

Arbor Week ... 2380
Bureau de la division d'enregistrement de Coaticook, à Coaticook ... 2377
Bureau de la division d'enregistrement de Compton, à Cookshire ... 2378
Bureau de la division d'enregistrement de Stanstead, à Stanstead Plain ... 2379
Office of the registration division of Coaticook, at Coaticook ... 2377
Office of the registration division od Compton at Cookshire ... 2378
Office of the registration division of Stanstead, at Stanstead Plain ... 2379
Semaine de l'Arbre et de la Forêt ... 2380

SOUMISSIONS — demandes de — ***TENDERS — Requests for***

Baldwin-Cartier, c.-s.-s.-c. ... 2391
Drummondville, cité-city ... 2381
Fort-Coulonges, village ... 2386
Kénogami, cité-city ... 2390
Rivière-du-Loup, cité-city ... 2382
Thetford Mines, cité-city ... 2384
Vanier, ville-town ... 2388

SYNDICATS PROFESSIONNELS — ***PROFESSIONAL SYNDICATES***

Association of Directors of English Schools Inc. (*Const.-Inc.*) ... 2352
Association métropolitaine des propriétaires de taxi (L') (*Const.*) ... 2354
Metropolitan Taxi Owners Association (The) (*Inc.*) ... 2354

VENTES — ***SALES***

Effets non réclamés — ***Unclaimed Baggage***

Canadian Pacifique Railway Company ... 2370
Compagnie du chemin de fer canadien Pacifique ... 2370

Par Shérifs ***By Sheriffs***

Mégantic ***Mégantic***

Banque d'expansion industrielle *vs* Simoneau fibre de verre ltée et *al* 2395
Chabot *vs* Jacques 2394
Industrial Development Bank *vs* Simoneau fibre de verre ltée et *al* 2395
Tremblay *vs* Roy 2394

Montréal ***Montreal***

Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Colombey Construction ltée et *al* 2396
Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Dagenais 2397
Central Mortgage and Housing Corporation (The) *vs* Giroux 2398
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* Colombey Construction ltée et *al* .. 2396
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* Dagenais 2397
Niagara Finance Co. Ltd. *vs* Majeau 2397
Société centrale d'hypothèques et de logement *vs* Giroux 2398

Québec ***Québec***

Société des artisans (La) *vs* Magnan 2399
Turgeon & Jobin ltée *vs* Fournier 2399

Saguenay ***Saguenay***

Imperial Oil Co. Ltd. *vs* Dufour 2400

Terrebonne ***Terrebonne***

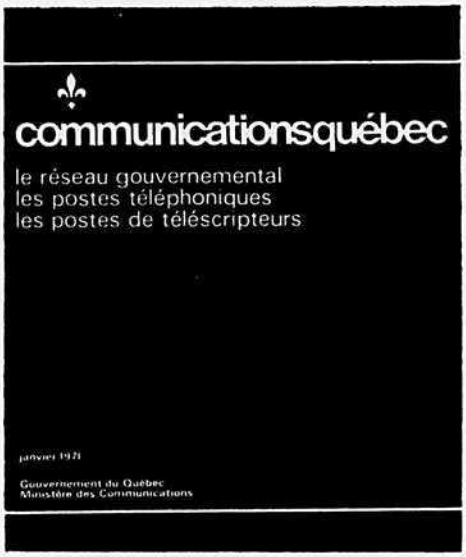
Commission des accidents du travail de Québec *vs* Construction Cyrano inc. 2401
Juteau-Magnan *vs* Héritiers-Heirs Guindon et *al* 2401
Laurin *vs* Lamoureux et *al* 2400
Québec Workmen's Compensation Commission *vs* Construction Cyrano inc. 2401

Taxes ***Taxes***

Abitibi, comté-county (*correction*) 2330
Dorchester, comté-county 2330
La Prairie, ville-town 2335
Pontiac, comté-county 2340
Rigaud, ville-town 2329
Roberval, cité-city 2340
Ste-Thérèse-Ouest, ville-town 2331

gouvernement du québec

annuaire téléphonique



$1.00

MAINTENANT EN VENTE

Toute commande est payable d'avance. Les versements se font par mandat-poste ou chèque à l'ordre du ministre des Finances du Québec, adressés à :

L'Editeur officiel du Québec,
Hôtel du gouvernement,
Québec.

NOW ON SALE

Prepayment is required with each order. Money orders or cheques should be made payable to the Minister of Finance, Québec, and sent to :

The Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec.